ISSN 0851 - 1217

ROYAUME DU MAROC

# BULLETIN OFFICIEL

## EDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE


| EDITIONS | TARIFS D'ABONNEMENT | | |
|---|---|---|---|
| | AU MAROC | | A L'ETRANGER |
| | 6 mois | 1 an | |
| Edition générale | 250 DH | 400 DH | A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur. |
| Edition des débats de la Chambre des Représentants | — | 200 DH | |
| Edition des débats de la Chambre des Conseillers | — | 200 DH | |
| Edition des annonces légales, judiciaires et administratives | 250 DH | 300 DH | |
| Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière | 250 DH | 300 DH | |
| Edition de traduction officielle | 150 DH | 200 DH | |

**ABONNEMENT**

IMPRIMERIE OFFICIELLE
RABAT - CHELLAH
Tél. : 037.76.50.24 - 037.76.50.25
037.76.54.13
Compte n° 40411 01 71
ouvert à la Trésorerie Principale
(Agence Avenue Mohammed V) à Rabat


**L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes de ces accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe**

## SOMMAIRE

## TEXTES GENERAUX


Pages

**Loi de finances pour l'année budgétaire 2003.**

*Dahir n° 1-02-362 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002) portant promulgation de la loi de finances n° 45-02 pour l'année budgétaire 2003* ..... 2

**Ministre des finances et de la privatisation. – Délégation de pouvoir.**

*Décret n° 2-02-765 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002) portant délégation de pouvoir, au ministre des finances et de la privatisation, en matière d'emprunts intérieurs* ..... 76

*Décret n° 2-02-766 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002) portant délégation de pouvoir, au ministre des finances et de la privatisation en matière d'emprunts extérieurs* ..... 76

*Décret n° 2-02-767 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002) portant délégation de pouvoir, au ministre des finances et de la privatisation, en vue de conclure des contrats d'emprunts pour le remboursement de la dette extérieure onéreuse et des accords de couverture de risque de taux d'intérêts et d'échange de devises* ..... 76


Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

## TEXTES GENERAUX

### Dahir n° 1-02-362 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002) portant promulgation de la loi de finances n° 45-02 pour l'année budgétaire 2003

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 26, 50 et 58 ;

Vu la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, promulguée par le dahir n° 1-98-138 du 7 chaabane 1419 (26 novembre 1998), telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi organique n° 14-00 promulguée par le dahir n° 1-00-195 du 14 moharrem 1421 (19 avril 2000),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi de finances n° 45-02 pour l'année budgétaire 2003, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre de conseillers.

*Fait à Marrakech, le 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002).*

Pour contreseing :
*Le Premier ministre,*
DRISS JETTOU.

*

* *

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

# LOI DE FINANCES N° 45-02
# pour l'année budgétaire 2003

## PREMIÈRE PARTIE

## DONNÉES GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

### TITRE PREMIER

### Dispositions relatives aux ressources publiques

I. – IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS

*Article premier*

I. – Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, continueront d'être opérées, pendant l'année budgétaire 2003, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1° la perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2° la perception des impôts, produits, taxes et revenus affectés aux collectivités locales, aux établissements publics et organismes dûment habilités.

II. – Le gouvernement est autorisé à procéder aux émissions d'emprunts dans les conditions prévues par la présente loi de finances.

III. – Toutes contributions, directes ou indirectes, autres que celles autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par la présente loi de finances, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et fixeraient les tarifs et contre ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre les receveurs, percepteurs ou autres personnes qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique ou fonctionnaires publics qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation législative ou réglementaire, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits ou services des établissements de l'Etat.

*Droits de douane et impôts indirects*

Article 2

I. – Conformément aux dispositions de l'article 45 de la Constitution, autorisation est donnée au gouvernement, pendant l'année budgétaire 2003, à l'effet de :

– modifier ou suspendre par décrets, les quotités tarifaires et les autres droits et taxes perçus à l'importation et à l'exportation ainsi que les taxes intérieures de consommation prévues par le dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages ;

– modifier ou compléter par décrets, les listes des biens d'équipement, matériels et outillages ainsi que leurs parties, pièces détachées et accessoires, nécessaires à la promotion et au développement de l'investissement ;

– modifier ou compléter par décrets, les listes des produits originaires et en provenance de certains pays d'Afrique, bénéficiant de l'exonération du droit d'importation ainsi que la liste de ces pays.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

II. – Conformément aux dispositions de l'article 45 de la Constitution, sont ratifiés les décrets ci-après indiqués, pris en vertu des dispositions de l'article 2-I de la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002 :

– Décret n° 2-02-351 du 15 safar 1423 (29 avril 2002) portant suspension du droit d'importation et de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation applicables à certains types d'orge ;

– Décret n° 2-02-608 du 2 chaabane 1423 (9 octobre 2002) portant modification des quotités du droit d'importation applicable à certains produits industriels et des listes des marchandises éligibles au régime fiscal prévu par la charte d'investissement ;

– Décret n° 2-02-769 du du 2 chaabane 1423 (9 octobre 2002) portant modification des quotités du droit d'importation applicable à certains produits pétroliers ;

– Décret n° 2-02-768 du du 2 chaabane 1423 (9 octobre 2002) portant modification des quotités du droit d'importation applicable à l'importation de certains produits (lait UHT).

*Code des douanes et impôts indirects*

Article 3

I. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions des articles 20, 20 *quater*, 20 *septies*, 30, 49-1°, 57-1°, 70-1°, 78 *bis*-2°, 97, 127, 142-5°, 166 *bis*-1°, 182, 212, 219, 251, 254, 293, 294-6° et 298 du code des douanes et impôts indirects relevant de l'*administration des douanes et impôts indirects*, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article* 20. – 1° Sous réserve des dispositions de « l'article 20 *bis* ..... à condition :

« *a)* qu'il n'existe pas ..... des restrictions qui :

« .....

« 2° *a)* Lorsque ..... le prix,

« *b)* Dans une vente ..... même moment :

« – la valeur transactionnelle ..... assujetti ;

« – la valeur en douane de marchandises identiques ou « similaires telle que déterminée par les paragraphes 1° et « 2° de l'article 20 *septies* ci-dessous ;

« – la valeur en douane de marchandises identiques ou « similaires telle que déterminée par le paragraphe 3° de « l'article 20 *septies* ci-dessous.

« Dans l'application ..... »

*(La suite sans modification.)*

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

« *Article 20* quater. – Lorsque la valeur ..... déterminer « cette valeur.

« Toutefois, à la demande de l'importateur ou du déclarant « et sous réserve de l'acceptation de l'administration, l'ordre « d'application de la méthode d'évaluation prévue aux « paragraphes 1 et 2 de l'article 20 *septies* et de la méthode de la « valeur calculée prévue au paragraphe 3 du même article, peut « être inversé. »

« *Article 20* septies. – 1° *a)* Lorsque les marchandises « importées .....
« .....

« *b)* .....

« 2° Lorsque ..... du présent article.

« 3° La valeur en douane des marchandises importées, « déterminée par application des dispositions du présent « paragraphe, se fonde sur une valeur calculée qui est égale à la « somme :

« *a)* du coût ou de la valeur des matières et des opérations « de fabrication ou autres, mises en œuvre pour produire les « marchandises importées ;

« *b)* d'un montant représentant les bénéfices et les frais « généraux, égal à celui qui entre généralement dans les ventes « de marchandises de la même nature ou de la même espèce que « les marchandises à évaluer qui sont faites par des producteurs « du pays d'exportation pour l'exportation à destination du « territoire assujetti ;

« *c)* du coût ou de la valeur des éléments visés aux *e)*, *f)* « et *g)* du paragraphe 1 de l'article 20 *ter*.

« L'administration ne peut, aux fins de détermination de la « valeur calculée, requérir ou obliger une personne ne résidant « pas au Maroc de produire pour examen une comptabilité ou « d'autres pièces ou d'en permettre l'accès.

« Néanmoins, les renseignements communiqués par le « producteur des marchandises aux fins de la détermination de la « valeur en douane par application des dispositions du présent « paragraphe, peuvent être vérifiés dans un autre pays par « l'administration, avec l'accord du producteur et à la condition « que cette administration donne un préavis suffisant au « département du pays du lieu de l'importation et que ce dernier « ne fasse pas opposition à l'enquête. »

« *Article 30.* – L'administration est tenue de faire apposer « sur la façade de chaque bureau et poste, en un endroit très « apparent, un tableau portant cette inscription : « Douanes » - « Bureau de ..... ou poste de ..... »

« *Article 49.* – 1° Dans les 24 heures de l'arrivée du navire « dans le port, le capitaine ou son représentant ..... une « déclaration sommaire.

« Lorsque le navire est affrété par deux ou plusieurs « affréteurs, chacun de ces derniers ou son représentant dûment « mandaté doit, dans le délai précité, déposer au bureau de « douane une déclaration sommaire des marchandises à « débarquer et dont il a la charge.

« Toutefois ..... dudit navire. »

*(La suite sans modification.)*

« *Article 57.* – 1° Dès l'arrivée de l'aéronef, ..... des « marchandises à décharger dans cet aérodrome.

« Lorsque l'aéronef est affrété par deux ou plusieurs « affréteurs, chacun de ces derniers ou son représentant dûment « mandaté doit, dès l'arrivée de l'aéronef, déposer au bureau de « douane de l'aérodrome une déclaration sommaire des « marchandises à décharger et dont il a la charge.

« Lorsque l'aéronef ne doit décharger aucune marchandise, « la déclaration sommaire comporte exclusivement la mention « marchandises à décharger : « néant ».

« Toutefois ..... de l'aéronef considéré.

*(La suite sans modification.)*

« *Article 70.* – 1° Le ministre chargé des finances peut « ..... lorsque le transitaire ou la personne « autorisée ne remplit pas ses engagements vis-à-vis de « l'administration ou en cas de non respect des règles d'exercice « de la profession de transitaire ou qu'il est relevé à son encontre, « dans l'exercice de sa profession, des infractions douanières « passibles de la peine d'emprisonnement.

« Toutefois, lorsqu'il ne remplit pas ses engagements vis-à-vis « de l'administration ou en cas de non respect des règles « d'exercice de la profession de transitaire, le ministre chargé des « finances peut, en sus du retrait définitif ou provisoire de « l'agrément, infliger une amende pécuniaire de 2.000 à « 20.000 DH avec réduction de la durée de retrait.

« De même, la sanction peut être limitée uniquement à « l'amende pécuniaire prévue ci-dessus. »

« *Article 78* bis. – 2° Toutefois, l'administration autorise, « sur demande du déclarant, l'annulation des déclarations « lorsqu'il s'agit de marchandises :

« *a)* .....

« .....

« *k)* déclarées ..... la mainlevée des marchandises ;

« *l)* dont la déclaration a été souscrite par erreur sous un « faux code d'identification d'un régime douanier entraînant la « perception de droits et taxes d'importation supérieurs à ceux « exigibles.

« L'annulation de la déclaration ..... »

*( La suite sans modification.)*

« *Article 97.* – Le ministre des finances ou la personne « déléguée par lui à cet effet, peut accorder la remise gracieuse « totale ou partielle de l'intérêt de retard prévu aux articles 93, « 94, 96, 98 et 99 *bis* du présent code. »

« *Article 127.* – 1° Sauf dérogation accordée par le ministre « ..... stockage.

« 2° La durée du séjour initial des marchandises sous ledit « régime et, éventuellement les conditions d'octroi de « prolongation par l'administration, sont fixées par voie « réglementaire. »

« *Article 142.* – 5° La franchise visée aux 1°, 1° *bis* et 3° « ci-dessus n'est accordée qu'à condition que la compensation « des marchandises ait lieu au plus tard deux années à compter, « selon le cas, de la date d'enregistrement de la déclaration « d'exportation ou de la date de la vente.

« *Article 166* bis. – 1° Le transport maritime intérieur est un « régime permettant le transport par mer d'un point à un autre « point du territoire assujetti :

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

« *a* – des produits d'origine marocaine, des produits « d'origine étrangère admis en libre pratique sur le territoire « assujetti ;

« *b* – des produits importés et non déclarés, à condition « qu'ils soient transportés à bord d'un navire autre que le navire « à bord duquel ils ont été importés dans le territoire assujetti.

« Ces produits ne sont pas soumis aux droits de douane et « autres droits et taxes perçus à l'exportation et à l'importation « ainsi qu'aux prohibitions et restrictions quantitatives à « l'exportation et à l'importation sous réserve de leur transport « direct et de la justification de leur origine ou de leur situation « en libre pratique sur le territoire assujetti.

« Toutefois, à leur arrivée au bureau de douane, les produits « d'origine étrangère non déclarés visés au *b)* ci-dessus sont « soumis aux formalités de dédouanement et, le cas échéant, à « l'accomplissement des formalités du contrôle du commerce « extérieur.

« 2° Le transport ..... du présent code. »

« *Article 182.* – 1° L'administration est chargée ..... de « marchandises et d'ouvrages importés ou produits sur le « territoire assujetti :

« – les limonades, ..... ;

« – ..... ;

« – ..... ;

« – les ouvrages ..... ;

« – les tabacs manufacturés ;

« 2° Ces taxes sont liquidées ..... »

*(La suite sans modification.)*

« *Article 212.* – Est obligatoirement ordonnée la confiscation « des moyens de transport qui ont servi à commettre « l'infraction ..... »

*(La suite sans modification.)*

« *Article 219.* – Lorsque l'amende ..... toute voie de droit.

« La valeur à retenir pour le calcul de l'amende est celle « représentée sur le marché intérieur par l'objet dans l'état où il « se trouve, au moment où la fraude a été commise alors même « que les marchandises litigieuses ne font pas l'objet d'un « commerce licite.

*(La suite sans modification.)*

« *Article 251.* – Lorsque l'auteur d'une infraction douanière « vient à décéder avant dépôt de plainte ou intervention d'un « jugement ou arrêt définitif ou transaction, le ministre chargé « des finances ou son représentant peut demander au président « du tribunal de première instance, par simple requête, la « confiscation des objets litigieux passibles de cette sanction. »

« *Article 254.* – Lors du prononcé d'un jugement de « condamnation à une peine de prison ferme, sanctionnant un « flagrant délit des infractions prévues à l'article 279 *ter* ou de « contrebande prévue à l'article 282 ci-après, si le condamné « se trouvait en liberté provisoire au moment de ce jugement, il « est procédé, nonobstant appel, à son incarcération immédiate, « ..... prévues à l'article 253 ci-dessus.

« Le condamné détenu ..... nonobstant appel. »

« *Article 293.* – Les contraventions douanières de deuxième « classe sont punies :

« – .....

« – d'une amende de 2.000 à 20.000 DH pour les « infractions visées aux 5° et 6° de l'article 294 ci-après. »

« *Article 294.* – Constituent des contraventions douanières « de deuxième classe :

« .....

« .....

« 6° – Toute importation ou exportation de marchandises « non prohibées réalisées par un bureau de douane sans « déclaration en détail, ou sous couvert d'une déclaration fausse « ou inapplicable ou non conforme aux marchandises présentées, « dans le cas où aucun droit et taxe ne se trouve éludé ou « compromis. »

« *Article 298.* – Les contraventions douanières de quatrième « classe sont punies d'une amende de cinq cents à deux mille « cinq cents dirhams. »

II. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions de l'article 37 du code des douanes et impôts indirects précité sont abrogées.

*Réduction et suspension des quotités du droit d'importation et de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation applicables à certains produits pétroliers*

Article 3 *bis*

I. – A compter du 20 décembre 2002, le tarif des droits d'importation applicable aux gaz butane et propane, est modifié conformément aux indications du tableau ci-après :

| CODIFICATION | | | | | DESIGNATION DES PRODUITS | DROIT d'importation | UNITE de quantité normalisée | UNITES complémentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 27.11 | | | | Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux. | | | |
| | | | | | ..... | | | |
| | | 2711.12 | 00 | | - - Propane | | | |
| 2 | | | | 10 | - - - commercial | 2,5 | kg | – |
| 2 | | | | 90 | - - - autre | 2,5 | kg | – |
| | | 2711.13 | 00 | | - - Butanes | | | |
| 2 | | | | 10 | - - - commerciaux | 2,5 | kg | – |
| 2 | | | | 90 | - - - autres | 2,5 | kg | – |
| 2 | | 2711.14 | 00 | 00 | ..... | | | |
| | | | | | ..... | | | |
| | | | | | ..... | | | |

II. – A compter de la même date, la perception du droit d'importation applicable aux produits pétroliers relevant des positions tarifaires nos 2710.11.91.00, 2710.11.92.00, 2710.19.11.00, 2710.19.12.00, 2710.19.21.00, 2710.19.29.10, 2710.19.29.91, 2710.19.29.92, 2710.19.29.99, 2710.19.39.00, 2713.20.00.00, 2715.00.91.00 est suspendue.

III. – A compter de la même date, la perception de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation applicable aux butanes relevant des positions tarifaires nos 2711.13.00.10 et 2711.13.00.90 est suspendue.

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

*Taxes intérieures de consommation*

Article 4

I. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions des articles premier, 2, 3, 6, 9, 43, 55 et 56 du dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages, sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article premier.* – L'administration des douanes et impôts « indirects est chargée ..... aux catégories suivantes « de marchandises et ouvrages importés ou produits dans le « territoire assujetti :

« 1 .....

« 2 .....

« .....

« 7 les ouvrages .....

« 8 les tabacs manufacturés. »

« *Article 2.* – Pour l'application .....

« .....

« .....

« Toutes autres distilleries sont dites industrielles.

« – Sont considérés comme tabacs manufacturés :

« * les cigares et cigarillos ;

« * les cigarettes ;

« * le tabac fine coupe destiné à rouler les cigarettes ;

« * les autres tabacs à fumer ;

« * le tabac à priser ;

« * le tabac à mâcher.

« Sont assimilés à des tabacs manufacturés, les produits « destinés à être fumés, prisés ou mâchés, même s'ils ne sont que « partiellement constitués de tabac, à l'exclusion des produits et « substances destinés à un usage médicamenteux. »

« *Article 3.* – Sont exonérés des taxes intérieures de « consommation, ..... chargé des finances :

« *a)* Les marchandises exportées, visées à l'article premier « ci-dessus .....

« .....

« *g)* .....

« *h)* Les carburants, combustibles et lubrifiants utilisés par « les navires et embarcations exploités par les madragues et les « fermes aquacoles.

« *i)* Les carburants, combustibles et lubrifiants nécessaires « aux navigations maritimes ou aériennes à destination de « l'étranger. »

« *Article 6.* – 1° Un arrêté du ministre des finances fixe :

« .....

« 2° Les titres de mouvement visés à l'alinéa 1° ci-dessus « sont :

« – les laissez-passer, ..... le territoire assujetti ;

« – l'acquit à caution, ..... n'a pas été acquitté « ou consignée ;

« – tout autre titre de mouvement agréé par arrêté du « ministre chargé des finances.

« 3° Lorsqu'un titre de mouvement ..... des agents « de l'administration. »

« *Article 9.* – Les quotités applicables ..... aux « tableaux A, C, F et G ci-après :

« A – .....

« C – .....

« F – .....

« G – Taxes intérieures de consommation applicables aux « tabacs manufacturés.

| DESIGNATION DES PRODUITS | ASSIETTE DE TAXATION | QUOTITE (EN POURCENTAGE) |
|---|---|---|
| Tabacs manufacturés | Prix de vente public | 52 |

« *Article 43.* – 1° Les produits pétroliers ..... l'entrepôt « de stockage ;

« 2° Ces produits ne peuvent ..... entre les mains « du receveur des douanes, de la taxe intérieure de consommation « ..... dont ces produits sont passibles ;

*(La suite sans modification.)*

« *Article 55.* – Les infractions aux dispositions des « articles 16, ..... 48, 52, 54 *ter* et 54 *quater* du présent « ..... dudit code. »

« *Article 56.* – Les infractions aux dispositions des « articles 10, 11, 13, 54 et 54 *bis* du présent ..... « constituent des contraventions douanières de première classe et « sont punies ..... »

*( La suite sans modification.)*

II. – A compter du 1er janvier 2003, le titre III du dahir portant loi précité n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) est complété par le chapitre VI comme suit :

**« Chapitre VI**

*« Tabacs manufacturés*

« *Article 54.* – Les usines de fabrication et lieux de « stockage des tabacs manufacturés sont érigés en entrepôts « privés particuliers spéciaux tels que définis par le code des « douanes et impôts indirects. »

« *Article 54* bis. – Les tabacs manufacturés ne peuvent être « cédés aux débitants autorisés que dans des contenants ou « emballages servant à la vente au détail conformément à la « législation en vigueur. »

« *Article 54* ter. – A l'occasion des vérifications effectuées « par les agents de l'administration dans les locaux des « entrepositaires, ceux-ci doivent déclarer les quantités détenues « et présenter la comptabilité matières y relative. »

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

« *Article 54* quater. – Il est interdit à quiconque non déclaré « en qualité de fabricant de tabacs manufacturés, conformément « à la législation en vigueur, de fabriquer lesdits produits pour un « usage commercial ou de détenir, à cet effet, des ustensiles, « machines ou moyens mécaniques quels qu'ils soient, propres à « la fabrication du tabac. »

III. – Par modification aux dispositions de l'article 3 de la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002, est reportée jusqu'au 1er janvier 2004, la date d'entrée en vigueur de la quotité de la taxe intérieure de consommation applicable aux gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, autres que les gaz liquéfiés.

*Société Phosboucraâ*

Exonérations

Article 5

I. – Est prorogée, jusqu'au 31 décembre 2003, l'exonération en faveur des phosphates bruts ou transformés exportés par la société Phosboucraâ, de la redevance sur l'exploitation des phosphates instituée par l'article 14 de la loi de finances pour l'année 1992, n° 38-91 promulguée par le dahir n° 1-91-321 du 23 joumada II 1412 (30 décembre 1991).

II. – Est prorogée, jusqu'au 31 décembre 2003, l'admission en exonération des droits et taxes applicables à l'importation des matériels et des matières transformables importés par la société Phosboucraâ ou pour son compte, dans le cadre de son programme d'action visant à assurer la valorisation des gisements phosphatiers des provinces sahariennes, prévue par l'article 4 du dahir n° 1-92-280 du 4 rejeb 1413 (29 décembre 1992) portant loi de finances pour l'année 1993.

*Exonération du droit d'importation en faveur des produits originaires et en provenance de certains pays d'Afrique*

Article 6

A compter du 1er janvier 2003, les dispositions du I de l'article 6 de la loi de finances n° 55-00 pour l'année budgétaire 2001, promulguée par le dahir n° 1-00-351 du 29 ramadan 1421 (26 décembre 2000), sont complétées comme suit :

« *Article 6.* – I. – Bénéficient de l'exonération totale du « droit d'importation ..... les pays d'Afrique « suivants :

« ..... Sénégal. »

*Impôt sur les sociétés*

Article 7

I. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions des articles 7 *bis*, 26 (II), 39 (V), 41 (IV), 45 et 52 de la loi n° 24-86 instituant l'impôt sur les sociétés, promulguée par le dahir n° 1-86-239 du 28 rabii II 1407 (31 décembre 1986) sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 7* bis. – I. – .....

« A – .....

« .....

« B – de 50% du bénéfice fiscal, .....

« .....

« .....

« ..... des gisements « exploités.

« Cette provision est utilisée dans une proportion « maximale de 20% de son montant pour l'alimentation d'un « fonds social et le reliquat pour la reconstitution de gisements.

« Pour l'application .....

« ..... prévues à l'article 45 de la « présente loi.

« C – de 20% du bénéfice.....

« .....

« .....

« ..... celle de sa « constitution.

« II. – La part de la provision visée aux A et C .....

« .....

« .....

« ..... prévues à l'article 45 de « la présente loi.

« III. – Les provisions visées aux B et C .....

« ..... un compte de réserves.

« Les sommes inscrites à ce compte ne peuvent recevoir « d'affectation autre que l'incorporation au capital social ou « l'imputation aux pertes.

« Toutefois, .....

« ..... d'activité de la société.

« La part de la provision.....

« .....

« ..... , est transférée à un compte de réserve dit « fonds social ».

« Les sommes inscrites à ce compte ne peuvent être mises « en distribution, ni affectées à l'incorporation au capital social « ou à l'imputation aux pertes.

« En cas de licenciement du personnel salarié dans le cadre « d'un plan dûment approuvé par le ministère chargé des mines, « soit en cours d'exploitation ou suite à cessation partielle ou « totale d'activité, l'entreprise concernée doit utiliser les fonds « provenant de la réalisation des bons du Trésor précités pour la « couverture des indemnités de licenciement. »

« *Article 26.* – II. – Toute société passible .....

« .....

« doit en aviser, dans les trente jours qui suivent la date du « transfert .....

« ..... »

*(La suite sans modification.)*

« *Article 39.* – V – Lorsque la société ou l'administration ...

« .....

« dans les formes prévues à l'article 50 *bis* ci-après, dans un « délai de trente jours suivant la date de réception du « recours .....

« .....

« ..... à la période litigieuse « dans le délai de trente jours suivant la date de réception de « ladite demande.

« A défaut .....

« ..... avant cette date.

*(La suite sans modification.)*

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

« *Article 41.* – IV. – Les impositions émises .....
« .....du recours fiscal.

« L'administration peut contester, par voie judiciaire, dans « le même délai, les décisions de la commission nationale du « recours fiscal que celles-ci portent sur des questions de droit « ou de fait. Dans le cas où ..... »

*(La suite sans modification.)*

« *Article 45.* – Lorsque les versements .....
« .....
« ..... une pénalité de 10% et des majorations « de 5% pour le premier mois de retard et de 0,50% par mois ou « fraction de mois supplémentaire, écoulé entre la date « d'exigibilité et celle du paiement.

« A défaut de paiement .....
« .....
« ....., assorties de la pénalité de 10% et des « majorations correspondantes calculées comme prévu à « l'alinéa précédent pour la période écoulée entre la date « d'exigibilité et celle de l'émission du rôle.

« Si la retenue à la source ..... d'une pénalité de 10%.

« Lorsque la situation de la société ..... et celle « de la régularisation.

« Par dérogation aux dispositions ci-dessus ..... le « complément d'impôt exigible.

« Pour le recouvrement du rôle émis, il est appliqué une « majoration de 0,50% par mois ou fraction de mois de retard « écoulé entre le premier du mois qui suit celui de la date « d'émission du rôle et celle du paiement de l'impôt. »

« *Article 52.* – Les sociétés qui contestent ..... réclamations :

« *a)* .....

« *b)* .....

« ..... de mise en recouvrement de celui-ci.

« Après instruction .....
« .....
« .....
« ..... saisir « le tribunal compétent dans le délai de trente jours suivant la « date de notification de la décision de l'administration.

« A défaut de réponse .....
« .....
« ..... le tribunal compétent « dans le délai de trente jours suivant l'expiration du délai de « réponse. »

II. – Les dispositions de l'article 7 *bis* de la loi n° 24-86 précitée telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2003.

III. – Les dispositions de l'article 45 de la loi n° 24-86 précitée telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus sont applicables aux versements spontanés effectués à compter du 1er février 2003 et aux rôles émis à compter du 1er janvier 2003.

*Impôt général sur le revenu*

Article 8

I. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions des articles 5, 15 *bis*, 19, 34, 81 § I, 93 *quater* § IV, 102, 109, 113 et 114 de la loi n° 17-89 promulguée par le dahir n° 1-89-116 du 21 rabii II 1410 (21 novembre 1989) relative à l'impôt général sur le revenu sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 5.* – L'impôt est établi au lieu .....
« .....
« ..... domicile fiscal au Maroc.

« Tout changement de résidence .....
« ..... fourni par l'administration dans « les trente jours qui suivent la date du changement.

« A défaut, le contribuable est imposé à la dernière adresse « connue ».

« *Article 15* bis. – Provision pour logements, provision pour « reconstitution de gisements et provision pour investissements.

« I. – .....

« A – .....

« B – de 50% du bénéfice fiscal, avant impôt, des « entreprises minières .....
« .....
« extraits des gisements exploités.

« Cette provision est utilisée dans une proportion maximale « de 20% de son montant pour l'alimentation d'un fonds social et « le reliquat pour la reconstitution de gisements.

« Pour l'application du présent paragraphe, on entend .....
« .....
« portant règlement minier.

« La provision pour reconstitution ..... de « chaque exercice.

« La part de la provision destinée à l'alimentation du fonds « social doit obligatoirement être constituée à la clôture de « chaque exercice et être employée, dans le délai de 10 mois « suivant la date de clôture de cet exercice, à la souscription de « bons du Trésor à 12 mois.

« A cet effet, l'entreprise minière doit joindre à la « déclaration de son résultat fiscal afférente à l'exercice au cours « duquel elle a souscrit lesdits bons du Trésor, une attestation « bancaire de souscription.

« La souscription de ces bons doit être régulièrement « renouvelée par l'établissement bancaire dépositaire.

« Les provisions constituées à la clôture de chaque exercice .....
« .....
« ..... article 109 de la présent loi.

« C – de 20% du bénéfice fiscal .....
« ..... suivant celle de sa « constitution.

« II. – La part de la provision visée .....
« ..... 109 de la présente loi.

« III. – Les provisions visées aux .....
« ..... ne sont pas cumulables.

« La part de la provision pour reconstitution.....
« .....
« à un compte de réserves.

« Les sommes inscrites à ce compte ne peuvent recevoir « d'affectation autre que l'imputation aux pertes.

« La part de la provision pour la souscription des bons du « Trésor, qui est reconnue par l'administration comme ayant été « utilisée conformément à son objet et dans les conditions « définies au B ci-dessus, est transférée à un compte de réserve « dit « fonds social ».

« Les sommes inscrites à ce compte ne peuvent être mises « en distribution, ni affectées à l'imputation aux pertes.

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

« En cas de licenciement du personnel salarié dans le cadre « d'un plan dûment approuvé par le ministère chargé des mines, « soit en cours d'exploitation, ou suite à la cessation partielle ou « totale d'activité, l'entreprise concernée doit utiliser les fonds « provenant de la réalisation des bons du Trésor pour la « couverture des indemnités de licenciement. »

« *Article 19.* – Les produits bruts visés au 3° de l'article 10 ...

« .....

« .....

« 7° – d'intérêts de prêts et autres placements à revenu fixe, « à l'exclusion des intérêts afférents :

« *a* – aux prêts consentis à l'Etat ou garantis par lui ;

« *b* – aux dépôts en devises ou en dirhams convertibles ;

« *c* – aux dépôts en dirhams provenant :

« – de virements en devises opérés directement de l'étranger « vers le Maroc ;

« – de virements dûment justifiés de comptes en devises ou « en dirhams convertibles ouverts au Maroc ;

« – de virements intervenant entre établissements de crédit « agréés, appuyés par une attestation certifiant leur « origine en devises délivrée par l'établissement émetteur ;

« – de cessions de billets de banques en devises effectuées « localement auprès des établissements de crédit agréés, « dûment justifiées par un bordereau de change établi par « lesdits établissements et intervenant dans un délai « maximum de trente (30) jours à compter de la date « d'entrée de la personne physique concernée au Maroc.

« Sont également exclus les intérêts capitalisés des dépôts « visés au b) et *c)* ci-dessus.

« Toutefois, ne bénéficient pas de cette exclusion les « intérêts des sommes reversées suite à des retraits opérés sur les « dépôts en dirhams précités ;

« d – aux prêts..... 10 ans ;

« 8° – de rémunérations pour le transport routier ..... ; »

*( La suite sans modification.)*

« *Article 34.* – I. – Les contribuables résidents .....

« .....

« ..... l'article 94 ci-dessous.

« Ces contribuables sont tenus ..... les renseignements « suivants :

« – la nature et le montant des paiements assujettis ou « exonérés qu'ils ont effectués ;

« – .....

« ..... »

*( La suite sans modification.)*

« *Article 81.* – I. – Lorsque les versements prévus à « l'article 76 ci-dessus sont effectués spontanément en totalité ou « en partie en dehors des délais prescrits, les employeurs et « débirentiers doivent acquitter, en même temps que les sommes « dues, la pénalité de 10% et des majorations de 5% pour le « premier mois de retard et 0,50% par mois ou fraction de mois « supplémentaire écoulé entre la date d'exigibilité et celle du « paiement de l'impôt.

« A défaut de versement spontané des sommes dues, celles-ci « sont recouvrées par voie de rôle de régularisation, assorties de la « pénalité de 10% et des majorations correspondantes calculées « comme prévu à l'alinéa précédent pour la période écoulée entre « la date d'exigibilité de l'impôt et celle de l'émission du rôle.

« Pour le recouvrement du rôle émis, il est appliqué une « majoration de 0,50% par mois ou fraction de mois de retard « écoulé entre le premier du mois qui suit celui de la date « d'émission du rôle et la date du paiement de l'impôt.

« II. – .....

*( La suite sans modification.)*

« *Article 93* quater. – IV. – L'impôt retenu à la source et « non versé, .....

« *et recouvrées dans les conditions prévues par la loi n° 15-97* « formant code de recouvrement des créances publiques.

« *Article 102.* – I. – Le contribuable qui cesse .....

« .....

« .....

« ..... *au plus tard* « trente jours avant la date de son départ .....

« .....

« de la présente loi.

« .....

*(La suite sans modification.)*

« *Article 109.* – I. – Majoration pour défaut de déclaration, « déclaration tardive ou insuffisante

« *a)* .....

« *b)* .....

« ..... quant la mauvaise foi du « contribuable est établie.

« *c)* Lorsque la déclaration prévue au paragraphe III de « l'article 8 de la loi de finances pour l'année 2003 est « incomplète, comporte des éléments discordants, n'a pas été « déposée ou a été déposée hors délai, les établissements de « crédit contrevenants encourent une majoration de 15% du « montant de l'impôt correspondant aux intérêts des dépôts, objet « des infractions précitées, qui aurait été dû en l'absence « d'exonération.

« La majoration visée au *c)* ci-dessus est émise par voie de « rôle.

« II. – Pénalité et majoration pour paiement tardif.

« *a)* Lorsque la base imposable .....

« .....

« ..... le complément d'impôt exigible une « pénalité de 10% et des majorations de 5% pour le premier mois « de retard et de 0,50% par mois ou fraction de mois « supplémentaire écoulé entre la date d'exigibilité et celle de « l'émission du rôle.

« *b)* Lorsque le versement prévu aux articles 35, 104 (III) et « 104 *bis* ci-dessus est effectué .....

« .....

« en même temps que les sommes dues une pénalité de 10% et « des majorations de 5% pour le premier mois de retard et de « 0.50% par mois ou fraction de mois supplémentaire écoulé « entre la date d'exigibilité et celle du paiement de l'impôt.

« A défaut de versement spontané .....

« .....

« ..... assorties de la pénalité et de la majoration visées ci-dessus.

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

« Par dérogation aux dispositions visées ci-dessus, les « majorations prévues à l'alinéa précédent ne s'appliquent pas « pour la période située au-delà des trente-six mois écoulés entre « la date de l'introduction du recours du contribuable devant la « commission locale de taxation prévue à l'article 40 de la loi « n° 24-86 instituant l'impôt sur les sociétés et celle de la mise « en recouvrement du rôle comportant le complément d'impôt « exigible.

« Pour le recouvrement du rôle émis, il est appliqué une « majoration de 0,50% par mois ou fraction de mois de retard « écoulé entre le premier du mois qui suit celui de la date « d'émission du rôle et celle du paiement de l'impôt.

« Le complément d'impôt, la pénalité et la majoration visés « ci-dessus sont émis par voie de rôle. »

« *Article 113.* – Les insuffisances ..... de l'article 100 *ter* « ci-dessus.

« Lorsque l'impôt est perçu par voie de retenue à la source « ..... versées au Trésor.

« Lorsque les dépôts en dirhams visés au 7° de l'article 19 « ci-dessus se rapportent à une période supérieure au délai prévu « au 2° alinéa du présent article, le droit de contrôler l'origine de « ces dépôts par l'administration s'étend à cette période. « Toutefois, au cas où la partie versante n'aurait pas effectué ou « versé le montant de la retenue à la source normalement dû sur « les intérêts des dépôts précités, le droit de réparer ne peut « s'exercer au-delà du 31 décembre de la quatrième année « suivant celle au cours de laquelle les sommes dues devaient « être versées au Trésor.

« Lorsque des déficits afférents .....
« .....

*( La suite sans modification.)*

« *Article 114.* – I. – Les contribuables qui contestent .....
« .....
« .....
« .....
« à cet effet.

« Si le contribuable n'accepte pas .....
« ..... dans le délai
« de trente jours suivant la date de la noficiation .....
« le tribunal compétent.

« A défaut de réponse .....
« ..... dans le délai de
« trente jours suivant la date de l'expiration du délai de réponse.

« Pour les contribuables non résidents .....
« .....

*(La suite sans modification.)*

II. – Les dispositions de l'article 15 *bis* telles que modifiées par le § I ci-dessus s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2003.

III. – Les dispositions des articles 19-7°, 34-I et 113 de la loi n° 17-89 précitée telles que modifiées et complétées par le § I ci-dessus sont applicables aux intérêts courus à compter du 1er janvier 2003 afférents aux dépôts en dirhams dont l'origine est en devises.

A cet effet et à titre transitoire, les établissements de crédit agréés sont tenus de souscrire, au plus tard le 31 mars 2003, une déclaration faisant ressortir par personne physique non résidente le montant des dépôts en dirhams dont l'origine est en devises rapatriées et détenues au 31 décembre 2002.

IV. – Les dispositions des articles 81 et 109 telles que modifiées par le § I ci-dessus sont applicables aux versements spontanés effectués à compter du 1er janvier 2003 et aux rôles émis à compter du 1er janvier 2003.

*Taxe sur la valeur ajoutée*

Article 9

I. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions des articles 7, 31, 34, 35, 43, 46 et 60 de la loi n° 30-85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée, promulguée par le dahir n° 1-85-347 du 7 rabii II 1406 (20 décembre 1985), sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 7.* – Sont exonérées de la taxe sur la valeur « ajoutée :

« I. – .....

« II. – Les ventes portant sur :

« 1° – (abrogé) ..... »

*(La suite sans modification.)*

« *Article 31.* – La personne qui cesse d'être assujettie.....
« ..... s'il n'a pas
« souscrit dans les trente jours qui suivent le commencent de ses
« opérations .....
« ..... »

*(La suite sans modification).*

« *Article 34.* – Toute personne assujettie à la taxe sur la « valeur ajoutée, doit, dans les trente jours qui suivent le « commencement de ses opérations, ..... ou morales « soumises audit impôt. »

« *Article 35.* – En cas de changement .....
« .....
« Tout redevable qui cède son entreprise ou en cesse « l'exploitation doit fournir dans les trente jours qui suivent « la date de cession .....

*(La suite sans modification).*

« *Article 43.* – I – Dans le cas où l'inspecteur des impôts ....

« V. – Lorsque le redevable ou l'administration.....
« ..... dans le délai de trente jours suivant la date
« de réception du recours ..... le dossier
« fiscal afférent à la période litigieuse dans le délai de trente
« jours suivant la date de réception de ladite demande. »

*(La suite sans modification).*

« *Article 46.* – IV. – Les impositions émises .....
« ..... du recours fiscal.

« L'administration peut contester par voie judiciaire dans « le même délai, les décisions de la commission nationale « du recours fiscal que celles-ci portent sur des questions de droit « ou de fait. Lorsque la décision.....

*(La suite sans modification).*

« *Article 60.* – Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée « à l'importation :

« 1° Les marchandises visées au paragraphe I de l'article 7 « ci-dessus ;

« 2° ..... »

*(La suite sans modification.)*

II. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions de l'article 48 de la loi n° 30-85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée, sont abrogées et remplacées comme suit :

« *Article 48.* – I. – Majoration pour défaut de déclaration, « déclaration tardive ou insuffisance. »

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

« Tout défaut de déclaration de chiffre d'affaires, tout « retard dans le dépôt de cette déclaration, toute omission, « insuffisance ou minoration de recettes ou d'opérations « taxables, toute déduction abusive, toute manœuvre tendant à « obtenir indûment le bénéfice d'exonération ou de « remboursement est passible d'une majoration de 15% du « montant de la taxe fraudée, éludée ou compromise ou dont « l'exonération, la déduction ou le remboursement a été « provoqué ou obtenu indûment.

« Dans ce cas, le montant de la taxe exigible est émis par « voie d'état de produits, assorti de la majoration précitée.

« Le taux de la majoration prévu ci-dessus, peut être porté à « 100%, quand la mauvaise foi du redevable est établie.

« II. – Pénalité pour paiement tardif.

« Il est appliqué une pénalité de 10% sur le montant des droits « dus payés en dehors du délai prévu à l'article 29 ci-dessus.

« Lorsque les impositions sont émises par état de produits, « il est appliqué, en outre un supplément de 5% pour le premier « mois de retard et de 0,50% par mois ou fraction de mois « supplémentaire, écoulé entre la date d'exigibilité de l'impôt et « celle de l'émission de l'état de produits.

« Ces majorations sont également applicables en cas de « paiement spontané hors délai.

« Par dérogation aux dispositions visées à l'alinéa ci-dessus, « ces majorations ne s'appliquent pas pour la période située au-delà « des 36 mois, écoulés entre la date de l'introduction du recours « du contribuable devant la commission locale de taxation « prévue à l'article 45 ci-dessus et celle de la mise en « recouvrement de l'état de produits comportant le complément « de la taxe exigible.

« Pour le recouvrement de l'état de produits émis, il est « appliqué une majoration de 0,50% par mois ou fraction de « mois de retard, écoulé entre la date de mise en recouvrement « dudit état de produits et celle du paiement de la taxe.

« III. – Autres amendes et pénalités.

« 1° Lorsque la déclaration visée au paragraphe I ci-dessus « est déposée en dehors du délai prévu à l'article 29 ci-dessus, « mais ne comportant pas de taxe à payer, ni de crédit de taxe, le « redevable est passible d'une amende de 500 dirhams.

« 2° Lorsque ladite déclaration est déposée en dehors du « délai prévu à l'article 29 ci-dessus, mais comporte un crédit de « taxe, ledit crédit est réduit de 15%. »

III. – Les dispositions de l'article 48 de la loi n° 30-85 précitée telles que modifiées par le § II ci-dessus sont applicables aux versements spontanés effectués à compter du 1er février 2003 et aux états de produits émis à compter du 1er janvier 2003.

IV. – A titre transitoire et par dérogation aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 30-85 relative à la T.V.A, les sommes perçues à compter du 1er janvier 2003 par les fabricants et les distributeurs grossistes des tabacs, en paiement de ventes facturées avant cette date sont soumises au régime fiscal applicable à la date de la facturation desdites ventes.

Lorsqu'au 31 décembre 2002, les redevables sont liés par des contrats comportant la livraison de fournitures répartie par périodes successives, celles de ces opérations qui sont réalisées respectivement avant et à compter du 1er janvier 2003, sont regardées comme des affaires distinctes et soumises, suivant le cas, au régime fiscal en vigueur au 31 décembre 2002 ou à celui applicable à compter du 1er janvier 2003.

Les redevables concernés par les dispositions des deux alinéas ci-dessus et pour lesquels le fait générateur est constitué par l'encaissement doivent adresser, avant le 31 janvier 2003 au service local des impôts dont ils relèvent, une liste nominative des clients débiteurs au 31 décembre 2002 en indiquant pour chacun d'eux le montant des sommes dues au titre desdites affaires.

V. – Les redevables concernés sont tenus de déposer avant le 31 janvier 2003 au service des impôts dont ils relèvent, l'inventaire des produits, matières premières et emballages détenus dans leurs stocks au 31 décembre 2002.

La taxe ayant grevé lesdits stocks est déductible de la taxe due sur les opérations de ventes imposables à ladite taxe, réalisées à compter du 1er janvier 2003 à concurrence du montant desdites ventes.

La taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les biens prévus à l'article 18 de la loi n° 30-85 relative à cette taxe et acquis par les redevables concernés, visés au premier alinéa dudit article antérieurement au 1er janvier 2003 n'ouvre pas droit à déduction.

*Droits d'enregistrement*

Article 10

I. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions des articles 43 *bis*, 96 et 98 du livre premier du décret n° 2-58-1151 du 12 joumada II 1378 (24 décembre 1958) portant codification des textes sur l'enregistrement et le timbre sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 43* bis. – Sont assujettis à l'enregistrement dans « le délai de trente (30) jours :

« ..... »

*(La suite sans modification).*

« *Article 96.* – Ventes et autres actes translatifs de propriété « ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux.

« § 1er – Les actes civils et judiciaires translatifs de « propriété .....

« .....

« § 4 – A - Est assujettie au droit d'enregistrement au taux « réduit de 2,5 % :

« 1 – l'acquisition .....

« 2 – l'acquisition .....

« ..... au pied de l'acte.

« S'il est reconnu ou établi que le bénéfice des droits « réduits est obtenu frauduleusement, l'acquéreur est tenu de « régler le complément des droits simples exigibles liquidés au « plein tarif prévu par le § 1er du présent article, majoré d'une « pénalité égale à 100% de ces droits, de la pénalité et des « majorations de retard prévues à l'article 40 *ter* ci-dessus, « calculées à l'expiration du délai d'un mois courant à compter « de la date de l'acte d'acquisition :

« 3 – l'acquisition .....

« *a)* .....

« *b)* L'acquéreur doit, .....

« ..... des établissements de crédit.

« Le cautionnement bancaire .....

« ..... certificat de conformité.

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

« En cas de non réalisation des opérations de lotissement ou « de construction dans le délai maximum de sept ans susvisé, « l'acquéreur est tenu de régler le complément des droits simples « liquidés au plein tarif prévu par le § 1er du présent article, « augmenté d'une majoration de 15% du montant de ces droits, « de la pénalité et des majorations prévues à l'article 40 *ter* ci-dessus, « calculées à l'expiration du délai d'un mois courant à compter « de la date de l'acte d'acquisition.

« Cette obligation n'est prescrite .....

« ..... »

*(La suite sans modification.)*

« *Article 98.* –

« Section B :

« Sont à enregistrer gratis :

« § 1er – Actes présentant un intérêt public :

« .....

« § 3 – Crédit :

« .....

« 18° – Les actes d'acquisition, .....

« .....

« *c)* La société de crédit-bail doit .....

« ..... des établissements de crédits agréés.

« Le cautionnement ..... par le preneur.

« En cas de non-remise au preneur de l'immeuble acquis ou « construit dans les délais visés respectivement aux a) et *b)* ci-dessus, « la société de crédit-bail est tenue de régler les droits exigibles « liquidés au plein tarif prévu par l'article 96 (§ 1er) précité, « augmenté d'une majoration de 15% du montant de ces droits, « de la pénalité et des majorations prévues à l'article 40 *ter* « ci-dessus, calculées à l'expiration du délai d'un mois « courant à compter de la date de l'acte d'acquisition.

« Par dérogation aux dispositions .....

« ..... »

*(La suite sans modification.)*

II. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions des articles 40, 40 *bis* et 40 *ter* du livre premier du décret précité n° 2-58-1151 du 12 joumada II 1378 (24 décembre 1958) sont abrogées et remplacées comme suit :

« *Article 40.* – Le défaut de dépôt entre les mains du « receveur de l'enregistrement des actes ou déclarations « obligatoirement assujettis à l'impôt est passible, à l'expiration « du délai prescrit, d'une majoration fixée à 15 % du montant des « droits simples exigibles.

« Cette majoration est exigible avec un minimum de « 100 dirhams. »

« *Article 40* bis. – Les insuffisances de prix ou d'évaluation « constatées dans les actes visés à l'article 12 ci-dessus sont « passibles d'une majoration fixée à 15 % du montant des droits « complémentaires exigibles.

« Les droits complémentaires et la majoration précités sont « exigibles un mois courant à compter de la date de leur mise en « recouvrement. »

« *Article 40* ter. – Le paiement des droits effectué après leur « date d'exigibilité est passible d'une pénalité de 10% du « montant de ces droits et d'une majoration de 5% pour le « premier mois de retard et de 0,50 % par mois ou fraction de mois « supplémentaire, écoulé entre la date d'exigibilité et celle du « paiement.

« La pénalité et les majorations précitées sont liquidées par « le receveur chargé du recouvrement sur le principal des droits « avec un minimum de 100 dirhams. »

III. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions de l'article 9 (2e alinéa) de l'annexe I du décret n° 2-58-1151 du 12 joumada II 1378 (24 décembre 1958) portant codification des textes sur l'enregistrement et le timbre sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 9 (2e alinéa)* . – Tout retard dans le paiement de la « taxe judiciaire complémentaire est passible d'une majoration de « 5% pour le premier mois de retard et de 0,50% par mois ou « fraction de mois supplémentaire, écoulé entre la date « d'exigibilité et celle du paiement.

« Si l'insuffisance d'une perception ..... »

*(La suite sans modification.)*

IV. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions de l'article 20, § 1 et § 2 du livre II du décret n° 2-58-1151 du 12 joumada II 1378 (24 décembre 1958) portant codification des textes sur l'enregistrement et le timbre sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 20.* –

« § 1. – Les entreprises qui s'acquittent des droits de « timbre.....

« la liquidation des droits, à l'expiration du délai imparti, d'une « majoration de 15% du montant des droits simples exigibles.

« § 2. – Le paiement des droits de timbre sur état ou sur « déclaration effectué après leur date d'exigibilité est passible « d'une pénalité de 10 % du montant de ces droits et d'une « majoration de 5% pour le premier mois de retard et de 0,50 % par « mois ou fraction de mois supplémentaire, écoulé entre la date « d'exigibilité et celle du paiement.

« La pénalité et les majorations précitées sont liquidées par « le receveur chargé du recouvrement sur le principal des droits « avec un minimum de 100 dirhams. »

V. – Les dispositions des paragraphes I, II, III et IV du présent article sont applicables pour les ordres de recettes émis à compter du 1er janvier 2003.

*Impôt des patentes*

Article 11

I. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions des articles 6 et 19 du dahir n° 1-61-442 du 22 rejeb 1381 (30 décembre 1961) portant réglementation de l'impôt des patentes, sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 6.* – La taxe proportionnelle .....

« ..... des professions imposables.

« La valeur locative, .....

« ....., soit par voie d'appréciation directe.

« Pour les usines, .....

« ..... En aucun cas, cette valeur « locative ne pourra être inférieure à 3 % du prix de revient « des terrains, des constructions, agencements, matériels et outillages.

« La taxe proportionnelle .....

« .....

*(La suite sans modification).*

« *Article 19.* – Les agents des impôts .....

« .....

« .....

« .....la date de mise en recouvrement.

« Le paiement de l'impôt après la date d'exigibilité entraîne « l'application d'une pénalité de 10% et des majorations de 5% « pour le premier mois de retard et de 0,50% par mois ou fraction « de mois supplémentaire, écoulé entre la date d'exigibilité et « celle du paiement. »

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

II. – Les dispositions de l'article 19 du dahir n° 1-61-442 précité, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux rôles émis à compter du 1er janvier 2003.

*Taxe de licence à percevoir sur les établissements de consommation de certaines boissons*

Article 12

I. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions de l'article 6 (2e alinéa) de l'arrêté du directeur général du Cabinet Royal n° 3-276-67 du 5 octobre 1968 réglementant la taxe de licence à percevoir sur les établissements de consommation de certaines boissons, sont complétées comme suit :

« *Article 6 (2e alinéa).* – En cas de non-paiement de la « taxe.....
« .....
« ouvert sans autorisation, sans préjudice de l'application de la « pénalité et des majorations de retard prévues par l'article 19 « (7e alinéa) du dahir n° 1-61-442 du 22 rejeb 1381 « (30 décembre 1961) portant réglementation de l'impôt des « patentes. »

II. – Les dispositions de l'article 6 (2e alinéa) de l'arrêté du directeur général du Cabinet Royal précité telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux rôles émis à compter du 1er janvier 2003.

*Taxe urbaine*

Article 13

I. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions des articles 6 et 18 de la loi n° 37-89, promulguée par le dahir n° 1-89-228 du 1er joumada II 1410 (30 décembre 1989) instituant la taxe urbaine sont complétées comme suit :

« *Article 6.* – La taxe est assise .....
« .....de la présente loi.

« Lorsqu'un immeuble .....
« .....
« ..... situées dans le même « quartier.

« La valeur locative .....
« ..... une augmentation de 2 %.

« En ce qui concerne les biens affectés .....
« .....
« ..... par voie de comparaison, le taux de 3 % « pour les terrains, les constructions et leurs agencements, « les machines et appareils.

« Pour la détermination de la valeur locative servant de base « au calcul de la taxe urbaine due par les établissements hôteliers, « il est appliqué au prix de revient des constructions et « aménagements de chaque établissement, des abattements dont « les taux sont fixés en fonction du coût global de l'établissement « hôtelier considéré, qu'il soit exploité par son propriétaire ou « donné en location.

« Les taux de ces abattements sont fixés comme suit :

« – lorsque le prix de revient est inférieur ou égal « à 3.000.000 de dirhams ..... 20 %

« – lorsque le prix de revient est supérieur à 3.000.000 « et inférieur ou égal à 6.000.000 de dirhams ..... 40 %

« – lorsque le prix de revient est supérieur à 6.000.000 « et inférieur ou égal à 12.000.000 de dirhams ..... 50 %

« – lorsque le prix de revient est supérieur à 12.000.000 « de dirhams ..... 60 %

« *Article 18.* – La taxe est établie.....
« ..... des créances publiques.

« Le paiement de la taxe après la date d'exigibilité entraîne « l'application d'une pénalité de 10% et des majorations de 5% « pour le premier mois de retard et de 0,50% par mois ou fraction « de mois supplémentaire, écoulé entre la date d'exigibilité et « celle du paiement.

« Toutefois, la pénalité et les majorations précitées ne « s'appliquent pas lorsque le montant de la cote ou de la quote- « part des droits figurant au rôle n'excède pas mille (1.000) « dirhams. »

II. – Les dispositions de l'article 18 de la loi n° 37-89 précitée telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux rôles émis à compter du 1er janvier 2003.

*Avantages fiscaux accordés à la société dénommée Agence spéciale Tanger – Méditerranée*

Article 14

La société dénommée « Agence spéciale Tanger – Méditerranée » est exonérée :

- des impôts d'Etat pour les revenus liés aux activités qu'elle remplit au nom et pour le compte de l'Etat ;
- de la taxe sur la valeur ajoutée, pour l'ensemble de ses actes, activités ou opérations ;
- de tout impôt, droit ou taxe pour le transfert, à la société en pleine propriété et à titre gratuit des biens du domaine privé de l'Etat, qui lui sont nécessaires pour la réalisation de ses missions de service public et dont la liste est fixée par la convention prévue à l'article 2 du décret-loi n° 2-02-644 du 2 rejeb 1423 (10 septembre 2002) portant création de la zone spéciale de développement Tanger –Méditerranée.

La société ainsi que les sociétés intervenant dans la réalisation, l'aménagement, l'exploitation et l'entretien du projet de la zone spéciale de développement Tanger – Méditerranée et qui s'installent dans les zones franches d'exportation visées à l'article premier du décret-loi n° 2-02-644 précité, bénéficient des avantages fiscaux prévus par la loi n° 19-94 relative aux zones franches d'exportation.

Le montant ou la valeur des dons en argent ou en nature octroyés à l'Agence spéciale Tanger-Méditerranée par des personnes physiques ou morales constitue des charges déductibles conformément aux dispositions de l'article 7-9° de la loi n° 24-86 instituant un impôt sur les sociétés et de l'article 9 (paragraphe I) de la loi n° 17-89 relative à l'impôt général sur le revenu.

*Avantages fiscaux accordés à l'Agence pour la promotion et le développement économique et social des provinces du Sud du Royaume*

Article 15

A compter du 1er janvier 2003, l'établissement public dénommé « Agence pour la promotion et le développement économique et social des provinces du Sud du Royaume » est exonéré pour l'ensemble de ses actes, activités ou opérations, et pour les revenus éventuels y afférents, de tout impôt, taxe ou tout autre prélèvement fiscal, à caractère national ou local, présent ou futur. L'Agence est notamment exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée pour les prestations fournies par elle conformément aux missions qui lui sont dévolues par le décret-loi n° 2-02-645 du 2 rejeb 1423 (10 septembre 2002) portant création de l'Agence pour la promotion et le développement économique et social des provinces du Sud du Royaume.

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Le montant ou la valeur des dons en argent ou en nature octroyés à l'Agence par des personnes physiques ou morales constitue des charges déductibles conformément aux dispositions de l'article 7-9° de la loi n° 24-86 instituant l'impôt sur les sociétés et de l'article 9 (paragraphe I) de la loi n° 17-89 relative à l'impôt général sur le revenu.

*Code de recouvrement*

Article 16

I. – A compter du 1er janvier 2003, les dispositions des articles 21, 22, 24 et 26 de la loi n° 15-97 formant code de recouvrement des créances publiques promulguée par le dahir n° 1-00-175 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000) sont modifiées comme suit :

« *Article 21.* – Les impôts et taxes .....
« ..... date d'exigibilité.

« A défaut de paiement avant la date d'exigibilité, les « sommes restant dues .....au taux de 5% pour le premier « mois de retard et de 0,50% par mois ou fraction de mois « supplémentaire.

« Toutefois, cette majoration.....

*(La suite sans modification.)*

« *Article 22.* – Les impôts et taxes émis à titre de « régularisation.....
« ..... au taux de 5% pour le premier mois de retard et de 0,50% « par mois ou fraction de mois supplémentaire applicable à « compter de la date d'exigibilité jusqu'à celle de leur émission.

« Pour le recouvrement des rôles ou des états de produits, il « est appliqué une majoration de 0,50 % par mois ou fraction de « mois supplémentaire écoulé entre la date d'émission et celle du « paiement. »

« *Article 24.* – Les majorations de retard, visées aux articles 21, « 22 et 23 ci-dessus, s'appliquent au principal de la créance « exigible, à l'exclusion des amendes et des pénalités. Leur « montant est arrondi au dirham supérieur.

« Elles sont directement appliquées par les comptables « chargés du recouvrement, compte tenu du montant de la « majoration de retard inclus, le cas échéant, dans les rôles et les « états de produits qui sont émis. »

« *Article 26.* – Lorsque les versements prévus .....
« .....
« ..... une pénalité de 10 %.

« Toutefois, en matière de taxe sur la valeur ajoutée, il est « appliqué, sur le montant de la taxe due, en plus de la pénalité « précitée une majoration de 15% pour dépôt de déclaration hors « délai.

« Il est appliqué en outre des majorations de 5% pour le « premier mois de retard et de 0,50 % par mois ou fraction de « mois supplémentaire, écoulé entre la date d'exigibilité et la « date du paiement de l'impôt. »

II. – Les dispositions du I ci-dessus s'appliquent aux versements spontanés effectués à compter du 1er février 2003 et aux rôles et états de produits émis à compter du 1er janvier 2003.

III. – les dispositions des articles 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157 et 158 de la loi précitée n° 15-97 formant code de recouvrement des créances publiques sont abrogées.

*Suppression de l'impôt sur les ventes de tabacs*

Article 17

A compter du 1er janvier 2003, est supprimé l'impôt sur les ventes de tabacs institué par le dahir n° 1-69-245 du 11 kaada 1389 (19 janvier 1970).

*Fonds de soutien du Maroc au peuple palestinien*

Article 18

A compter du 1er janvier 2003, les dispositions de l'article 2 du dahir n° 1-70-16 du 20 joumada I 1390 (21 juillet 1970) portant création du Fonds de soutien du Maroc au peuple palestinien ainsi que des ressources y affectées tel qu'il a été modifié ou complété sont abrogées et remplacées comme suit :

« *Article 2.* – I. – Le produit de cette taxe est versé à l'Etat « par les distributeurs en gros des tabacs manufacturés.

« II. – Cette taxe est versée spontanément au plus tard à la « fin du mois suivant celui de la facturation des ventes des tabacs « manufacturés par les distributeurs en gros auprès du comptable « du Trésor de leur siège. Ces versements doivent être « accompagnés d'une déclaration précisant les quantités de « paquets de tabac vendues.

« Tout défaut de déclaration des quantités de paquets de « tabacs vendues, tout retard de dépôt de déclaration ou dans le « paiement de la taxe correspondante, toute omission, « insuffisance ou minoration dans lesdites déclarations, sont « passibles d'une amende de 25% du montant de la taxe éludée.

« A défaut de versement spontané, la taxe est recouvrée au « vu d'un titre de recette émis par le ministre chargé des finances « ou la personne déléguée par lui à cet effet, assortie, le cas « échéant de l'amende prévue par l'alinéa précédent.

« Les poursuites en recouvrement de la taxe ont lieu suivant « les règles et formes prévues par la législation relative au « recouvrement des créances de l'Etat. »

II. – RESSOURCES AFFECTEES

*Affectation de ressources aux régions*

Article 19

En application des dispositions du premier alinéa de l'article 66 de la loi n° 47-96 relative à l'organisation de la région, il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2003, 1% du produit de l'impôt sur les sociétés.

Article 20

En application des dispositions du premier alinéa de l'article 66 de la loi n° 47-96 relative à l'organisation de la région, il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2003, 1% de l'impôt général sur le revenu.

*Confirmation des affectations résultant du budget annexe, des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor*

Article 21

Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, les affectations résultant du budget annexe, des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date du 31 décembre 2002 sont confirmées pour l'année budgétaire 2003.

SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME

*Création de services de l'Etat gérés de manière autonome*

Article 22

A compter du 1er janvier 2003, sont créés en tant que services de l'Etat gérés de manière autonome :

– un service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre hospitalier provincial de Chichaoua » rattaché au ministère de la santé ;

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

– un service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre hospitalier provincial de Aïn Chok – Hay Hassani » rattaché au ministère de la santé ;

– un service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre hospitalier provincial de Taounate » rattaché au ministère de la santé ;

– un service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre hospitalier préfectoral de Rabat » rattaché au ministère de la santé.

*Modification du service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Division de la coopération en matière de gestion du système éducatif »*

Article 23

A compter du 1er janvier 2003, l'intitulé du service de l'Etat géré de manière autonome « Division de la coopération en matière de gestion du système éducatif » est modifié comme suit : « Division de la coopération ».

*Suppression du service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Année du Maroc en France »*

Article 24

Est supprimé à compter du 1er janvier 2003 le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Année du Maroc en France ».

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

*Modification du compte d'affectation spéciale n° 3-1-08-04 intitulé « Part des collectivités locales dans le produit de la TVA »*

Article 25

A compter du 1er janvier 2003, les dispositions de l'article 33 *bis* de la loi de finances n° 33-85 pour l'année 1986 promulguée par le dahir n° 1-85-353 du 18 rabii II 1406 (31 décembre 1985) tel qu'il a été modifié et complété par l'article 26 de la loi de finances n° 55-00 pour l'année budgétaire 2001 promulguée par le dahir n° 1-00-351 du 29 ramadan 1421 (26 décembre 2000) sont complétées comme suit :

« *Article 33* bis. – I. – Afin de permettre .....

« .....

« .....

« ..... dont le ministre de l'intérieur est ordonnateur.

« II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« – .....

« – .....

« – .....

« – le produit des remboursements de l'avance au profit des « fonctionnaires et agents des collectivités locales pour « l'accès à la propriété de logements sociaux dans les « conditions prévues par la législation en vigueur.

« *Au débit :*

« – les dépenses .....

« ..... et la réglementation en vigueur ;

« – les salaires et indemnités .....

« ..... et des espaces verts ;

« – les versements au profit du compte d'affectation « spéciale intitulé financement des dépenses d'équipement « et de la lutte contre le chômage de 5,05% de la part du « produit de la TVA désignée à l'alinéa ci-dessus ;

« – les versements de l'avance au profit des fonctionnaires « et agents des collectivités locales pour l'accès à la « propriété de logements sociaux dans les conditions « prévues par la législation en vigueur. »

*Modification du compte d'affectation spéciale n° 3-1-08-05 intitulé « Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la protection civile»*

Article 26

A compter du 1er janvier 2003, les dispositions de l'article 49 de la loi de finances n° 14-97 pour l'année budgétaire 1997-1998 promulguée par le dahir n° 1-97-153 du 24 safar 1418 (30 juin 1997) sont complétées comme suit :

« *Article 49.* – .....

« .....

« .....

« Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« – .....

« – .....

« *Au débit :*

« – les frais.....

« – .....

« – .....

« – .....

« – les indemnités horaires pour service de nuit effectué par « les agents du corps national de la protection civile ;

« – les dépenses relatives à la lutte contre les catastrophes ;

« – les dépenses relatives au secours des victimes des « catastrophes. »

*Modification du compte d'affectation spéciale n° 3.1.06.03 intitulé « Fonds spécial pour l'extension et la rénovation des juridictions et des établissements pénitentiaires »*

Article 26 *bis*

A compter du 1er janvier 2003 les dispositions de l'article 47 du dahir n° 1-92-280 du 4 rejeb 1413 (29 décembre 1992) portant loi des finances pour l'année 1993, tel qu'il a été modifié et complété par l'article 54 de la loi de finances n° 12-98 pour l'année budgétaire 1998-1999 promulguée par le dahir n° 1-98-116 du 6 joumada II 1419 (28 septembre 1998) sont modifiées comme suit :

« *Article 47.* – En vue de permettre .....

« .....

« II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit* :

« 65 % du produit ..... judiciaire ;

« *Au débit* :

« ..... »

*(La suite sans modification)*

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

*Modification du compte d'affectation spéciale n° 3-1-08-08 intitulé « Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage »*

Article 27

A compter du 1er janvier 2003, les dispositions régissant le compte d'affectation spéciale n° 3-1-08-08 intitulé « Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage » sont abrogées et remplacées comme suit :

En vue de permettre la comptabilisation des opérations afférentes aux programmes de financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage, le compte d'affectation spéciale n° 3-1-08-08 intitulé « Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage » dont l'ordonnateur est le ministre de l'intérieur retracera :

*– Au crédit :*

– les versements du compte d'affectation spéciale intitulé « Part des collectivités locales dans le produit de la TVA » ;

– les versements du budget général ;

– les fonds de concours ;

– les recettes diverses et exceptionnelles ;

– le produit de cession des logements sociaux et des locaux réalisés dans le cadre de ce compte.

*– Au débit :*

– les salaires des ouvriers ;

– les dépenses relatives aux travaux d'équipement et de lutte contre le chômage ;

– les dépenses de fonctionnement liées à la réalisation des travaux.

– les acquisitions de terrains destinés à la réalisation des logements sociaux et de locaux dans le cadre de ce compte.

*Modification du compte d'affectation spéciale n° 3-1-13-05 intitulé « Fonds commun des débits de tabacs »*

Article 28

A compter du 1er janvier 2003, les dispositions de l'article 28 de la loi de finances n° 1-64 du 20 kaada 1383 (3 avril 1964) instituant le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds commun des débits de tabacs » sont abrogées et remplacées comme suit :

« *Article 28.* – I. – En vue de permettre la comptabilisation « des opérations afférentes à l'allocation de secours, il est créé « un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds des tabacs « pour l'octroi de secours » dont l'ordonnateur est l'autorité « gouvernementale chargée des finances.

« II. – Ce fonds retracera :

*« Au crédit :*

« – le versement de 0,9% du produit de la taxe intérieure « de consommation sur les tabacs manufacturés instituée « par l'article 4 de la loi de finances pour l'année « budgétaire 2003 ;

« – le solde disponible du compte d'affectation spéciale « intitulé « Fonds commun des débits de tabacs ».

*« Au débit :*

« – les dépenses d'allocation de secours. »

*Modification du compte d'affectation spéciale n° 3-1-13-19 intitulé « Fonds de soutien à certains jeunes promoteurs»*

Article 29

A compter du 1er janvier 2003, les dispositions de l'article 42 de la loi de finances n° 38-87 pour l'année 1988 promulguée par le dahir n° 1-87-200 du 8 joumada I 1408 (30 décembre 1987) sont abrogées et remplacées comme suit :

« *Article 42.* – Il est créé un compte d'affectation spéciale « intitulé « Fonds de soutien à certains jeunes promoteurs » dont « le ministre chargé des finances est ordonnateur.

« Ce compte retracera :

*« Au crédit :*

« – les intérêts perçus sur la part des prêts conjoints, octroyée « par l'Etat ;

« – le produit du remboursement de la part de l'Etat ;

« – les versements du budget général ;

« – les dons et legs ;

« – les recettes diverses.

*« Au débit :*

« – les versements des emprunts souscrits obligatoirement « par les établissements bancaires et, le cas échéant, par « les établissements de crédits intervenants ;

« – les versements au profit du « Fonds de garantie des « prêts à la création de la jeune entreprise » en application « des dispositions de la loi n° 53-00 formant charte de la « petite et moyenne entreprise promulguée par le dahir « n° 1-02-188 du 12 joumada I 1423 (23 juillet 2002). »

*Modification du compte d'affectation spéciale n° 3-1-00-05 intitulé « Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes »*

Article 29 *bis*

A compter du 1er janvier 2003, les dispositions de l'article 43 de la loi de finances n° 32-93 pour l'année 1994 promulguée par le dahir n° 1-94-123 du 14 ramadan 1414 (15 février 1994) telles que modifiées et complétées par l'article 51 de la loi de finances transitoire pour la période du 1er janvier au 30 juin 1996, par l'article 55 de la loi de finances n° 12-98 pour l'année budgétaire 1998-1999 et par l'article 35 de la loi de finances n° 25-00 pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2000 sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 43.* – I. – En vue de permettre .....

« .....

« .....

« ..... intitulé « Fonds pour la promotion de l'emploi « des jeunes ».

« Sont ordonnateurs dudit compte :

« – Le ministre chargé des finances en ce qui concerne les « dépenses prévues au 7 du paragraphe II ci-dessous ;

« – Le ministre chargé de l'emploi et de la formation « professionnelle en ce qui concerne les dépenses prévues « aux 4, 5 et 6 du paragraphe II ci-dessous et aux 2e et « 3e alinéas de l'article 47 de la loi n° 53-00 formant « charte de la petite et moyenne entreprises promulguée « par le dahir n° 1-02-188 du 12 joumada I 1423 « (23 juillet 2002) ;

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

« – Le ministre chargé de l'industrie et du commerce en ce « qui concerne les dépenses prévues aux 1e et 2e du 1er « alinéa de l'article 47 de la loi n° 53-00 susvisée et aux « 2 et 3 du paragraphe II ci-dessous ;

« – Le ministre chargé de l'agriculture en ce qui concerne « les dépenses prévues au 3e du 1er alinéa de l'article 47 « de la loi n° 53-00 susvisée.

« II. – Ce compte retracera :

*« Au crédit :*

« – .....
« – .....
« – .....
« – .....

*« Au débit :*

« 1 – Les dépenses relatives aux actions et subventions « prévues à l'article 47 de la loi n° 53-00 formant charte de la « petite et moyenne entreprises ;

« 2 – L'achat, la location et l'équipement des terrains « susceptibles d'accueillir des locaux à usage professionnel, « destinés à la vente ou à la location à des prix préférentiels y « compris les travaux de construction et les études y afférentes ;

« 3 – L'achat, la location et l'équipement de locaux et « ouvrages nécessaires à la promotion des activités « professionnelles, y compris les travaux de construction et les « études y afférentes ;

« 4 – Les dépenses relatives à la formation-insertion « professionnelle prévue par le dahir portant loi n° 1-93-16 du « 29 ramadan 1413 (23 mars 1993) fixant les mesures « d'encouragement aux entreprises organisant des stages de « formation-insertion professionnelle tel qu'il a été modifié et « complété ;

« 5 – Les dépenses relatives à la réalisation de programmes « de promotion de l'emploi ;

« 6 – Les dépenses relatives à la réalisation de programmes « de formation par apprentissage prévue par la loi n° 12-00 « portant institution et organisation de l'apprentissage promulguée « par le dahir n° 1-00-206 du 15 safar 1421 (19 mai 2002) ;

« 7 – Les fonds versés au profit du fonds de garantie visé « aux articles 43, 44 et 45 de la loi n° 53-00 précitée. »

*Modification du compte d'affectation spéciale n° 3-1-30-02 intitulé « Fonds solidarité habitat »*

Article 30

A compter du 1er janvier 2003, les dispositions de l'article 24 de la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002 promulguée par le dahir n° 1-01-346 du 15 chaoual 1422 (31 décembre 2001) sont complétées comme suit :

*« Article 24.* – I. – .....

« II. – Ce fonds retracera :

*« Au crédit* :

« .....
« .....
« .....

« – le solde disponible du compte d'affectation spéciale « intitulé « Fonds social de l'habitat » abrogé par l'article 24 « de la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002 ;

« – le produit des ventes des lots de terrains et de logements ;

« .....»

*(La suite sans modification.)*

*Modification du compte d'affectation spéciale n° 3-1-13-18 intitulé « Fonds de solidarité des assurances »*

Article 30 *bis*

A compter du 1er janvier 2003 les dispositions de l'article 39 du dahir portant loi n° 1-84-7 du 6 rabii II 1404 (10 janvier 1984) édictant des mesures d'ordre financier en attendant la promulgation de la loi de finances pour l'année 1984, tel qu'il a été modifié, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

*« Article 39.*

« I. – En vue de permettre la comptabilisation des opérations « relatives au redressement des entreprises d'assurances, il est créé « un compte d'affectation spéciale intitulé : « Fonds de solidarité « des assurances » dont le ministre chargé des finances est « ordonnateur.

« II. – Ce compte retracera :

*« Au crédit :*

« – la moitié du produit de la taxe sur les assurances « instituée par l'article 14 du dahir portant loi n° 1-84-7 « du 6 rabii II 1404 (10 janvier 1984), édictant des « mesures d'ordre financier en attendant la promulgation « de la loi de finances pour l'année 1984 ;

« – le produit de la contribution des entreprises d'assurances « prévue par le paragraphe IV de l'article 15 du dahir « portant loi n° 1-84-7 du 6 rabii II 1404 (10 janvier 1984) « précité ;

« – le produit des cautions personnelles déposées par les « administrateurs gestionnaires, conformément à l'article 255 « de la loi n° 17-99 portant code des assurances, promulguée « par le dahir n° 1-02-238 du 25 rejeb 1423 (3 octobre 2002) ;

« – les produits divers.

*« Au débit :*

« – les aides attribuées aux entreprises d'assurances dans « les conditions visées à l'article 263 de la loi n° 17-99 « précitée ;

« – les subventions accordées aux entreprises d'assurances « dans les conditions visées à l'article 269 de la loi n° 17-99 « précitée ;

« – les subventions accordées aux entreprises d'assurances « dans les conditions visées à l'article 264 de la loi n° 17-99 « précitée ;

« – la restitution des montants des cautions personnelles « constituées par les administrateurs gestionnaires « conformément à l'article 255 de la loi n° 17-99 « précitée. »

*Suppression du compte de prêts n° 3-7-13-39 intitulé « Prêts au Fonds d'équipement communal »*

Article 31

Est supprimé à compter du 1er janvier 2003, le compte de prêts n° 3-7-13-39 intitulé « prêts au Fonds d'équipement communal ».

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Le solde du compte précité, disponible à la date du 31 décembre 2002, est versé au budget général et pris en recette au chapitre 1.1.13 article 62, paragraphe 70 « recettes diverses. »

Article 32

A compter du 1er janvier 2003, les crédits correspondant à la rémunération du personnel temporaire permanent et du personnel occasionnel imputés sur les comptes spéciaux du trésor sont versés, après titularisation dudit personnel, aux chapitres de personnel des départements ministériels ou institutions dont relèvent ces comptes spéciaux du Trésor.

TITRE II

**Dispositions relatives aux charges**

I. – BUDGET GÉNÉRAL

*Habilitation*

Article 33

Conformément aux dispositions de l'article 43 de la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, le gouvernement est autorisé, en cas de nécessité impérieuse d'intérêt national, à ouvrir en cours d'année, par décrets, des crédits supplémentaires.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement à la plus prochaine loi de finances.

*Créations d'emplois*

Article 34

Il est créé 7.000 emplois au titre du budget général pour l'année budgétaire 2003.

La répartition de ces emplois est indiquée dans le tableau suivant :

| DÉSIGNATION | NOMBRE DE POSTES |
|---|---|
| Ministère de l'éducation nationale | 3.500 |
| Ministère de l'intérieur | 1.500 |
| Ministère de la santé | 1.500 |
| Ministère de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique. | 200 |
| Ministère de la justice | 145 |
| Ministère de la pêche maritime | 75 |
| Ministère délégué auprès du ministre de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts chargé des eaux et forêts | 40 |
| Juridictions financières | 40 |
| TOTAL | 7.000 |

*Création d'emplois pour la titularisation du personnel temporaire permanent et du personnel occasionnel*

Article 35

Il est créé 6.000 emplois destinés à la titularisation du personnel temporaire permanent et du personnel occasionnel au titre de l'année budgétaire 2003.

Le gouvernement est autorisé à répartir ces emplois entre les différents départements ministériels ou institutions.

Les postes budgétaires détenus par les agents temporaires permanents seront supprimés au fur et à mesure de la titularisation des agents qui les occupent.

Les crédits budgétaires correspondant à la rémunération du personnel occasionnel titularisé seront annulés sous réserve des dispositions de l'article 32 de la présente loi de finances.

*Engagement par anticipation*

Article 36

Le montant des dépenses que le ministre chargé de la santé est autorisé à engager pour l'année budgétaire 2003 au titre des dépenses de fonctionnement du budget général par anticipation sur les crédits qui lui seront alloués pour l'année budgétaire 2004 est fixé à la somme de quinze millions de dirhams (15.000.000 DH).

*Annulation des crédits de paiement n'ayant pas fait l'objet d'engagement*

Article 37

I. – Sont annulés les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année budgétaire 2002 au titre des dépenses d'investissement du budget général qui, à la date du 31 décembre 2002, n'ont pas fait l'objet d'engagements de dépenses visés par le contrôle des engagements de dépenses de l'Etat.

II. – Les dispositions du paragraphe I ci-dessus ne sont pas applicables aux crédits de paiement ouverts au titre de l'année 2002, au profit des programmes et projets bénéficiant de fonds de concours extérieurs sous forme de dons.

II. – BUDGET ANNEXE

*Annulation des crédits de paiement n'ayant pas fait l'objet d'engagement*

Article 38

Sont annulés les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année budgétaire 2002 au titre des dépenses d'investissement du budget annexe qui, à la date du 31 décembre 2002, n'ont pas fait l'objet d'engagements de dépenses visés par le contrôle des engagements de dépenses de l'Etat.

III. – SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME

*Habilitation*

Article 39

Conformément aux dispositions de l'article 45 de la Constitution, le gouvernement est autorisé à créer, par décrets, des services de l'Etat gérés de manière autonome pendant l'année budgétaire 2003.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement à la plus prochaine loi de finances.

IV. – COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

*Habilitation*

Article 40

Conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, le gouvernement est autorisé, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse, à créer, par décrets, de nouveaux comptes spéciaux du Trésor pendant l'année budgétaire 2003.

Les nouveaux comptes spéciaux visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement à la plus prochaine loi de finances.

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé : « Fonds spécial routier »*

Article 41

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'équipement est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2003, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier » par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2004, est fixé à un milliard cinq cent vingt millions de dirhams (1.520.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé : « Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales »*

Article 42

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'eau est autorisée à engager pendant l'année budgétaire 2003, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales » par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2004 est fixé à cent millions de dirhams (100.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé : « Fonds national pour l'action culturelle »*

Article 43

Le montant des dépenses que le ministre chargé de la culture est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2003 au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle » par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2004 est fixé à trois cent millions de dirhams (300.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé : « Fonds national du développement du sport »*

Article 44

Le montant des dépenses que l'autorité chargé des sports est autorisée à engager pendant l'année budgétaire 2003 au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport » par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2004 est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé : « Fonds national forestier »*

Article 45

Le montant des dépenses que l'autorité chargée des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification est autorisée à engager pendant l'année budgétaire 2003 au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national forestier » par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2004 est fixé à cinquante millions de dirhams (50.000.000 DH).

Article 46

Par dérogation aux dispositions de l'article 20, dernier alinéa de la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, l'exécution des opérations des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date du 31 décembre 2002 ainsi que l'imputation directe sur certains de ces comptes de dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités continueront d'être effectuées, pendant l'année budgétaire 2003, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à cette date.

## TITRE III

## Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges de l'Etat

Article 47

Pour l'année budgétaire 2003, les ressources affectées au budget général, au budget annexe, aux services de l'Etat gérés de manière autonome et aux comptes spéciaux du Trésor, telles qu'elles sont évaluées dans le tableau « A » annexé à la présente loi de finances, ainsi que les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants (en dirhams) :

| DÉSIGNATION | RESSOURCES | PLAFONDS des charges |
|---|---|---|
| I. – BUDGET GÉNÉRAL : | | |
| Ressources | 136.768.879.000 | – |
| *Titre I. Dépenses de fonctionnement* | – | 78.250.303.000 |
| Titre II. Dépenses d'investissement | – | 19.546.702.000 |
| Titre III. Dépenses de la dette publique | – | 41.758.917.000 |
| TOTAL du budget général | 136.768.879.000 | 139.555.922.000 |
| II. – BUDGET ANNEXE : | | |
| *Budget annexe de la Radiodiffusion et de la télévision marocaine :* | | |
| Ressources | 700.066.000 | – |
| Dépenses d'exploitation | – | 525.892.000 |
| Dépenses d'investissement | – | 174.174.000 |
| TOTAL du budget annexe | 700.066.000 | 700.066.000 |
| III. – BUDGETS DES SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME : | | |
| Ressources | 1.463.471.000 | – |
| Dépenses d'exploitation | – | 1.308.554.000 |
| Dépenses d'investissement | – | 145.917.000 |
| TOTAL des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome | 1.463.471.000 | 1.454.471.000 |
| IV. – COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : | | |
| Comptes d'affectation spéciale | 16.536.322.000 | 16.536.322.000 |
| Comptes d'adhésion aux organismes internationaux | Mémoire | 76.854.000 |
| Comptes d'opérations monétaires | 5.000.000 | 5.000.000 |
| Comptes de prêts | 522.162.000 | 157.428.000 |
| Comptes d'avances | 10.875.000 | Mémoire |
| Comptes de dépenses sur dotations | 4.681.000.000 | 4.681.000.000 |
| TOTAL des comptes spéciaux du Trésor | 21.755.359.000 | 21.456.604.000 |
| TOTAUX | 160.687.775.000 | 163.167.063.000 |
| Excédent des charges sur les ressources | 2.479.288.000 | |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

*Autorisation d'emprunter*

Article 48

Le gouvernement est autorisé à emprunter à l'étranger, pendant l'année budgétaire 2003, dans la limite du montant de la prévision de recettes inscrites au chapitre 1-1-13 article 62, paragraphe 22 du budget général : « recettes d'emprunt, contre-valeur des emprunts extérieurs ».

Article 49

Pour couvrir, pendant l'année budgétaire 2003, l'ensemble des charges du Trésor, est autorisée l'émission d'emprunts intérieurs.

## DEUXIÈME PARTIE

### MOYENS DES SERVICES

### Dépenses du budget général, du budget annexe, des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor

I. – BUDGET GÉNÉRAL

Article 50

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2003, au titre des dépenses de fonctionnement du budget général est fixé à la somme de soixante-dix-huit milliards deux cent cinquante millions trois cent trois mille dirhams (78.250.303.000 DH).

Ces crédits sont répartis par chapitre conformément au tableau « B » annexé à la présente loi de finances.

Article 51

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts pour l'année budgétaire 2003 au titre des dépenses d'investissement du budget général est fixé à la somme de trente-quatre milliards sept cent quarante-cinq millions cinq cent quarante-deux mille dirhams (34.745.542.000 DH), dont dix-neuf milliards cinq cent quarante-six millions sept cent deux mille dirhams (19.546.702.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « C » annexé à la présente loi de finances.

Article 52

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2003, au titre des dépenses de la dette publique du budget général est fixé à la somme de quarante et un milliards sept cent cinquante-huit millions neuf cent dix-sept mille dirhams (41.758.917.000 DH).

Ces crédits sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « D » annexé à la présente loi de finances.

II. – BUDGET ANNEXE

Article 53

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2003, au titre des dépenses d'exploitation du budget annexe de la radiodiffusion et de la télévision marocaine est fixé à la somme de cinq cent vingt-cinq millions huit cent quatre-vingt-douze mille dirhams (525.892.000 DH).

Ces crédits sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « E » annexé à la présente loi de finances.

Article 54

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts pour l'année budgétaire 2003 au titre des dépenses d'investissement du budget annexe de la radiodiffusion et de la télévision marocaine est fixé à la somme de trois cent quatorze millions cent soixante-quatorze mille dirhams (314.174.000 DH), dont cent soixante-quatorze millions cent soixante-quatorze mille dirhams (174.174.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et d'engagement sont répartis conformément au tableau « F » annexé à la présente loi de finances.

III. – SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME

Article 55

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2003, au titre des dépenses d'exploitation des services de l'Etat gérés de manière autonome est fixé à la somme d'un milliard trois cent huit millions cinq cent cinquante-quatre mille dirhams (1.308.554.000 DH).

Ces crédits sont répartis, par département ministériel et par service, conformément au tableau « G » annexé à la présente loi de finances.

Article 56

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts pour l'année budgétaire 2003 au titre des dépenses d'investissement des services de l'Etat gérés de manière autonome est fixé à la somme de cent soixante et un millions neuf cent dix-sept mille dirhams (161.917.000 DH), dont cent quarante-cinq millions neuf cent dix-sept mille dirhams (145.917.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et d'engagement sont répartis par département ministériel et par service, conformément au tableau « H » annexé à la présente loi de finances.

IV. – COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Article 57

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2003, au titre des opérations des comptes spéciaux du Trésor est fixé à la somme de vingt et un milliards quatre cent cinquante-six millions six cent quatre mille dirhams (21.456.604.000 DH).

Ces crédits sont répartis, par catégorie et par compte, conformément au tableau « I » annexé à la présente loi de finances.

*

* *

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

**TABLEAU <<A>>**
**(Article 47)**
**EVALUATION GLOBALE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL, DU BUDGET ANNEXE, DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2003**
**( En dirhams )**
**I. Budget général**

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| 1.1.02 | | | ***COUR ROYALE*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Droits de chancellerie sur les armoiries et les blasons | Mémoire |
| | | 20 | Recettes au titre des ordres du Royaume | 100 000 |
| | | 30 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **100 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE COUR ROYALE*** | **100 000** |
| 1.1.06 | | | ***MINISTERE DE LA JUSTICE*** | |
| | 30 | | **DOMAINE JUDICIAIRE** | |
| | | 10 | Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les juridictions | 48 000 000 |
| | | 20 | Amendes transactionnelles et diverses autres que celles prononcées par les juridictions | 40 000 000 |
| | | 30 | Recettes diverses | 30 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DOMAINE JUDICIAIRE*** | **88 030 000** |
| | 40 | | **ADMINISTRATION PENITENTIAIRE** | |
| | | 10 | Produits divers du service pénitentiaire | 100 000 |
| | | 20 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION PENITENTIAIRE*** | **100 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JUSTICE*** | ***88 130 000*** |
| 1.1.07 | | | ***MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION*** | |
| | 60 | | **MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES** | |
| | | 10 | Droits de chancellerie | 220 000 000 |
| | | 20 | Taxes perçues par les agents diplomatiques et consulaires au titre des actes relatifs à la navigation, au commerce et aux divers certificats d'origine, de débarquement, de provenance et de douanes | 95 000 |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | | 30 | Recettes diverses | 2 000 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES*** | **222 095 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION*** | **222 095 000** |
| 1.1.08 | | | ***MINISTERE DE L'INTERIEUR*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Produits des confiscations, transactions et condamnations pour contravention à la réglementation des prix | 6 000 000 |
| | | 20 | Recettes diverses | 100 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **6 100 000** |
| | 31 | | **DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE** | |
| | | 10 | Redevances pour délivrance de copies des procès-verbaux des accidents de la circulation | 300 000 |
| | | 20 | Vacations pour services payés de police | Mémoire |
| | | 30 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE*** | **300 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INTERIEUR*** | **6 400 000** |
| 1.1.09 | | | ***MINISTERE DE LA COMMUNICATION*** | |
| | 60 | | **RADIODIFFUSION TELEVISION MAROCAINE** | |
| | | 10 | Participation du budget annexe de la R.T.M aux charges d'emprunt supportées par le budget général | Mémoire |
| | | 20 | Excédent de recettes du budget annexe de la R.T.M | Mémoire |
| | | 30 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE RADIODIFFUSION TELEVISION MAROCAINE*** | **Mémoire** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA COMMUNICATION*** | **Mémoire** |
| 1.1.10 | | | ***MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Droits d'inscription | Mémoire |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | | 20 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **Mémoire** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*** | **Mémoire** |
| 1.1.11 | | | ***MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **Mémoire** |
| | 83 | | **DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES** | |
| | | 10 | Participation des stagiaires internes et des jeunes aux frais d'alimentation et d'hébergement dans les centres et dans les camps | Mémoire |
| | | 20 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES*** | **Mémoire** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE*** | **Mémoire** |
| 1.1.12 | | | ***MINISTERE DE LA SANTE*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Droits de police sanitaire et de visite sanitaire | 850 000 |
| | | 20 | Remboursement de fournitures pharmaceutiques et de matériel, de frais de traitement et d'hospitalisation dans les formations sanitaires | 1 000 000 |
| | | 30 | Droits d'analyse des laboratoires | 500 000 |
| | | 40 | Recettes diverses | 700 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **3 050 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA SANTE*** | **3 050 000** |
| 1.1.13 | | | ***MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Pénalités et amendes autres que fiscales | 4 000 000 |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | | 20 | Reversement par l'Office national des transports des crédits non utilisés au titre des achats de véhicules automobiles | Mémoire |
| | | 30 | Créances sur le Trésor prescrites | 50 000 000 |
| | | 40 | Prélèvement sur les produits des jeux de hasard | Mémoire |
| | | 50 | Prélèvement sur les enjeux de courses de chevaux et de lévriers | 250 000 000 |
| | | 60 | Contribution des collectivités locales aux dépenses supportées par le budget général | Mémoire |
| | | 70 | Recettes de la division de l'ordonnancement et du traitement informatique | Mémoire |
| | | 80 | Recettes diverses | 33 000 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **337 000 000** |
| | 20 | | **DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES** | |
| | | 10 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES*** | **Mémoire** |
| | 30 | | **ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS** | |
| | | 10 | ***Droits de douane :*** | |
| | | 11 | Droits d'importation | 12 000 000 000 |
| | | 12 | Prélèvement fiscal à l'importation | Mémoire |
| | | 13 | Redevance sur l'exploitation des phosphates | 721 000 000 |
| | | 14 | Taxe uniforme | 19 000 000 |
| | | 15 | Droits de timbre recouvrés par l'administration des douanes | 6 000 000 |
| | | 16 | Droits de chancellerie | 13 000 000 |
| | | 17 | Taxes sur les transports privés | 3 000 000 |
| | | 20 | ***Taxes intérieures de consommation :*** | |
| | | 21 | Taxes sur les vins et alcools | 203 000 000 |
| | | 22 | Taxe sur les bières | 475 000 000 |
| | | 23 | Taxes sur les boissons gazeuses et les limonades | 103 000 000 |
| | | 24 | Taxe sur le sucre, les produits sucrés, la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles | Mémoire |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | | 25 | Droits d'essai et de garantie sur les matières d'argent, d'or et de platine | 27 000 000 |
| | | 26 | Taxes sur les chapes en caoutchouc, bandages, chambres à air et pneumatiques | Mémoire |
| | | 27 | Taxe sur les produits énergétiques | 9 545 000 000 |
| | | 28 | Taxe sur les tabacs manufacturés | 4 950 411 000 |
| | | 30 | ***Taxe sur la valeur ajoutée :*** | |
| | | 31 | Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation | 8 559 000 000 |
| | | 32 | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur | 832 800 000 |
| | | 40 | Produits des confiscations | 20 000 000 |
| | | 50 | ***Taxe d'inspection :*** | |
| | | 51 | Taxe d'inspection sanitaire des plantes, parties de plantes et des produits végétaux à l'importation et à l'exportation | 13 000 000 |
| | | 52 | Taxe d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation d'animaux et de produits animaux | 1 500 000 |
| | | 60 | Majorations sur les obligations cautionnées et intérêts de retard | 70 000 000 |
| | | 70 | Produits des services rendus au titre de l'utilisation par les usagers des systèmes informatiques de l'Administration des Douanes et Impôts indirects | 70 000 000 |
| | | 80 | Redevance gazoduc | 592 000 000 |
| | | 90 | Recettes diverses | 28 000 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS*** | **38 251 711 000** |
| | 50 | | **DIRECTION DES IMPOTS** | |
| | | 10 | ***Impôts directs :*** | |
| | | 11 | Impôt des patentes | 300 000 000 |
| | | 12 | Impôt sur les bénéfices professionnels | Mémoire |
| | | 13 | Impôt sur les sociétés | 12 581 000 000 |
| | | 14 | Impôt général sur le revenu | 17 554 000 000 |
| | | 15 | Prélèvement sur les traitements et salaires | Mémoire |
| | | 16 | Contribution complémentaire sur le revenu global des personnes physiques | Mémoire |
| | | 17 | Participation à la solidarité nationale | Mémoire |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | | 18 | Contribution sur les revenus professionnels ou fonciers exonérés de l'impôt général sur le revenu | Mémoire |
| | | 20 | ***Taxes assimilées :*** | |
| | | 21 | Taxe urbaine | 80 000 000 |
| | | 22 | Taxe de licence sur les débits de boissons | 35 000 000 |
| | | 23 | Taxe sur les produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés | Mémoire |
| | | 24 | Taxe sur les profits immobiliers | Mémoire |
| | | 25 | Taxe sur le produit des placements à revenu fixe | Mémoire |
| | | 26 | Taxe sur le profit de cession des valeurs mobilières | Mémoire |
| | | 27 | Contribution libératoire | Mémoire |
| | | 30 | Impôts sur les tabacs | Mémoire |
| | | 40 | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur | 8 462 000 000 |
| | | 50 | ***Droits d'enregistrement :*** | |
| | | 51 | Droits sur les mutations | 1 709 000 000 |
| | | 52 | Droits sur les autres conventions | 200 000 000 |
| | | 53 | Droits sur les actes judiciaires et extra-judiciaires | Mémoire |
| | | 54 | Taxes judiciaires | 110 000 000 |
| | | 55 | Taxes notariales | 90 000 000 |
| | | 56 | Assistance judiciaire | Mémoire |
| | | 57 | Taxe sur les assurances | 410 000 000 |
| | | 58 | Droits divers et recettes accessoires | Mémoire |
| | | 60 | ***Droits de timbre :*** | |
| | | 61 | Timbre unique et papier de dimension | 482 000 000 |
| | | 62 | Timbre sur ordonnancement | 225 000 000 |
| | | 63 | Carte d'identité | 88 000 000 |
| | | 64 | Passeports | 187 000 000 |
| | | 65 | Immatriculation des étrangers | 3 300 000 |
| | | 66 | Permis de chasse et de port d'armes | 10 500 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | | 67 | Timbre sur documents automobiles | 282 000 000 |
| | | 68 | Droit de timbre spécial sur les titres d'importation | 16 200 000 |
| | | 69 | Produits de la vente du code de l'enregistrement | Mémoire |
| | | 70 | ***Taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles :*** | |
| | | 71 | Taxe principale et duplicata | 1 100 000 000 |
| | | 80 | ***Majorations de retard et pénalités :*** | |
| | | 81 | Majorations de retard sur impôts directs, taxes assimiliées et taxe sur la valeur ajoutée | 620 000 000 |
| | | 82 | Pénalités sur droits d'enregistrement | 109 800 000 |
| | | 83 | Pénalités sur droits de timbre | 2 100 000 |
| | | 84 | Droit supplémentaire et pénalité sur taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles | 23 100 000 |
| | | 85 | Produits des transactions sur les contraventions en matière fiscale | Mémoire |
| | | 90 | ***Recettes diverses et exceptionnelles :*** | |
| | | 91 | Recettes fiscales exceptionnelles | Mémoire |
| | | 92 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES IMPOTS*** | **44 680 000 000** |
| | 62 | | **DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES** | |
| | | 10 | ***Recettes ordinaires :*** | |
| | | 11 | Produits à provenir de Bank Al Maghrib | 1 696 000 000 |
| | | 12 | Produits à provenir de la Caisse de dépôt et de gestion | 323 900 000 |
| | | 13 | Produits à provenir de l'Office des changes | Mémoire |
| | | 14 | Produits à provenir de la Caisse nationale du crédit agricole | Mémoire |
| | | 15 | Intérêts sur placements et avances | 316 532 000 |
| | | 20 | ***Recettes d'emprunt :*** | |
| | | 21 | Emprunts intérieurs à moyen et long termes | 30 400 000 000 |
| | | 22 | Contre-valeur des emprunts extérieurs | 3 835 000 000 |
| | | 23 | Produit des bons d'équipement sur réserve d'investissement | Mémoire |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | | 24 | Recettes provenant de l'emprunt obligatoire | Mémoire |
| | | 30 | ***Dons et legs :*** | |
| | | 31 | Dons | 1 147 000 000 |
| | | 32 | Prélèvement sur le fonds de contre-valeur des biens fournis par les gouvernements des pays amis et des organismes internationaux | Mémoire |
| | | 40 | Recettes en atténuation des dépenses de la dette amortissable et de la dette flottante | 300 000 000 |
| | | 50 | Commissions sur prêts rétrocédés | 6 901 000 |
| | | 60 | Commission de garantie sur emprunts extérieurs | 50 000 000 |
| | | 70 | Recettes diverses | 8 000 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES*** | **38 083 333 000** |
| | 66 | | **DIRECTION DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ET DES PARTICIPATIONS** | |
| | | 10 | ***Produits des monopoles, exploitations et participations financières de l'Etat provenant d'Etablissements à caractère industriel et commercial :*** | |
| | | 11 | Produits à provenir de l'Office chérifien des phosphates | Mémoire |
| | | 12 | Produits à provenir de l'Office national des transports | 200 000 000 |
| | | 13 | Produits à provenir de l'Office national du thé et du sucre | Mémoire |
| | | 14 | Produits à provenir d'opérateurs de télécommunications (contrepartie financière) | 53 400 000 |
| | | 15 | Produits à provenir de l'Office d'exploitation des ports | 113 000 000 |
| | | 16 | Produits à provenir de l'Office National d'Electricité | Mémoire |
| | | 17 | Produits à provenir de la Royal Air Maroc | Mémoire |
| | | 18 | Produits à provenir de Barid Al Maghrib | 20 000 000 |
| | | 19 | Produits à provenir des autres établissements publics, industriels et commerciaux | Mémoire |
| | | 20 | ***Produits des monopoles, exploitations et participations financières des autres entreprises publiques :*** | |
| | | 21 | Part des bénéfices de la Régie des tabacs affectée à l'Etat | Mémoire |
| | | 22 | Produits à provenir des sucreries | Mémoire |
| | | 23 | Produits à provenir de BIOPHARMA | 7 000 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | | 24 | Produits à provenir de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie | 383 500 000 |
| | | 25 | Produits à provenir de divers organismes | Mémoire |
| | | 30 | ***Dividendes provenant des participations financières de l'Etat :*** | |
| | | 31 | Dividendes provenant des participations financières de l'Etat à la SNPP | Mémoire |
| | | 32 | Dividendes provenant des participations financières de l'Etat à Maroc Telecom | 1 189 000 000 |
| | | 33 | Dividendes provenant des participations financières de l'Etat à diverses sociétés | 56 000 000 |
| | | 40 | Participation des établissements publics ayant le caractère d'entreprise aux charges d'emprunt supportées par le budget général | Mémoire |
| | | 50 | Participation des établissements publics ayant le caractère de service public aux charges d'emprunt supportées par le budget général | Mémoire |
| | | 60 | ***Redevances pour l'occupation du domaine public :*** | |
| | | 61 | Redevances pour l'occupation du domaine public à provenir de l'Office National des Aéroports | 40 000 000 |
| | | 62 | Redevances pour l'occupation du domaine public à provenir de Maroc Telecom | 100 000 000 |
| | | 63 | Redevances pour l'occupation du domaine public à provenir de l'Office d'Exploitation des Ports | 42 000 000 |
| | | 64 | Redevances pour l'occupation du domaine public à provenir d'autres organismes | Mémoire |
| | | 70 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ET DES PARTICIPATIONS*** | **2 203 900 000** |
| | 67 | | **DIRECTION DES ASSURANCES ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE** | |
| | | 10 | Redevances pour délivrance de copies des procès- verbaux des accidents de la circulation | Mémoire |
| | | 20 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES ASSURANCES ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE*** | **Mémoire** |
| | 70 | | **DIRECTION DES DOMAINES** | |
| | | 10 | Vente d'immeubles domaniaux ruraux | 15 000 000 |
| | | 20 | Revenus des immeubles domaniaux (loyers, charges locatives, etc...) | 155 000 000 |
| | | 30 | Successions vacantes et en déshérence | Mémoire |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | | 40 | Pourcentage à l'occasion des ventes et locations publiques | 800 000 |
| | | 50 | Recettes diverses | 500 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES DOMAINES*** | **171 300 000** |
| | 82 | | **DIRECTION DE LA PRIVATISATION** | |
| | | 10 | Produit des cessions de participations de l'Etat | 12 500 000 000 |
| | | 20 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DE LA PRIVATISATION*** | **12 500 000 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION*** | **136 227 244 000** |
| 1.1.15 | | | ***MINISTERE DE LA PECHE MARITIME*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Redevances pour la concession d'emplacement de madragues sur le domaine public maritime | 700 000 |
| | | 20 | Redevances pour licence de pêche en haute mer | 35 000 000 |
| | | 30 | Contribution au titre de la pêche en haute mer | Mémoire |
| | | 40 | Transactions avant jugement sur délits de pêche | 1 000 000 |
| | | 50 | Recettes diverses | 300 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **37 000 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA PECHE MARITIME*** | **37 000 000** |
| 1.1.17 | | | ***MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT*** | |
| | 23 | | **DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES** | |
| | | 10 | Redevances pour l'extraction de matériaux | 8 500 000 |
| | | 20 | Redevance pour l'emploi des eaux terrestres du domaine public | Mémoire |
| | | 30 | Redevance pour l'occupation du domaine public | 2 500 000 |
| | | 40 | Produits à provenir de la concession des eaux d'Oulmès, de Moulay Yacoub et de Sidi Harazem | 600 000 |
| | | 50 | Recettes diverses | 8 000 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES*** | **19 600 000** |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | 41 | | **DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME** | |
| | | 10 | ***Droits de port :*** | |
| | | 11 | Droits de port sur les navires | 1 300 000 |
| | | 12 | Pilotage et remorquage | 450 000 |
| | | 13 | Droits de port sur les passagers et touristes en croisière | 300 000 |
| | | 14 | Droits de port sur les marchandises | 3 200 000 |
| | | 20 | ***Taxes de débarquement :*** | |
| | | 21 | Taxes de débarquement sur les combustibles liquides en vrac | 250 000 |
| | | 22 | Taxes de péage sur le poisson débarqué | 3 100 000 |
| | | 30 | Part de l'Etat dans les bénéfices des sociétés gérantes | Mémoire |
| | | 40 | Vente de matériel de port réformé | Mémoire |
| | | 50 | Droit d'usage du réseau des voies ferrées portuaires | Mémoire |
| | | 60 | Recettes provenant du fonctionnement de l'outillage | 100 000 |
| | | 70 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME*** | **8 700 000** |
| | 90 | | **DOMAINE DU TRANSPORT** | |
| | | 10 | Taxes perçues sur les aéroports | 200 000 |
| | | 20 | Taxes sur les transports privés | 6 000 000 |
| | | 30 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DOMAINE DU TRANSPORT*** | **6 200 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT*** | **34 500 000** |
| 1.1.20 | | | ***MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Produits des fermes expérimentales et des jardins d'essais | 1 000 000 |
| | | 20 | Versements effectués par les propriétaires ou les exploitants agricoles dans le cadre du code des investissements agricoles | Mémoire |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | | 30 | Recettes diverses | 1 000 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **2 000 000** |
| | 43 | | **DIRECTION DE LA PROTECTION DES VEGETAUX, DES CONTROLES TECHNIQUES ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES** | |
| | | 10 | Droits d'analyse des laboratoires | 11 000 000 |
| | | 20 | Droit d'inscription au catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivables au Maroc | 500 000 |
| | | 30 | Recettes diverses | 80 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DE LA PROTECTION DES VEGETAUX, DES CONTROLES TECHNIQUES ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES*** | **11 580 000** |
| | 46 | | **DIRECTION DE L'ELEVAGE** | |
| | | 10 | Recettes des haras | 200 000 |
| | | 20 | Recettes diverses | 180 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DE L'ELEVAGE*** | **380 000** |
| | 90 | | **ADMINISTRATION DE LA CONSERVATION FONCIERE, DU CADASTRE ET DE LA CARTOGRAPHIE** | |
| | | 10 | Excédent de recettes du budget annexe de la Conservation foncière, du cadastre et de la cartographie | Mémoire |
| | | 20 | Participation du budget annexe de la Conservation foncière, du cadastre et de la cartographie aux charges d'emprunt supportées par le budget général | Mémoire |
| | | 30 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION DE LA CONSERVATION FONCIERE, DU CADASTRE ET DE LA CARTOGRAPHIE*** | **Mémoire** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL*** | **13 960 000** |
| 1.1.26 | | | ***MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Taxe d'estampillage | 700 000 |
| | | 20 | Taxe d'inspection | Mémoire |
| | | 30 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **700 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE*** | **700 000** |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| 1.1.27 | | | ***MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Taxe sur les permis de recherches minières, permis d'exploitation, taxe de mutation | 3 000 000 |
| | | 20 | Droits d'analyse des laboratoires | 1 000 000 |
| | | 30 | Recettes diverses | 6 000 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **10 000 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES*** | **10 000 000** |
| 1.1.28 | | | ***MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TELECOMMUNICATIONS*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Taxe de vérification des poids et mesures | 5 500 000 |
| | | 20 | Recettes afférentes aux brevets d'invention, dépôts de dessins et modèles, marques de fabriques etc... | Mémoire |
| | | 30 | Recettes afférentes aux prestations rendues par les services du registre central du commerce | Mémoire |
| | | 40 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **5 500 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TELECOMMUNICATIONS*** | **5 500 000** |
| 1.1.34 | | | ***ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Remboursement de fournitures pharmaceutiques et de matériel, de frais de traitement et d'hospitalisation dans les formations hospitalières des Forces Armées Royales | 3 000 000 |
| | | 20 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **3 000 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE*** | **3 000 000** |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| 1.1.45 | | | ***PREMIER MINISTRE - EAUX ET FORETS ET LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION-*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Produits des forêts | 3 000 000 |
| | | 20 | Recettes diverses | 200 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **3 200 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE PREMIER MINISTRE - EAUX ET FORETS ET LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION-*** | **3 200 000** |
| 1.1.00 | | | ***ADMINISTRATIONS DIVERSES*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | Cartes et documents divers édités par les ministères | 12 500 000 |
| | | 20 | Reversements sur traitements et salaires | 90 000 000 |
| | | 30 | Reversements de fonds sur les dépenses budgétaires | 800 000 |
| | | 40 | ***Fonds de concours :*** | |
| | | 41 | Fonds de concours (coopération internationale) | Mémoire |
| | | 42 | Fonds de concours à rattacher à divers services | Mémoire |
| | | 50 | Produits des legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques | Mémoire |
| | | 60 | Recettes exceptionnelles d'ordre | Mémoire |
| | | 70 | Report des crédits disponibles au budget de l'année précédente | Mémoire |
| | | 80 | Recettes diverses en atténuation de dépenses | 700 000 |
| | | 90 | Recettes diverses | 10 000 000 |
| | | | ***TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE*** | **114 000 000** |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATIONS DIVERSES*** | **114 000 000** |
| | | | ***TOTAL GENERAL DU BUDGET GENERAL*** | **136 768 879 000** |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

## II. Budget annexe de la radiodiffusion et de la télévision marocaine

| CHAPITRE | ARTICLE | PARAGRAPHE | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| 2.1.1.09 | | | ***PREMIERE PARTIE : - Recettes d'exploitation*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | |
| | | 10 | ***Redevances et contributions :*** | |
| | | 11 | Redevances radiophoniques | Mémoire |
| | | 12 | Redevances pour droits d'usages des postes de télévision | Mémoire |
| | | 13 | Contribution au profit de la radiodiffusion et de la télévision marocaine | 25 000 000 |
| | | 14 | Taxe pour la promotion du paysage audiovisuel national | 230 000 000 |
| | | 20 | Recettes afférentes aux émissions publiques de variétés et de théâtre | Mémoire |
| | | 30 | ***Produits de la publicité :*** | |
| | | 31 | Produits de la vente de la revue et de la publicité y afférente | Mémoire |
| | | 32 | Recettes afférentes à la publicité sur les antennes de Radio-Tanger | Mémoire |
| | | 33 | Excédents de recettes du service autonome de publicité | 110 000 000 |
| | | 40 | Produits de la vente des objets mobiliers réformés | Mémoire |
| | | 50 | Recettes diverses et accidentelles | 25 000 000 |
| | | 60 | Loyers des agents logés | Mémoire |
| | | 70 | ***Fonds de concours :*** | |
| | | 71 | Subvention du budget général pour la couverture du déficit d'exploitation | 135 892 000 |
| | | 72 | Fonds de concours divers | Mémoire |
| | | 80 | ***Reversements :*** | |
| | | 81 | Reversements sur traitements et salaires | Mémoire |
| | | 82 | Reversements de fonds sur les dépenses budgétaires | Mémoire |
| | | | *TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION* | 525 892 000 |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| CHAPITRE | ARTICLE | PARAGRAPHE | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|---|---|
| 2.2.1.09 | | | ***DEUXIEME PARTIE : - Recettes d'investissement*** | |
| | 00 | | **ADMINISTRATION GENERALE** | - |
| | | 10 | ***Fonds de concours :*** | |
| | | 11 | Fonds de concours de la première partie du budget annexe affecté aux investissements | Mémoire |
| | | 12 | Fonds de concours du titre II du budget général | 174 174 000 |
| | | 13 | Fonds de concours divers | Mémoire |
| | | 20 | Reversements après clôture de l'exercice | Mémoire |
| | | 30 | Report des crédits disponibles au budget de l'année précédente | Mémoire |
| | | | ***TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT*** | 174 174 000 |
| | | | ***TOTAL DU CHAPITRE BUDGET ANNEXE DE LA RADIODIFFUSION ET DE LA TELEVISION MAROCAINE*** | 700 066 000 |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

## III – Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome

| Code | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| | ***PREMIERE PARTIE : RECETTES D'EXPLOITATION*** | |
| | ***PREMIER MINISTRE*** | |
| 4.1.1.0.04.01 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM | 22 400 000 |
| | ***TOTAL*** | **22 400 000** |
| | ***MINISTERE DE LA JUSTICE*** | |
| 4.1.1.0.06.01 | SERVICE AUTONOME DES UNITES DE PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE | 5 500 000 |
| 4.1.1.0.06.02 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR SUPREME | 900 000 |
| | ***TOTAL*** | **6 400 000** |
| | ***MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION*** | |
| 4.1.1.0.07.01 | COMMISSARIAT GENERAL DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE , EXPO 2000 HANOVRE | - |
| | ***TOTAL*** | - |
| | ***MINISTERE DE LA COMMUNICATION*** | |
| 4.1.1.0.09.01 | SERVICE AUTONOME DE PUBLICITE | 170 000 000 |
| 4.1.1.0.09.02 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 3 578 000 |
| | ***TOTAL*** | **173 578 000** |
| | ***MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*** | |
| 4.1.1.0.10.01 | CITE UNIVERSITAIRE MOULAY ISMAIL A RABAT | - |
| 4.1.1.0.10.02 | CITE UNIVERSITAIRE DE L'AGDAL A RABAT | - |
| 4.1.1.0.10.03 | CITE UNIVERSITAIRE SOUISSI I A RABAT | - |
| 4.1.1.0.10.04 | CITE UNIVERSITAIRE SOUISSI II A RABAT | - |
| 4.1.1.0.10.05 | CITE UNIVERSITAIRE A CASABLANCA | - |
| 4.1.1.0.10.06 | CITE UNIVERSITAIRE A OUJDA | - |
| 4.1.1.0.10.07 | CITE UNIVERSITAIRE A MARRAKECH | - |
| 4.1.1.0.10.08 | CITE UNIVERSITAIRE DHAR EL MAHRAZ I A FES | - |
| 4.1.1.0.10.09 | CITE UNIVERSITAIRE SAISS A FES | - |
| 4.1.1.0.10.10 | CITE UNIVERSITAIRE A ERRACHIDIA | - |
| 4.1.1.0.10.11 | CITE UNIVERSITAIRE DHAR EL MAHRAZ II A FES | - |
| 4.1.1.0.10.12 | CITE UNIVERSITAIRE A KENITRA | - |
| 4.1.1.0.10.13 | CITE UNIVERSITAIRE A TETOUAN | - |
| 4.1.1.0.10.14 | CITE UNIVERSITAIRE A MEKNES | - |
| 4.1.1.0.10.15 | CITE UNIVERSITAIRE A AGADIR | - |
| 4.1.1.0.10.16 | CITE UNIVERSITAIRE A EL JADIDA | - |
| 4.1.1.0.10.17 | CITE UNIVERSITAIRE A SETTAT | - |
| 4.1.1.0.10.18 | CITE UNIVERSITAIRE A TANGER | - |
| 4.1.1.0.10.19 | CITE UNIVERSITAIRE A BENI MELLAL | - |
| | ***TOTAL*** | - |
| | ***MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE*** | |
| 4.1.1.0.11.01 | DIVISION DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE | - |
| 4.1.1.0.11.02 | DIVISION DE LA COOPERATION | - |
| 4.1.1.0.11.03 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA | 5 000 000 |
| | ***TOTAL*** | **5 000 000** |
| | ***MINISTERE DE LA SANTE*** | |
| 4.1.1.0.12.01 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUARZAZATE | 5 600 000 |
| 4.1.1.0.12.02 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'INEZGANE | 4 100 000 |
| 4.1.1.0.12.03 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAROUDANTE | 5 100 000 |
| 4.1.1.0.12.04 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TIZNIT | 4 600 000 |
| 4.1.1.0.12.05 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL KELAA | 6 500 000 |
| 4.1.1.0.12.06 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ESSAOUIRA | 5 700 000 |
| 4.1.1.0.12.07 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL JADIDA | 7 500 000 |
| 4.1.1.0.12.08 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SAFI | 10 500 000 |
| 4.1.1.0.12.09 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHOURIBGA | 7 400 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 4.1.1.0.12.10 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SETTAT | 9 000 000 |
| 4.1.1.0.12.11 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE FES-MEDINA | 2 150 000 |
| 4.1.1.0.12.12 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOULEMANE | 2 500 000 |
| 4.1.1.0.12.13 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SEFROU | 2 700 000 |
| 4.1.1.0.12.14 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KENITRA | 12 400 000 |
| 4.1.1.0.12.15 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI KACEM | 5 300 000 |
| 4.1.1.0.12.16 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHEFCHAOUEN | 3 000 000 |
| 4.1.1.0.12.17 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE LARACHE | 6 000 000 |
| 4.1.1.0.12.18 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TANGER | 10 850 000 |
| 4.1.1.0.12.19 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TETOUAN | 8 800 000 |
| 4.1.1.0.12.20 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ERRACHIDIA | 6 100 000 |
| 4.1.1.0.12.21 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'IFRANE | 2 400 000 |
| 4.1.1.0.12.22 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHENIFRA | 6 600 000 |
| 4.1.1.0.12.23 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'AL HOCEIMA | 6 250 000 |
| 4.1.1.0.12.24 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAZA | 6 150 000 |
| 4.1.1.0.12.25 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FIGUIG | 2 450 000 |
| 4.1.1.0.12.26 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NADOR | 8 300 000 |
| 4.1.1.0.12.27 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERKANE | 2 000 000 |
| 4.1.1.0.12.28 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE OUED EDDAHAB | 1 500 000 |
| 4.1.1.0.12.29 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE | 7 950 000 |
| 4.1.1.0.12.30 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAN-TAN | 4 400 000 |
| 4.1.1.0.12.31 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL | 11 000 000 |
| 4.1.1.0.12.32 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'AGADIR | 12 900 000 |
| 4.1.1.0.12.33 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MARRAKECH-MEDINA | 8 500 000 |
| 4.1.1.0.12.34 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MARRAKECH-MENARA | 10 400 000 |
| 4.1.1.0.12.35 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'AIN SEBAA | 8 500 000 |
| 4.1.1.0.12.36 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'EL FIDA | 11 000 000 |
| 4.1.1.0.12.37 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE BEN MSIK | 7 500 000 |
| 4.1.1.0.12.38 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE CASA ANFA | 7 300 000 |
| 4.1.1.0.12.39 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MOHAMMADIA | 3 800 000 |
| 4.1.1.0.12.40 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SALE | 5 600 000 |
| 4.1.1.0.12.41 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SKHIRAT | 1 500 000 |
| 4.1.1.0.12.42 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHEMISSET | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.12.43 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL FES JDID DAR DBIBAGH | 11 000 000 |
| 4.1.1.0.12.44 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL ZOUAGHA MOULAY YAACOUB | 6 200 000 |
| 4.1.1.0.12.45 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES EL MENZEH | 16 000 000 |
| 4.1.1.0.12.46 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL OUJDA-ANGAD | 12 000 000 |
| 4.1.1.0.12.47 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT | 32 000 000 |
| 4.1.1.0.12.48 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA | 19 000 000 |
| 4.1.1.0.12.49 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE | 4 000 000 |
| 4.1.1.0.12.50 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION | 2 000 000 |
| 4.1.1.0.12.51 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE | 2 000 000 |
| 4.1.1.0.12.52 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHICHAOUA | - |
| 4.1.1.0.12.53 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE AIN CHOC - HAY HASSANI | - |
| 4.1.1.0.12.54 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOUNATE | - |
| 4.1.1.0.12.55 | CENTRE HOSPITALIER PREFETORAL DE RABAT | - |
| | ***TOTAL*** | **371 000 000** |
| | ***MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION*** | |
| 4.1.1.0.13.01 | DIVISION DE L'ORDONNANCEMENT ET DU TRAITEMENT INFORMATIQUE | 35 000 000 |
| 4.1.1.0.13.03 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION | 7 000 000 |
| 4.1.1.0.13.04 | DIVISION DES OPERATIONS BANCAIRES | 7 000 000 |
| | ***TOTAL*** | **49 000 000** |
| | ***MINISTERE DU TOURISME*** | |
| 4.1.1.0.14.01 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER | 7 933 000 |
| 4.1.1.0.14.02 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA | 3 471 000 |
| 4.1.1.0.14.03 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR | 3 222 000 |
| 4.1.1.0.14.04 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA | 3 106 000 |
| 4.1.1.0.14.05 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD | 2 561 000 |
| 4.1.1.0.14.06 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES | 2 800 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 4.1.1.0.14.07 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH | 3 250 000 |
| 4.1.1.0.14.08 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 2 627 000 |
| 4.1.1.0.14.09 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA | 2 425 000 |
| 4.1.1.0.14.10 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE | 2 865 000 |
| 4.1.1.0.14.11 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER | 1 500 000 |
| 4.1.1.0.14.12 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH | 2 215 000 |
| 4.1.1.0.14.13 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE | 2 500 000 |
| 4.1.1.0.14.14 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA | 2 478 000 |
| 4.1.1.0.14.15 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 1 437 000 |
| 4.1.1.0.14.16 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS | 2 685 000 |
| | *TOTAL* | **47 075 000** |
| | *MINISTERE DE LA PECHE MARITIME* | |
| 4.1.1.0.15.01 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES | 29 450 000 |
| 4.1.1.0.15.02 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - AL HOCEIMA | 3 400 000 |
| 4.1.1.0.15.03 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - SAFI | 4 120 000 |
| 4.1.1.0.15.04 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - AGADIR | 5 800 000 |
| 4.1.1.0.15.05 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - TAN TAN | 4 600 000 |
| 4.1.1.0.15.06 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE MARITIME - LARACHE | 3 350 000 |
| 4.1.1.0.15.08 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE MARITIME-LAAYOUNE | 6 140 000 |
| | *TOTAL* | **56 860 000** |
| | *SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT* | |
| 4.1.1.0.16.01 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE | 9 800 000 |
| | *TOTAL* | **9 800 000** |
| | *MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT* | |
| 4.1.1.0.17.02 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES | 11 550 000 |
| 4.1.1.0.17.03 | DIVISION D'ENTRETIEN , D'EXPLOITATION ET DE SECURITE ROUTIERE | 6 000 000 |
| 4.1.1.0.17.04 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES | 10 900 000 |
| 4.1.1.0.17.05 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT | 11 900 000 |
| 4.1.1.0.17.06 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH | 9 800 000 |
| 4.1.1.0.17.07 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES | 7 590 000 |
| 4.1.1.0.17.08 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA | 8 200 000 |
| 4.1.1.0.17.09 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA | 10 550 000 |
| 4.1.1.0.17.10 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR | 14 900 000 |
| 4.1.1.0.17.11 | SERVICE DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.17.12 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES | 7 000 000 |
| 4.1.1.0.17.13 | DIRECTION DE LA SECURITE DES TRANSPORTS ROUTIERS | 45 000 000 |
| | *TOTAL* | **148 390 000** |
| | *MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL* | |
| 4.1.1.0.20.01 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | 2 270 000 |
| 4.1.1.0.20.02 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT-KENITRA | 2 620 000 |
| 4.1.1.0.20.03 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA | 1 850 000 |
| 4.1.1.0.20.04 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET | 2 000 000 |
| 4.1.1.0.20.05 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR | 1 500 000 |
| 4.1.1.0.20.06 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA | 2 300 000 |
| | *TOTAL* | **12 540 000** |
| | *PREMIER MINISTRE - SPORTS-* | |
| 4.1.1.0.21.01 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA | 12 060 000 |
| 4.1.1.0.21.02 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT | 5 300 000 |
| 4.1.1.0.21.03 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | 12 000 000 |
| 4.1.1.0.21.04 | SEGMA CHARGE DE LA PREPARATION DE LA CANDIDATURE DU MAROC A L'ORGANISATION DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2006 | - |
| | *TOTAL* | **29 360 000** |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| | ***MINISTERE DES HABOUS ET AFFAIRES ISLAMIQUES*** | |
| 4.1.1.0.23.01 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES RELATIONS ISLAMIQUES | 14 000 000 |
| | ***TOTAL*** | **14 000 000** |
| | ***MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE*** | |
| 4.1.1.0.26.01 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | - |
| | ***TOTAL*** | - |
| | ***MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES*** | |
| 4.1.1.0.27.01 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA | 2 883 000 |
| 4.1.1.0.27.02 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH | 3 635 000 |
| | ***TOTAL*** | **6 518 000** |
| | ***MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TELECOMMUNICATIONS*** | |
| 4.1.1.0.28.01 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT | 40 900 000 |
| | ***TOTAL*** | **40 900 000** |
| | ***MINISTERE DE LA CULTURE*** | |
| 4.1.1.0.29.01 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL | 1 971 000 |
| | ***TOTAL*** | **1 971 000** |
| | ***MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME*** | |
| 4.1.1.0.30.01 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE | 5 893 000 |
| | ***TOTAL*** | **5 893 000** |
| | ***MINISTERE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE*** | |
| 4.1.1.0.31.01 | SERVICE D'ACCUEIL , D'ASSISTANCE ET D'EVALUATION DES PROGRAMMES GERE DE MANIERE AUTONOME | - |
| | ***TOTAL*** | - |
| | ***MINISTERE CHARGE DE LA MODERNISATION DES SECTEURS PUBLICS*** | |
| 4.1.1.0.33.01 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION | 5 150 000 |
| | ***TOTAL*** | **5 150 000** |
| | ***ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE*** | |
| 4.1.1.0.34.01 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE | 10 681 000 |
| 4.1.1.0.34.02 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT | 123 293 000 |
| 4.1.1.0.34.03 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH | 47 497 000 |
| 4.1.1.0.34.04 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES | 49 744 000 |
| 4.1.1.0.34.05 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE | 9 867 000 |
| 4.1.1.0.34.06 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA | 4 813 000 |
| | ***TOTAL*** | **245 895 000** |
| | ***PREMIER MINISTRE - PREVISION ECONOMIQUE ET PLAN -*** | |
| 4.1.1.0.42.01 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 10 240 000 |
| 4.1.1.0.42.02 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION | 3 700 000 |
| 4.1.1.0.42.03 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION | 4 055 000 |
| | ***TOTAL*** | **17 995 000** |
| | ***PREMIER MINISTRE - EAUX ET FORETS ET LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION-*** | |
| 4.1.1.0.45.01 | PARC ZOOLOGIQUE NATIONAL | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.45.02 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS | 30 000 000 |
| 4.1.1.0.45.03 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA | - |
| | ***TOTAL*** | **35 000 000** |
| | ***MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT*** | |
| 4.1.1.0.46.01 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME | 2 944 000 |
| 4.1.1.0.46.03 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE | 36 000 000 |
| 4.1.1.0.46.04 | DIRECTION DE L'OBSERVATION , DES ETUDES ET DE LA COORDINATION | 1 800 000 |
| | ***TOTAL*** | **40 744 000** |
| | **TOTAL GENERAL DES RECETTES D'EXPLOITATION** | **1 345 469 000** |
| | ***DEUXIEME PARTIE : RECETTES D'INVESTISSEMENT*** | |
| | ***PREMIER MINISTRE*** | |
| 4.1.2.0.04.01 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM | - |
| | ***TOTAL*** | - |
| | ***MINISTERE DE LA JUSTICE*** | |
| 4.1.2.0.06.01 | SERVICE AUTONOME DES UNITES DE PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE | - |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 4.1.2.0.06.02 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR SUPREME | - |
| | *TOTAL* | - |
| | *MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION* | |
| 4.1.2.0.07.01 | COMMISSARIAT GENERAL DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE , EXPO 2000 HANOVRE | - |
| | *TOTAL* | - |
| | *MINISTERE DE LA COMMUNICATION* | |
| 4.1.2.0.09.01 | SERVICE AUTONOME DE PUBLICITE | - |
| 4.1.2.0.09.02 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 3 040 000 |
| | *TOTAL* | **3 040 000** |
| | *MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE* | |
| 4.1.2.0.10.01 | CITE UNIVERSITAIRE MOULAY ISMAIL A RABAT | - |
| 4.1.2.0.10.02 | CITE UNIVERSITAIRE DE L'AGDAL A RABAT | - |
| 4.1.2.0.10.03 | CITE UNIVERSITAIRE SOUISSI I A RABAT | - |
| 4.1.2.0.10.04 | CITE UNIVERSITAIRE SOUISSI II A RABAT | - |
| 4.1.2.0.10.05 | CITE UNIVERSITAIRE A CASABLANCA | - |
| 4.1.2.0.10.06 | CITE UNIVERSITAIRE A OUJDA | - |
| 4.1.2.0.10.07 | CITE UNIVERSITAIRE A MARRAKECH | - |
| 4.1.2.0.10.08 | CITE UNIVERSITAIRE DHAR EL MAHRAZ I A FES | - |
| 4.1.2.0.10.09 | CITE UNIVERSITAIRE SAISS A FES | - |
| 4.1.2.0.10.10 | CITE UNIVERSITAIRE A ERRACHIDIA | - |
| 4.1.2.0.10.11 | CITE UNIVERSITAIRE DHAR EL MAHRAZ II A FES | - |
| 4.1.2.0.10.12 | CITE UNIVERSITAIRE A KENITRA | - |
| 4.1.2.0.10.13 | CITE UNIVERSITAIRE A TETOUAN | - |
| 4.1.2.0.10.14 | CITE UNIVERSITAIRE A MEKNES | - |
| 4.1.2.0.10.15 | CITE UNIVERSITAIRE A AGADIR | - |
| 4.1.2.0.10.16 | CITE UNIVERSITAIRE A EL JADIDA | - |
| 4.1.2.0.10.17 | CITE UNIVERSITAIRE A SETTAT | - |
| 4.1.2.0.10.18 | CITE UNIVERSITAIRE A TANGER | - |
| 4.1.2.0.10.19 | CITE UNIVERSITAIRE A BENI MELLAL | - |
| | *TOTAL* | - |
| | *MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE* | |
| 4.1.2.0.11.01 | DIVISION DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE | - |
| 4.1.2.0.11.02 | DIVISION DE LA COOPERATION | - |
| 4.1.2.0.11.03 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA | - |
| | *TOTAL* | - |
| | *MINISTERE DE LA SANTE* | |
| 4.1.2.0.12.01 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUARZAZATE | - |
| 4.1.2.0.12.02 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'INEZGANE | - |
| 4.1.2.0.12.03 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAROUDANTE | - |
| 4.1.2.0.12.04 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TIZNIT | - |
| 4.1.2.0.12.05 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL KELAA | - |
| 4.1.2.0.12.06 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ESSAOUIRA | - |
| 4.1.2.0.12.07 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL JADIDA | - |
| 4.1.2.0.12.08 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SAFI | - |
| 4.1.2.0.12.09 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHOURIBGA | - |
| 4.1.2.0.12.10 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SETTAT | - |
| 4.1.2.0.12.11 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE FES-MEDINA | - |
| 4.1.2.0.12.12 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOULEMANE | - |
| 4.1.2.0.12.13 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SEFROU | - |
| 4.1.2.0.12.14 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KENITRA | - |
| 4.1.2.0.12.15 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI KACEM | - |
| 4.1.2.0.12.16 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHEFCHAOUEN | - |
| 4.1.2.0.12.17 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE LARACHE | - |
| 4.1.2.0.12.18 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TANGER | - |
| 4.1.2.0.12.19 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TETOUAN | - |
| 4.1.2.0.12.20 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ERRACHIDIA | - |
| 4.1.2.0.12.21 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'IFRANE | - |
| 4.1.2.0.12.22 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHENIFRA | - |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 4.1.2.0.12.23 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'AL HOCEIMA | - |
| 4.1.2.0.12.24 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAZA | - |
| 4.1.2.0.12.25 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FIGUIG | - |
| 4.1.2.0.12.26 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NADOR | - |
| 4.1.2.0.12.27 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERKANE | - |
| 4.1.2.0.12.28 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE OUED EDDAHAB | - |
| 4.1.2.0.12.29 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE | - |
| 4.1.2.0.12.30 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAN-TAN | - |
| 4.1.2.0.12.31 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL | - |
| 4.1.2.0.12.32 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'AGADIR | - |
| 4.1.2.0.12.33 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MARRAKECH-MEDINA | - |
| 4.1.2.0.12.34 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MARRAKECH-MENARA | - |
| 4.1.2.0.12.35 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'AIN SEBAA | - |
| 4.1.2.0.12.36 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'EL FIDA | - |
| 4.1.2.0.12.37 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE BEN MSIK | - |
| 4.1.2.0.12.38 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE CASA ANFA | - |
| 4.1.2.0.12.39 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MOHAMMADIA | - |
| 4.1.2.0.12.40 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SALE | - |
| 4.1.2.0.12.41 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SKHIRAT | - |
| 4.1.2.0.12.42 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHEMISSET | - |
| 4.1.2.0.12.43 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL FES JDID DAR DBIBAGH | - |
| 4.1.2.0.12.44 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL ZOUAGHA MOULAY YAACOUB | - |
| 4.1.2.0.12.45 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES EL MENZEH | - |
| 4.1.2.0.12.46 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL OUJDA-ANGAD | - |
| 4.1.2.0.12.47 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT | - |
| 4.1.2.0.12.48 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA | - |
| 4.1.2.0.12.49 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE | - |
| 4.1.2.0.12.50 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION | - |
| 4.1.2.0.12.51 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE | - |
| 4.1.2.0.12.52 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHICHAOUA | - |
| 4.1.2.0.12.53 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE AIN CHOC - HAY HASSANI | - |
| 4.1.2.0.12.54 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOUNATE | - |
| 4.1.2.0.12.55 | CENTRE HOSPITALIER PREFETORAL DE RABAT | - |
| | ***TOTAL*** | - |
| | ***MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION*** | |
| 4.1.2.0.13.01 | DIVISION DE L'ORDONNANCEMENT ET DU TRAITEMENT INFORMATIQUE | 40 000 000 |
| 4.1.2.0.13.03 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION | 8 500 000 |
| 4.1.2.0.13.04 | DIVISION DES OPERATIONS BANCAIRES | 9 000 000 |
| | ***TOTAL*** | **57 500 000** |
| | ***MINISTERE DU TOURISME*** | |
| 4.1.2.0.14.01 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER | 680 000 |
| 4.1.2.0.14.02 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA | 580 000 |
| 4.1.2.0.14.03 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR | 430 000 |
| 4.1.2.0.14.04 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA | 530 000 |
| 4.1.2.0.14.05 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD | 480 000 |
| 4.1.2.0.14.06 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES | 380 000 |
| 4.1.2.0.14.07 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH | 800 000 |
| 4.1.2.0.14.08 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 380 000 |
| 4.1.2.0.14.09 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA | 380 000 |
| 4.1.2.0.14.10 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE | 430 000 |
| 4.1.2.0.14.11 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.14.12 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH | 380 000 |
| 4.1.2.0.14.13 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE | 530 000 |
| 4.1.2.0.14.14 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA | 450 000 |
| 4.1.2.0.14.15 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 380 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 4.1.2.0.14.16 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS | 350 000 |
| | *TOTAL* | **8 160 000** |
| | ***MINISTERE DE LA PECHE MARITIME*** | |
| 4.1.2.0.15.01 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES | 4 238 000 |
| 4.1.2.0.15.02 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - AL HOCEIMA | 212 000 |
| 4.1.2.0.15.03 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - SAFI | 700 000 |
| 4.1.2.0.15.04 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - AGADIR | 2 000 000 |
| 4.1.2.0.15.05 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - TAN TAN | 300 000 |
| 4.1.2.0.15.06 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE MARITIME - LARACHE | 700 000 |
| 4.1.2.0.15.08 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE MARITIME-LAAYOUNE | 600 000 |
| | *TOTAL* | **8 750 000** |
| | ***SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT*** | |
| 4.1.2.0.16.01 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE | - |
| | *TOTAL* | - |
| | ***MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT*** | |
| 4.1.2.0.17.02 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES | - |
| 4.1.2.0.17.03 | DIVISION D'ENTRETIEN , D'EXPLOITATION ET DE SECURITE ROUTIERE | - |
| 4.1.2.0.17.04 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES | - |
| 4.1.2.0.17.05 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT | - |
| 4.1.2.0.17.06 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH | - |
| 4.1.2.0.17.07 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES | - |
| 4.1.2.0.17.08 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA | - |
| 4.1.2.0.17.09 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA | - |
| 4.1.2.0.17.10 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR | - |
| 4.1.2.0.17.11 | SERVICE DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER | - |
| 4.1.2.0.17.12 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.17.13 | DIRECTION DE LA SECURITE DES TRANSPORTS ROUTIERS | - |
| | *TOTAL* | **1 000 000** |
| | ***MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL*** | |
| 4.1.2.0.20.01 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | - |
| 4.1.2.0.20.02 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT-KENITRA | - |
| 4.1.2.0.20.03 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA | - |
| 4.1.2.0.20.04 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET | - |
| 4.1.2.0.20.05 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR | - |
| 4.1.2.0.20.06 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA | - |
| | *TOTAL* | - |
| | ***PREMIER MINISTRE - SPORTS-*** | |
| 4.1.2.0.21.01 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA | - |
| 4.1.2.0.21.02 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT | - |
| 4.1.2.0.21.03 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | - |
| 4.1.2.0.21.04 | SEGMA CHARGE DE LA PREPARATION DE LA CANDIDATURE DU MAROC A L'ORGANISATION DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2006 | - |
| | *TOTAL* | - |
| | ***MINISTERE DES HABOUS ET AFFAIRES ISLAMIQUES*** | |
| 4.1.2.0.23.01 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES RELATIONS ISLAMIQUES | - |
| | *TOTAL* | - |
| | ***MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE*** | |
| 4.1.2.0.26.01 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | - |
| | *TOTAL* | - |
| | ***MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES*** | |
| 4.1.2.0.27.01 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA | 190 000 |
| 4.1.2.0.27.02 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH | 380 000 |
| | *TOTAL* | **570 000** |
| | ***MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TELECOMMUNICATIONS*** | |
| 4.1.2.0.28.01 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT | - |
| | *TOTAL* | - |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| | ***MINISTERE DE LA CULTURE*** | |
| 4.1.2.0.29.01 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL | - |
| | ***TOTAL*** | - |
| | ***MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME*** | |
| 4.1.2.0.30.01 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE | 1 300 000 |
| | ***TOTAL*** | **1 300 000** |
| | ***MINISTERE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE*** | |
| 4.1.2.0.31.01 | SERVICE D'ACCUEIL , D'ASSISTANCE ET D'EVALUATION DES PROGRAMMES GERE DE MANIERE AUTONOME | - |
| | ***TOTAL*** | - |
| | ***MINISTERE CHARGE DE LA MODERNISATION DES SECTEURS PUBLICS*** | |
| 4.1.2.0.33.01 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION | 1 000 000 |
| | ***TOTAL*** | **1 000 000** |
| | ***ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE*** | |
| 4.1.2.0.34.01 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE | 2 000 000 |
| 4.1.2.0.34.02 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT | - |
| 4.1.2.0.34.03 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH | - |
| 4.1.2.0.34.04 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES | - |
| 4.1.2.0.34.05 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE | - |
| 4.1.2.0.34.06 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA | - |
| | ***TOTAL*** | **2 000 000** |
| | ***PREMIER MINISTRE - PREVISION ECONOMIQUE ET PLAN -*** | |
| 4.1.2.0.42.01 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 1 800 000 |
| 4.1.2.0.42.02 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION | 8 970 000 |
| 4.1.2.0.42.03 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION | - |
| | ***TOTAL*** | **10 770 000** |
| | ***PREMIER MINISTRE - EAUX ET FORETS ET LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION-*** | |
| 4.1.2.0.45.01 | PARC ZOOLOGIQUE NATIONAL | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.45.02 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS | 20 000 000 |
| 4.1.2.0.45.03 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA | - |
| | ***TOTAL*** | **21 000 000** |
| | ***MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT*** | |
| 4.1.2.0.46.01 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME | 1 500 000 |
| 4.1.2.0.46.03 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE | - |
| 4.1.2.0.46.04 | DIRECTION DE L'OBSERVATION , DES ETUDES ET DE LA COORDINATION | 1 412 000 |
| | ***TOTAL*** | **2 912 000** |
| | TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | **118 002 000** |
| | ***TOTAL GENERAL DES RECETTES DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME*** | **1 463 471 000** |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

**IV. Comptes spéciaux du trésor**

| CODE | DESIGNATION DES COMPTES | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| | ***3.1 - COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE*** | |
| 3.1 .00.01.1 | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel | 120 000 000 |
| 3.1 .00.02.1 | Fonds de développement du crin végétal | Mémoire |
| 3.1 .00.03.1 | Fonds de soutien aux services de la réglementation et du contrôle des prix et des stocks de sécurité | 20 000 000 |
| 3.1 .00.04.1 | Fonds de la lutte contre les effets de la sécheresse | Mémoire |
| 3.1 .00.05.1 | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes | 200 000 000 |
| 3.1 .04.02.1 | Fonds pour le développement rural | Mémoire |
| 3.1 .04.03.1 | Fonds de promotion des investissements | Mémoire |
| 3.1 .06.03.1 | Fonds spécial pour l'extension et la rénovation des juridictions et des établissements pénitentiaires | 350 000 000 |
| 3.1 .08.03.1 | Fonds spécial pour la sauvegarde de la cité de Fès | Mémoire |
| 3.1 .08.04.1 | Part des collectivités locales dans le produit de la T.V.A | 7 651 629 000 |
| 3.1 .08.05.1 | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile | 184 240 000 |
| 3.1 .08.06.1 | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions | 301 350 000 |
| 3.1 .08.07.1 | Fonds de péréquation et de développement régional | Mémoire |
| 3.1 .08.08.1 | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage | 566 500 000 |
| 3.1 .09.02.1 | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel national | 262 000 000 |
| 3.1 .10.01.1 | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique | Mémoire |
| 3.1 .12.01.1 | Fonds spécial de la pharmacie centrale | 256 000 000 |
| 3.1 .13.02.1 | Fonds spécial pour la promotion hôtelière | Mémoire |
| 3.1 .13.03.1 | Fonds de remploi domanial | 587 100 000 |
| 3.1 .13.04.1 | Fonds spécial du produit des loteries | 24 000 000 |
| 3.1 .13.05.1 | Fonds des tabacs pour l'octroi de secours | 50 000 000 |
| 3.1 .13.06.1 | Fonds spécial de surveillance et de contrôle des assureurs et des sociétés d'assurances | 26 000 000 |
| 3.1 .13.07.1 | Fonds de majoration des rentes viagères servies par les compagnies d'assurances | 3 000 |
| 3.1 .13.08.1 | Masse des services financiers | 320 000 000 |
| 3.1 .13.09.1 | Fonds de la réforme agraire | 10 000 000 |
| 3.1 .13.12.1 | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères | Mémoire |
| 3.1 .13.17.1 | Fonds spécial de la zakat | Mémoire |
| 3.1 .13.18.1 | Fonds de solidarité des assurances | 445 000 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| CODE | DESIGNATION DES COMPTES | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 3.1 .13.19.1 | Fonds de soutien à certains promoteurs | 150 000 000 |
| 3.1 .13.20.1 | Fonds spécial pour le financement des programmes socio-économiques | 300 000 000 |
| 3.1 .13.21.1 | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires | 1 100 000 000 |
| 3.1 .13.22.1 | Liquidation de la Caisse générale des crédits de Tétouan | Mémoire |
| 3.1 .17.01.1 | Fonds spécial routier | 1 500 000 000 |
| 3.1 .17.03.1 | Fonds de délimitation du domaine public maritime et portuaire | 18 500 000 |
| 3.1 .20.03.1 | Fonds spécial de sauvegarde et de protection du cheptel | 85 000 000 |
| 3.1 .20.05.1 | Fonds de développement agricole | 600 000 000 |
| 3.1 .21.01.1 | Fonds national du développement du sport | 430 000 000 |
| 3.1 .29.01.1 | Fonds national pour l'action culturelle | 33 000 000 |
| 3.1 .30.01.1 | Fonds national pour l'achat et l'équipement de terrains | 80 000 000 |
| 3.1 .30.02.1 | Fonds solidarité habitat | 400 000 000 |
| 3.1 .34.01.1 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix | Mémoire |
| 3.1 .45.01.1 | Fonds national forestier | 200 000 000 |
| 3.1 .45.02.1 | Fonds de la taxe de réfection des chemins forestiers | 2 000 000 |
| 3.1 .45.03.1 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale | 14 000 000 |
| 3.1 .46.01.1 | Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales | 250 000 000 |
| | ***TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE*** | **16 536 322 000** |
| | ***3.4 - COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX*** | |
| 3.4 .13.01.1 | Opérations avec l'Agence internationale pour le développement | Mémoire |
| 3.4 13.02.1 | Opérations avec le Fonds monétaire international | Mémoire |
| 3.4 .13.03.1 | Opérations avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement | Mémoire |
| 3.4 .13.04.1 | Opérations avec la Société financière internationale | Mémoire |
| 3.4 .13.05.1 | Opérations avec la Banque africaine de développement | Mémoire |
| 3.4 .13.06.1 | Opérations avec le Fonds arabe pour le développement économique et social | Mémoire |
| 3.4 .13.07.1 | Opérations avec le Fonds de garantie des investissements | Mémoire |
| 3.4 .13.08.1 | Fonds Arabo-africain pour la coopération technique | Mémoire |
| 3.4 .13.09.1 | Banque islamique de développement | Mémoire |
| 3.4 .13.10.1 | Banque arabe de développement économique en Afrique | Mémoire |
| 3.4 .13.11.1 | Opérations avec la Société arabe d'investissement | Mémoire |
| 3.4 .13.12.1 | Fonds monétaire arabe | Mémoire |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| CODE | DESIGNATION DES COMPTES | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 3.4 .13.13.1 | Organisation arabe pour l'investissement et le développement agricole | Mémoire |
| 3.4 .13.14.1 | *Société africaine de réassurance* | Mémoire |
| 3.4 .13.15.1 | Opérations avec le Fonds international de développement agricole | Mémoire |
| 3.4 .13.16.1 | *Opérations avec la Société Schelter Afrique* | *Mémoire* |
| 3.4 .13.17.1 | Opérations avec le Fonds commun pour les produits de base (F.C.P.B) | Mémoire |
| 3.4 .13.18.1 | Opérations avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (B.E.R.D) | Mémoire |
| 3.4 .13.19.1 | Opérations avec la Société islamique d'assurance des crédits à l'exportation et de garantie des investissements | Mémoire |
| 3.4 .13.20.1 | Opérations avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) | Mémoire |
| | ***TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX*** | Mémoire |
| | ***3.5 - COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES*** | |
| 3.5 .13.01.1 | Différence de change sur ventes et achats de devises | Mémoire |
| 3.5 .13.03.1 | *Compte des opérations d'échange de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs* | *5 000 000* |
| | ***TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES*** | **5 000 000** |
| | ***3.7 - COMPTES DE PRETS*** | |
| 3.7 .13.01.1 | Souscription à l'emprunt de l'Organisation des Nations Unies | Mémoire |
| 3.7 .13.02.1 | Prêts au Crédit immobilier et hôtelier | 2 000 000 |
| 3.7 .13.04.1 | Prêts aux coopératives agricoles | Mémoire |
| 3.7 .13.05.1 | Prêts à l'Office national de l'électricité | Mémoire |
| 3.7 .13.08.1 | Prêts à des Etats étrangers | Mémoire |
| 3.7 .13.11.1 | Prêts à la SONABA | 37 670 000 |
| 3.7 .13.12.1 | Prêts à la COMAGRI | 30 842 000 |
| 3.7 .13.13.1 | Prêts aux offices régionaux de mise en valeur agricole et aux centres de travaux | 5 762 000 |
| 3.7 .13.17.1 | Prêts aux collectivités locales et à la communauté urbaine de Casablanca | 44 590 000 |
| 3.7 .13.18.1 | Prêts à la Caisse nationale de crédit agricole | 3 544 000 |
| 3.7 .13.19.1 | Prêts à la Ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires | 431 000 |
| 3.7 .13.20.1 | Prêts à l'Office national de l'eau potable | 69 269 000 |
| 3.7 .13.23.1 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Kénitra (R.A.K) | 7 659 000 |
| 3.7 .13.24.1 | Prêts aux établissements régionaux d'aménagement et de construction (E.R.A.C) | 39 464 000 |
| 3.7 .13.25.1 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Marrakech | 12 619 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| CODE | DESIGNATION DES COMPTES | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 3.7 .13.26.1 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Tétouan | Mémoire |
| 3.7 .13.27.1 | Prêts à la Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de Fès | 13 071 000 |
| 3.7 .13.30.1 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Tanger | 82 100 000 |
| 3.7 .13.31.1 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Tadla | 1 078 000 |
| 3.7 .13.32.1 | Prêts à la Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda | 2 923 000 |
| 3.7 .13.33.1 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité d'El Jadida | 680 000 |
| 3.7 .13.34.1 | Prêts à la Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de Meknès | 11 274 000 |
| 3.7 .13.35.1 | Prêts à la Société nationale de commercialisation des semences (SONACOS) | 2 446 000 |
| 3.7 .13.36.1 | Prêts à la Centrale d'achat et de développement de la région minière du Tafilalet et de Figuig (CADETAF) | 6 000 000 |
| 3.7 .13.37.1 | Prêts à la Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de la Chaouia | 464 000 |
| 3.7 .13.40.1 | Prêts à la Régie autonome multi-services d'Agadir (RAMSA) | 1 660 000 |
| 3.7 .13.42.1 | Prêts pour le développement des industries mécaniques, métalliques et électriques | Mémoire |
| 3.7 .13.43.1 | Prêts à l'Office d'exploitation des ports | 11 369 000 |
| 3.7 .13.46.1 | Prêts à la Banque marocaine du commerce extérieur | 18 216 000 |
| 3.7 .13.49.1 | Prêts à la Société de développement agricole | Mémoire |
| 3.7 .13.50.1 | Prêts à l'Agence maghreb arabe presse | 492 000 |
| 3.7 .13.51.1 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Nador(R.A.D.E.E.N) | 911 000 |
| 3.7 .13.52.1 | Prêts au Centre Hospitalier Ibn Sina | 958 000 |
| 3.7 .13.54.1 | Prêts à l'ONCF | 21 423 000 |
| 3.7 .13.57.1 | Prêts à l'Office National des Aéroports | 37 090 000 |
| 3.7 .13.58.1 | Rétrocession à des entreprises du secteur privé de tout ou partie de prêts accordés au gouvernement marocain par des gouvernements étrangers ou des organismes internationnaux | 13 302 000 |
| 3.7 .13.59.1 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation | 1 367 000 |
| 3.7 .13.60.1 | Prêts aux établissements bancaires et à l'Office pour le développement industriel, destinés au financement des projets productifs | Mémoire |
| 3.7 .13.61.1 | Prêts à l'Agence nationale de lutte contre l'habitat insalubre (A.N.H.I) | 3 557 000 |
| 3.7 .13.62.1 | Prêts à la S.N.E.C | 37 931 000 |
| 3.7 .13.64.1 | Restructuration de la dette du secteur hôtelier | Mémoire |
| | *TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE PRETS* | 522 162 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| CODE | DESIGNATION DES COMPTES | Ressources pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| | ***3.8 - COMPTES D'AVANCES*** | |
| 3.8 .13.01.1 | Avances aux municipalités | 22 000 |
| 3.8 .13.04.1 | Avances à la Banque centrale populaire | Mémoire |
| 3.8 .13.05.1 | Avances à la Banque nationale pour le développement économique | 2 833 000 |
| 3.8 .13.06.1 | Avances à l'Office national marocain du tourisme | Mémoire |
| 3.8 .13.07.1 | Avances à l'Office de développement industriel | 6 921 000 |
| 3.8 .13.08.1 | Avances à l'Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses et aux coopératives agricoles | Mémoire |
| 3.8 .13.09.1 | Avances à l'Office national de l'électricité | Mémoire |
| 3.8 .13.10.1 | Avances aux sociétés "comité interprofessionnel du logement" | 300 000 |
| 3.8 .13.11.1 | Avances à l'ex-Office des anciens combattants et victimes de la guerre | 799 000 |
| 3.8 .13.13.1 | Avances à la Société des mines d'Aouli | Mémoire |
| 3.8 .13.14.1 | Avances à la Société d'exploitation des mines du Rif | Mémoire |
| 3.8 .13.15.1 | Avances à la Cimenterie de l'oriental | Mémoire |
| | ***TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'AVANCES*** | **10 875 000** |
| | ***3.9 - COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS*** | |
| 3.9 .04.01.1 | Fonds spécial de développement régional | Mémoire |
| 3.9 .04.02.1 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes | Mémoire |
| 3.9 .08.01.1 | Fonds de développement des collectivités locales et de leurs groupements | 80 000 000 |
| 3.9 .13.01.1 | Fonds de l'opération engrais | Mémoire |
| 3.9 .13.02.1 | Fonds de ristournes d'intérêt au profit des travailleurs marocains à l'étranger | Mémoire |
| 3.9 .13.03.1 | Participation de l'Etat dans diverses sociétés | Mémoire |
| 3.9 .20.02.1 | Défense et restauration des sols | Mémoire |
| 3.9 .34.01.1 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales | 4 600 000 000 |
| 3.9 .34.02.1 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation | Mémoire |
| 3.9 .42.01.1 | Fonds de relations publiques | 1 000 000 |
| | ***TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS*** | **4 681 000 000** |
| | ***TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR*** | **21 755 359 000** |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

**Tableau <<B>>**
**( Article 50 )**
**Titre I**

**REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2003**
**( En Dirhams)**

| Numéros des Chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| | **SA MAJESTE LE ROI** | |
| 1.2.1.1.01 | - Listes civiles | 26 292 000 |
| 1.2.1.2.01 | - Dotations de Souveraineté | 432 164 000 |
| | **COUR ROYALE** | |
| 1.2.1.1.02 | - Personnel | 638 382 000 |
| 1.2.1.2.02 | - Matériel et Dépenses Diverses | 981 704 000 |
| | **CHAMBRE DES REPRESENTANTS** | |
| 1.2.1.1.03 | - Personnel | 178 216 000 |
| 1.2.1.2.03 | - Matériel et Dépenses Diverses | 33 192 000 |
| | **CHAMBRE DES CONSEILLERS** | |
| 1.2.1.1.43 | - Personnel | 149 560 000 |
| 1.2.1.2.43 | - Matériel et Dépenses Diverses | 17 870 000 |
| | **PREMIER MINISTRE** | |
| 1.2.1.1.04 | - Personnel | 46 073 000 |
| 1.2.1.2.04 | - Matériel et Dépenses Diverses | 22 830 000 |
| | **JURIDICTIONS FINANCIERES** | |
| 1.2.1.1.05 | - Personnel | 45 878 000 |
| 1.2.1.2.05 | - Matériel et Dépenses Diverses | 7 636 000 |
| | **MINISTERE DE LA JUSTICE** | |
| 1.2.1.1.06 | - Personnel | 1 348 158 000 |
| 1.2.1.2.06 | - Matériel et Dépenses Diverses | 351 900 000 |
| | **MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION** | |
| 1.2.1.1.07 | - Personnel | 918 992 000 |
| 1.2.1.2.07 | - Matériel et Dépenses Diverses | 500 090 000 |
| | **MINISTERE DE L'INTERIEUR** | |
| 1.2.1.1.08 | - Personnel | 5 497 790 000 |
| 1.2.1.2.08 | - Matériel et Dépenses Diverses | 1 082 222 000 |
| | **MINISTERE DE LA COMMUNICATION** | |
| 1.2.1.1.09 | - Personnel | 44 870 000 |
| 1.2.1.2.09 | - Matériel et Dépenses Diverses | 311 180 000 |
| | **MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE** | |
| 1.2.1.1.10 | - Personnel | 2 754 339 000 |
| 1.2.1.2.10 | - Matériel et Dépenses Diverses | 1 005 834 000 |
| | **MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE** | |
| 1.2.1.1.11 | - Personnel | 20 829 767 000 |
| 1.2.1.2.11 | - Matériel et Dépenses Diverses | 1 390 101 400 |
| | **MINISTERE DE LA SANTE** | |
| 1.2.1.1.12 | - Personnel | 3 289 276 000 |
| 1.2.1.2.12 | - Matériel et Dépenses Diverses | 934 596 000 |
| | **MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION** | |
| 1.2.1.1.13 | - Personnel | 1 312 486 000 |
| 1.2.1.2.13 | - Matériel et Dépenses Diverses | 235 732 000 |
| 1.2.1.3.13 | Charges communes | 9 340 000 000 |
| | **MINISTERE DU TOURISME** | |
| 1.2.1.1.14 | - Personnel | 90 463 000 |
| 1.2.1.2.14 | - Matériel et Dépenses Diverses | 64 855 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Numéros des Chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| | **MINISTERE DE LA PECHE MARITIME** | |
| 1.2.1.1.15 | - Personnel | 95 559 000 |
| 1.2.1.2.15 | - Matériel et Dépenses Diverses | 100 601 000 |
| | **SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT** | |
| 1.2.1.1.16 | - Personnel | 34 625 000 |
| 1.2.1.2.16 | - Matériel et Dépenses Diverses | 4 133 000 |
| | **MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT** | |
| 1.2.1.1.17 | - Personnel | 587 793 000 |
| 1.2.1.2.17 | - Matériel et Dépenses Diverses | 151 936 000 |
| | **MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL** | |
| 1.2.1.1.20 | - Personnel | 712 685 000 |
| 1.2.1.2.20 | - Matériel et Dépenses Diverses | 923 320 000 |
| | **PREMIER MINISTRE - SPORTS-** | |
| 1.2.1.1.21 | - Personnel | 62 931 000 |
| 1.2.1.2.21 | - Matériel et Dépenses Diverses | 30 519 000 |
| | **MINISTERE DES HABOUS ET AFFAIRES ISLAMIQUES** | |
| 1.2.1.1.23 | - Personnel | 38 287 000 |
| 1.2.1.2.23 | - Matériel et Dépenses Diverses | 85 614 000 |
| | **MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA MISE A NIVEAU DE L'ECONOMIE** | |
| 1.2.1.1.24 | - Personnel | 16 489 000 |
| 1.2.1.2.24 | - Matériel et Dépenses Diverses | 19 569 000 |
| | **MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE** | |
| 1.2.1.1.26 | - Personnel | 90 723 000 |
| 1.2.1.2.26 | - Matériel et Dépenses Diverses | 47 063 000 |
| | **MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES** | |
| 1.2.1.1.27 | - Personnel | 116 038 000 |
| 1.2.1.2.27 | - Matériel et Dépenses Diverses | 93 696 000 |
| | **MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TELECOMMUNICATIONS** | |
| 1.2.1.1.28 | - Personnel | 102 649 000 |
| 1.2.1.2.28 | - Matériel et Dépenses Diverses | 57 690 000 |
| | **MINISTERE DE LA CULTURE** | |
| 1.2.1.1.29 | - Personnel | 125 956 000 |
| 1.2.1.2.29 | - Matériel et Dépenses Diverses | 49 913 000 |
| | **MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME** | |
| 1.2.1.1.30 | - Personnel | 154 747 000 |
| 1.2.1.2.30 | - Matériel et Dépenses Diverses | 210 876 000 |
| | **MINISTERE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE** | |
| 1.2.1.1.31 | - Personnel | 155 614 000 |
| 1.2.1.2.31 | - Matériel et Dépenses Diverses | 438 328 600 |
| | **MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT** | |
| 1.2.1.1.32 | - Personnel | 11 893 000 |
| 1.2.1.2.32 | - Matériel et Dépenses Diverses | 3 049 000 |
| | **MINISTERE CHARGE DE LA MODERNISATION DES SECTEURS PUBLICS** | |
| 1.2.1.1.33 | - Personnel | 39 895 000 |
| 1.2.1.2.33 | - Matériel et Dépenses Diverses | 12 381 000 |
| | **ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE** | |
| 1.2.1.1.34 | - Personnel | 11 932 901 000 |
| 1.2.1.2.34 | - Matériel et Dépenses Diverses | 3 543 204 000 |
| | **HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION** | |
| 1.2.1.1.35 | - Personnel | 30 972 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Numéros des Chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 1.2.1.2.35 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 7 825 000 |
| 1.2.1.4.36 | DEPENSES IMPREVUES ET DOTATIONS PROVISIONNELLES | 3 200 000 000 |
| | **MINISTERE DU COMMERCE EXTERIEUR** | |
| 1.2.1.1.37 | - Personnel ..... | 17 556 000 |
| 1.2.1.2.37 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 10 636 000 |
| | **MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME** | |
| 1.2.1.1.40 | - Personnel ..... | 10 951 000 |
| 1.2.1.2.40 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 6 397 000 |
| | **PREMIER MINISTRE - PREVISION ECONOMIQUE ET PLAN -** | |
| 1.2.1.1.42 | - Personnel ..... | 171 951 000 |
| 1.2.1.2.42 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 77 708 000 |
| | **PREMIER MINISTRE - EAUX ET FORETS ET LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION-** | |
| 1.2.1.1.45 | - Personnel ..... | 352 459 000 |
| 1.2.1.2.45 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 24 266 000 |
| | **MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT** | |
| 1.2.1.1.46 | - Personnel ..... | 307 408 000 |
| 1.2.1.2.46 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 99 048 000 |
| | **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL** | **78 250 303 000** |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

**Tableau <<C>>**
**( Article 51 )**
**Titre II**
**REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2003**
**( En Dirhams)**

| Numéros des Chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2003 | Crédits d'engagement pour 2004 et suivants | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 1.2.2.0.02 | COUR ROYALE | 174 048 000 | - | 174 048 000 |
| 1.2.2.0.43 | CHAMBRE DES CONSEILLERS | 50 000 000 | - | 50 000 000 |
| 1.2.2.0.04 | PREMIER MINISTRE | - | - | - |
| 1.2.2.0.05 | JURIDICTIONS FINANCIERES | 18 645 000 | - | 18 645 000 |
| 1.2.2.0.06 | MINISTERE DE LA JUSTICE | 287 179 000 | 150 000 000 | 437 179 000 |
| 1.2.2.0.07 | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION | 79 907 000 | - | 79 907 000 |
| 1.2.2.0.08 | MINISTERE DE L'INTERIEUR | 632 162 000 | 257 000 000 | 889 162 000 |
| 1.2.2.0.09 | MINISTERE DE LA COMMUNICATION | 199 832 000 | 140 000 000 | 339 832 000 |
| 1.2.2.0.10 | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE | 442 551 000 | 20 000 000 | 462 551 000 |
| 1.2.2.0.11 | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE | 1 387 750 000 | 1 416 180 000 | 2 803 930 000 |
| 1.2.2.0.12 | MINISTERE DE LA SANTE | 965 288 000 | 800 000 000 | 1 765 288 000 |
| 1.2.2.0.13 | MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION | 288 784 000 | 440 000 000 | 728 784 000 |
| 1.2.2.3.13 | MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION Charges communes | 6 110 000 000 | 212 000 000 | 6 322 000 000 |
| 1.2.2.0.14 | MINISTERE DU TOURISME | 330 617 000 | 51 100 000 | 381 717 000 |
| 1.2.2.0.15 | MINISTERE DE LA PECHE MARITIME | 157 092 000 | 194 000 000 | 351 092 000 |
| 1.2.2.0.16 | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | 1 253 000 | - | 1 253 000 |
| 1.2.2.0.17 | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT | 1 452 542 000 | 3 490 000 000 | 4 942 542 000 |
| 1.2.2.0.20 | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL | 1 943 000 000 | 1 500 000 000 | 3 443 000 000 |
| 1.2.2.0.21 | PREMIER MINISTRE - SPORTS- | 246 562 000 | 191 820 000 | 438 382 000 |
| 1.2.2.0.23 | MINISTERE DES HABOUS ET AFFAIRES ISLAMIQUES | 6 032 000 | 5 600 000 | 11 632 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Numéros des Chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2003 | Crédits d'engagement pour 2004 et suivants | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 1.2.2.0.24 | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA MISE A NIVEAU DE L'ECONOMIE | 2 153 000 | 1 000 000 | 3 153 000 |
| 1.2.2.0.26 | MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE | 21 650 000 | 25 200 000 | 46 850 000 |
| 1.2.2.0.27 | MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES | 183 685 000 | 114 850 000 | 298 535 000 |
| 1.2.2.0.28 | MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TELECOMMUNICATIONS | 99 925 000 | 81 590 000 | 181 515 000 |
| 1.2.2.0.29 | MINISTERE DE LA CULTURE | 63 234 000 | 80 000 000 | 143 234 000 |
| 1.2.2.0.30 | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME | 425 107 000 | 15 000 000 | 440 107 000 |
| 1.2.2.0.31 | MINISTERE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE | 567 177 000 | 484 000 000 | 1 051 177 000 |
| 1.2.2.0.32 | MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT | - | - | - |
| 1.2.2.0.33 | MINISTERE CHARGE DE LA MODERNISATION DES SECTEURS PUBLICS | 10 465 000 | - | 10 465 000 |
| 1.2.2.0.34 | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | 2 000 000 000 | 2 500 000 000 | 4 500 000 000 |
| 1.2.2.0.35 | HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION | 5 623 000 | 8 500 000 | 14 123 000 |
| 1.2.2.0.37 | MINISTERE DU COMMERCE EXTERIEUR | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 1.2.2.0.42 | PREMIER MINISTRE - PREVISION ECONOMIQUE ET PLAN - | 239 674 000 | 280 000 000 | 519 674 000 |
| 1.2.2.0.45 | PREMIER MINISTRE - EAUX ET FORETS ET LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION- | 154 854 000 | 200 000 000 | 354 854 000 |
| 1.2.2.0.46 | MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT | 998 911 000 | 2 541 000 000 | 3 539 911 000 |
| | **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL** | **19 546 702 000** | **15 198 840 000** | **34 745 542 000** |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

**Tableau <<D>>**
**( Article 52 )**
**Titre III**
**REPARTITION, PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2003**
**( En Dirhams)**

| Numéros des Chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 1.2.3.1.13 | MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION Intérêts et Commissions de la Dette Publique | 17 812 915 000 |
| 1.2.3.2.13 | MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION Amortissements de la Dette Publique à moyen et long termes | 23 946 002 000 |
| | **TOTAL DES DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE** | **41 758 917 000** |

**Tableau <<E>>**
**( Article 53 )**
**REPARTITION, PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES D'EXPLOITATION DU BUDGET ANNEXE DE LA RADIODIFFUSION ET DE LA TELEVISION MAROCAINE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2003**
**( En Dirhams)**

| Numéros des Chapitres | Désignation des dépenses | Crédits pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 2.1.2.1.09 | Personnel | 148 431 000 |
| 2.1.2.2.09 | Matériel et dépenses diverses | 327 461 000 |
| 2.1.2.3.09 | Charges financières | Mémoire |
| 2.1.2.4.09 | Dépenses imprévues et dotations provisionnelles | 50 000 000 |
| 2.1.2.5.09 | Fonds de concours à la deuxième partie du budget annexe pour dépenses d'investissement et versement de l'excédent de recettes au budget général | Mémoire |
| | **TOTAL DU BUDGET ANNEXE DE LA RADIODIFFUSION ET DE LA TELEVISION MAROCAINE** | **525 892 000** |

**Tableau <<F>>**
**( Article 54 )**
**REPARTITION DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET ANNEXE DE LA RADIODIFFUSION ET DE LA TELEVISION MAROCAINE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2003**
**( En Dirhams)**

| Numéro du Chapitre | DESIGNATION | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2003 | Crédits d'engagement pour 2004 et suivants | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 2.2.2.0.09 | BUDGET ANNEXE DE LA RADIODIFFUSION ET DE LA TELEVISION MAROCAINE | 174 174 000 | 140 000 000 | 314 174 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

## TABLEAU "G"
## (Article 55 )
## REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2003

(En dirhams)

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| | ***PREMIER MINISTRE*** | |
| 4.2.1.0.04.01 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM | 22 400 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU PREMIER MINISTRE*** | **22 400 000** |
| | ***MINISTERE DE LA JUSTICE*** | |
| 4.2.1.0.06.01 | SERVICE AUTONOME DES UNITES DE PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE | 5 500 000 |
| 4.2.1.0.06.02 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR SUPREME | 900 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE*** | **6 400 000** |
| | ***MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION*** | |
| 4.2.1.0.07.01 | COMMISSARIAT GENERAL DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE , EXPO 2000 HANOVRE | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION*** | - |
| | ***MINISTERE DE LA COMMUNICATION*** | |
| 4.2.1.0.09.01 | SERVICE AUTONOME DE PUBLICITE | 170 000 000 |
| 4.2.1.0.09.02 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 3 578 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA COMMUNICATION*** | **173 578 000** |
| | ***MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*** | |
| 4.2.1.0.10.01 | CITE UNIVERSITAIRE MOULAY ISMAIL A RABAT | - |
| 4.2.1.0.10.02 | CITE UNIVERSITAIRE DE L'AGDAL A RABAT | - |
| 4.2.1.0.10.03 | CITE UNIVERSITAIRE SOUISSI I A RABAT | - |
| 4.2.1.0.10.04 | CITE UNIVERSITAIRE SOUISSI II A RABAT | - |
| 4.2.1.0.10.05 | CITE UNIVERSITAIRE A CASABLANCA | - |
| 4.2.1.0.10.06 | CITE UNIVERSITAIRE A OUJDA | - |
| 4.2.1.0.10.07 | CITE UNIVERSITAIRE A MARRAKECH | - |
| 4.2.1.0.10.08 | CITE UNIVERSITAIRE DHAR EL MAHRAZ I A FES | - |
| 4.2.1.0.10.09 | CITE UNIVERSITAIRE SAISS A FES | - |
| 4.2.1.0.10.10 | CITE UNIVERSITAIRE A ERRACHIDIA | - |
| 4.2.1.0.10.11 | CITE UNIVERSITAIRE DHAR EL MAHRAZ II A FES | - |
| 4.2.1.0.10.12 | CITE UNIVERSITAIRE A KENITRA | - |
| 4.2.1.0.10.13 | CITE UNIVERSITAIRE A TETOUAN | - |
| 4.2.1.0.10.14 | CITE UNIVERSITAIRE A MEKNES | - |
| 4.2.1.0.10.15 | CITE UNIVERSITAIRE A AGADIR | - |
| 4.2.1.0.10.16 | CITE UNIVERSITAIRE A EL JADIDA | - |
| 4.2.1.0.10.17 | CITE UNIVERSITAIRE A SETTAT | - |
| 4.2.1.0.10.18 | CITE UNIVERSITAIRE A TANGER | - |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 4.2.1.0.10.19 | CITE UNIVERSITAIRE A BENI MELLAL | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*** | - |
| | ***MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE*** | |
| 4.2.1.0.11.01 | DIVISION DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE | - |
| 4.2.1.0.11.02 | DIVISION DE LA COOPERATION | - |
| 4.2.1.0.11.03 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA | 5 000 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE*** | **5 000 000** |
| | ***MINISTERE DE LA SANTE*** | |
| 4.2.1.0.12.01 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUARZAZATE | 5 600 000 |
| 4.2.1.0.12.02 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'INEZGANE | 4 100 000 |
| 4.2.1.0.12.03 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAROUDANTE | 5 100 000 |
| 4.2.1.0.12.04 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TIZNIT | 4 600 000 |
| 4.2.1.0.12.05 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL KELAA | 6 500 000 |
| 4.2.1.0.12.06 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ESSAOUIRA | 5 700 000 |
| 4.2.1.0.12.07 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL JADIDA | 7 500 000 |
| 4.2.1.0.12.08 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SAFI | 10 500 000 |
| 4.2.1.0.12.09 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHOURIBGA | 7 400 000 |
| 4.2.1.0.12.10 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SETTAT | 9 000 000 |
| 4.2.1.0.12.11 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE FES-MEDINA | 2 150 000 |
| 4.2.1.0.12.12 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOULEMANE | 2 500 000 |
| 4.2.1.0.12.13 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SEFROU | 2 700 000 |
| 4.2.1.0.12.14 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KENITRA | 12 400 000 |
| 4.2.1.0.12.15 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI KACEM | 5 300 000 |
| 4.2.1.0.12.16 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHEFCHAOUEN | 3 000 000 |
| 4.2.1.0.12.17 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE LARACHE | 6 000 000 |
| 4.2.1.0.12.18 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TANGER | 10 850 000 |
| 4.2.1.0.12.19 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TETOUAN | 8 800 000 |
| 4.2.1.0.12.20 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ERRACHIDIA | 6 100 000 |
| 4.2.1.0.12.21 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'IFRANE | 2 400 000 |
| 4.2.1.0.12.22 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHENIFRA | 6 600 000 |
| 4.2.1.0.12.23 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'AL HOCEIMA | 6 250 000 |
| 4.2.1.0.12.24 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAZA | 6 150 000 |
| 4.2.1.0.12.25 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FIGUIG | 2 450 000 |
| 4.2.1.0.12.26 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NADOR | 8 300 000 |
| 4.2.1.0.12.27 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERKANE | 2 000 000 |
| 4.2.1.0.12.28 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE OUED EDDAHAB | 1 500 000 |
| 4.2.1.0.12.29 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE | 7 950 000 |
| 4.2.1.0.12.30 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAN-TAN | 4 400 000 |
| 4.2.1.0.12.31 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL | 11 000 000 |
| 4.2.1.0.12.32 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'AGADIR | 12 900 000 |
| 4.2.1.0.12.33 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MARRAKECH-MEDINA | 8 500 000 |
| 4.2.1.0.12.34 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MARRAKECH-MENARA | 10 400 000 |
| 4.2.1.0.12.35 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'AIN SEBAA | 8 500 000 |
| 4.2.1.0.12.36 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'EL FIDA | 11 000 000 |
| 4.2.1.0.12.37 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE BEN MSIK | 7 500 000 |
| 4.2.1.0.12.38 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE CASA ANFA | 7 300 000 |
| 4.2.1.0.12.39 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MOHAMMADIA | 3 800 000 |
| 4.2.1.0.12.40 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SALE | 5 600 000 |
| 4.2.1.0.12.41 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SKHIRAT | 1 500 000 |
| 4.2.1.0.12.42 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHEMISSET | 5 000 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 4.2.1.0.12.43 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL FES JDID DAR DBIBAGH | 11 000 000 |
| 4.2.1.0.12.44 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL ZOUAGHA MOULAY YAACOUB | 6 200 000 |
| 4.2.1.0.12.45 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES EL MENZEH | 16 000 000 |
| 4.2.1.0.12.46 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL OUJDA-ANGAD | 12 000 000 |
| 4.2.1.0.12.47 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT | 32 000 000 |
| 4.2.1.0.12.48 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA | 19 000 000 |
| 4.2.1.0.12.49 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE | 4 000 000 |
| 4.2.1.0.12.50 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION | 2 000 000 |
| 4.2.1.0.12.51 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE | 2 000 000 |
| 4.2.1.0.12.52 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHICHAOUA | - |
| 4.2.1.0.12.53 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE AIN CHOC - HAY HASSANI | - |
| 4.2.1.0.12.54 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOUNATE | - |
| 4.2.1.0.12.55 | CENTRE HOSPITALIER PREFETORAL DE RABAT | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE*** | **371 000 000** |
| | ***MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION*** | |
| 4.2.1.0.13.01 | DIVISION DE L'ORDONNANCEMENT ET DU TRAITEMENT INFORMATIQUE | 35 000 000 |
| 4.2.1.0.13.03 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION | 7 000 000 |
| 4.2.1.0.13.04 | DIVISION DES OPERATIONS BANCAIRES | 7 000 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION*** | **49 000 000** |
| | ***MINISTERE DU TOURISME*** | |
| 4.2.1.0.14.01 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER | 7 933 000 |
| 4.2.1.0.14.02 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA | 3 471 000 |
| 4.2.1.0.14.03 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR | 3 222 000 |
| 4.2.1.0.14.04 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA | 3 106 000 |
| 4.2.1.0.14.05 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD | 2 561 000 |
| 4.2.1.0.14.06 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES | 2 800 000 |
| 4.2.1.0.14.07 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH | 3 250 000 |
| 4.2.1.0.14.08 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 2 627 000 |
| 4.2.1.0.14.09 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA | 2 425 000 |
| 4.2.1.0.14.10 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE | 2 865 000 |
| 4.2.1.0.14.11 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER | 1 500 000 |
| 4.2.1.0.14.12 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH | 2 215 000 |
| 4.2.1.0.14.13 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE | 2 500 000 |
| 4.2.1.0.14.14 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA | 2 478 000 |
| 4.2.1.0.14.15 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 1 437 000 |
| 4.2.1.0.14.16 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS | 2 685 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME*** | **47 075 000** |
| | ***MINISTERE DE LA PECHE MARITIME*** | |
| 4.2.1.0.15.01 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES | 29 450 000 |
| 4.2.1.0.15.02 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - AL HOCEIMA | 3 400 000 |
| 4.2.1.0.15.03 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - SAFI | 4 120 000 |
| 4.2.1.0.15.04 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - AGADIR | 5 800 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 4.2.1.0.15.05 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - TAN TAN | 4 600 000 |
| 4.2.1.0.15.06 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE MARITIME - LARACHE | 3 350 000 |
| 4.2.1.0.15.08 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE MARITIME-LAAYOUNE | 6 140 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA PECHE MARITIME*** | **56 860 000** |
| | ***SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT*** | |
| 4.2.1.0.16.01 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE | 9 800 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT*** | **9 800 000** |
| | ***MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT*** | |
| 4.2.1.0.17.02 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES | 3 875 000 |
| 4.2.1.0.17.03 | DIVISION D'ENTRETIEN , D'EXPLOITATION ET DE SECURITE ROUTIERE | 6 000 000 |
| 4.2.1.0.17.04 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES | 10 500 000 |
| 4.2.1.0.17.05 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT | 11 000 000 |
| 4.2.1.0.17.06 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH | 9 500 000 |
| 4.2.1.0.17.07 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES | 7 500 000 |
| 4.2.1.0.17.08 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA | 7 800 000 |
| 4.2.1.0.17.09 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA | 10 500.000 |
| 4.2.1.0.17.10 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR | 14 000 000 |
| 4.2.1.0.17.11 | SERVICE DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER | 5 000 000 |
| 4.2.1.0.17.12 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES | 7 000 000 |
| 4.2.1.0.17.13 | DIRECTION DE LA SECURITE DES TRANSPORTS ROUTIERS | 20 000 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT*** | **112 675 000** |
| | ***MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL*** | |
| 4.2.1.0.20.01 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | 2 270 000 |
| 4.2.1.0.20.02 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA | 2 620 000 |
| 4.2.1.0.20.03 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA | 1 850 000 |
| 4.2.1.0.20.04 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET | 2 000 000 |
| 4.2.1.0.20.05 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR | 1 500 000 |
| 4.2.1.0.20.06 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA | 2 300 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL*** | **12 540 000** |
| | ***PREMIER MINISTRE - SPORTS-*** | |
| 4.2.1.0.21.01 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA | 12 060 000 |
| 4.2.1.0.21.02 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT | 5 300 000 |
| 4.2.1.0.21.03 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | 12 000 000 |
| 4.2.1.0.21.04 | SEGMA CHARGE DE LA PREPARATION DE LA CANDIDATURE DU MAROC A L'ORGANISATION DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2006 | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU PREMIER MINISTRE - SPORTS-*** | **29 360 000** |
| | ***MINISTERE DES HABOUS ET AFFAIRES ISLAMIQUES*** | |
| 4.2.1.0.23.01 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES RELATIONS ISLAMIQUES | 14 000 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET AFFAIRES ISLAMIQUES*** | **14 000 000** |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| | ***MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE*** | |
| 4.2.1.0.26.01 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE*** | - |
| | ***MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES*** | |
| 4.2.1.0.27.01 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA | 2 883 000 |
| 4.2.1.0.27.02 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH | 3 635 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES*** | **6 518 000** |
| | ***MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TELECOMMUNICATIONS*** | |
| 4.2.1.0.28.01 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT | 39 700 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TELECOMMUNICATIONS*** | **39 700 000** |
| | ***MINISTERE DE LA CULTURE*** | |
| 4.2.1.0.29.01 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL | 1 971 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA CULTURE*** | **1 971 000** |
| | ***MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME*** | |
| 4.2.1.0.30.01 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE | 5 893 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME*** | **5 893 000** |
| | ***MINISTERE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE*** | |
| 4.2.1.0.31.01 | SERVICE D'ACCUEIL , D'ASSISTANCE ET D'EVALUATION DES PROGRAMMES GERE DE MANIERE AUTONOME | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE*** | - |
| | ***MINISTERE CHARGE DE LA MODERNISATION DES SECTEURS PUBLICS*** | |
| 4.2.1.0.33.01 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION | 5 150 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE CHARGE DE LA MODERNISATION DES SECTEURS PUBLICS*** | **5 150 000** |
| | ***ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE*** | |
| 4.2.1.0.34.01 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE | 10 681 000 |
| 4.2.1.0.34.02 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT | 123 293 000 |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 4.2.1.0.34.03 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH | 47 497 000 |
| 4.2.1.0.34.04 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES | 49 744 000 |
| 4.2.1.0.34.05 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE | 9 867 000 |
| 4.2.1.0.34.06 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA | 4 813 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES A L'ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE*** | **245 895 000** |
| | ***PREMIER MINISTRE - PREVISION ECONOMIQUE ET PLAN -*** | |
| 4.2.1.0.42.01 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 10 240 000 |
| 4.2.1.0.42.02 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION | 3 700 000 |
| 4.2.1.0.42.03 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION | 4 055 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU PREMIER MINISTRE - PREVISION ECONOMIQUE ET PLAN -*** | **17 995 000** |
| | ***PREMIER MINISTRE - EAUX ET FORETS ET LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION-*** | |
| 4.2.1.0.45.01 | PARC ZOOLOGIQUE NATIONAL | 5 000 000 |
| 4.2.1.0.45.02 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS | 30 000 000 |
| 4.2.1.0.45.03 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU PREMIER MINISTRE - EAUX ET FORETS ET LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION-*** | **35 000 000** |
| | ***MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT*** | |
| 4.2.1.0.46.01 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME | 2 944 000 |
| 4.2.1.0.46.03 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE | 36 000 000 |
| 4.2.1.0.46.04 | DIRECTION DE L'OBSERVATION , DES ETUDES ET DE LA COORDINATION | 1 800 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT*** | **40 744 000** |
| | ***TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME*** | **1 308 554 000** |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

## TABLEAU "H"
## (Article 56 )
## REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2003

(En dirhams)

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2003 | Crédits d'engagement pour 2004 et suivants | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| | ***PREMIER MINISTRE*** | | | |
| 4.2.2.0.04.01 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU PREMIER MINISTRE*** | - | - | - |
| | ***MINISTERE DE LA JUSTICE*** | | | |
| 4.2.2.0.06.01 | SERVICE AUTONOME DES UNITES DE PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE | - | - | - |
| 4.2.2.0.06.02 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR SUPREME | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE*** | - | - | - |
| | ***MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION*** | | | |
| 4.2.2.0.07.01 | COMMISSARIAT GENERAL DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE , EXPO 2000 HANOVRE | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION*** | - | - | - |
| | ***MINISTERE DE LA COMMUNICATION*** | | | |
| 4.2.2.0.09.01 | SERVICE AUTONOME DE PUBLICITE | - | - | - |
| 4.2.2.0.09.02 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 3 040 000 | - | 3 040 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA COMMUNICATION*** | **3 040 000** | - | **3 040 000** |
| | ***MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*** | | | |
| 4.2.2.0.10.01 | CITE UNIVERSITAIRE MOULAY ISMAIL A RABAT | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.02 | CITE UNIVERSITAIRE DE L'AGDAL A RABAT | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.03 | CITE UNIVERSITAIRE SOUISSI I A RABAT | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.04 | CITE UNIVERSITAIRE SOUISSI II A RABAT | - | - | - |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2003 | Crédits d'engagement pour 2004 et suivants | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 4.2.2.0.10.05 | CITE UNIVERSITAIRE A CASABLANCA | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.06 | CITE UNIVERSITAIRE A OUJDA | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.07 | CITE UNIVERSITAIRE A MARRAKECH | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.08 | CITE UNIVERSITAIRE DHAR EL MAHRAZ I A FES | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.09 | CITE UNIVERSITAIRE SAISS A FES | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.10 | CITE UNIVERSITAIRE A ERRACHIDIA | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.11 | CITE UNIVERSITAIRE DHAR EL MAHRAZ II A FES | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.12 | CITE UNIVERSITAIRE A KENITRA | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.13 | CITE UNIVERSITAIRE A TETOUAN | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.14 | CITE UNIVERSITAIRE A MEKNES | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.15 | CITE UNIVERSITAIRE A AGADIR | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.16 | CITE UNIVERSITAIRE A EL JADIDA | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.17 | CITE UNIVERSITAIRE A SETTAT | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.18 | CITE UNIVERSITAIRE A TANGER | - | - | - |
| 4.2.2.0.10.19 | CITE UNIVERSITAIRE A BENI MELLAL | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*** | - | - | - |
| | ***MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE*** | | | |
| 4.2.2.0.11.01 | DIVISION DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE | - | - | - |
| 4.2.2.0.11.02 | DIVISION DE LA COOPERATION | - | - | - |
| 4.2.2.0.11.03 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE*** | - | - | - |
| | ***MINISTERE DE LA SANTE*** | | | |
| 4.2.2.0.12.01 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUARZAZATE | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.02 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'INEZGANE | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.03 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAROUDANTE | - | - | - |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2003 | Crédits d'engagement pour 2004 et suivants | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 4.2.2.0.12.04 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TIZNIT | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.05 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL KELAA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.06 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ESSAOUIRA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.07 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL JADIDA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.08 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SAFI | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.09 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHOURIBGA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.10 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SETTAT | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.11 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE FES-MEDINA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.12 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOULEMANE | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.13 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SEFROU | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.14 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KENITRA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.15 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI KACEM | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.16 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHEFCHAOUEN | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.17 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE LARACHE | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.18 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TANGER | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.19 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TETOUAN | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.20 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ERRACHIDIA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.21 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'IFRANE | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.22 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHENIFRA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.23 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'AL HOCEIMA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.24 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAZA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.25 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FIGUIG | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.26 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NADOR | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.27 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERKANE | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.28 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE OUED EDDAHAB | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.29 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.30 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAN-TAN | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.31 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL | - | - | - |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2003 | Crédits d'engagement pour 2004 et suivants | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 4.2.2.0.12.32 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'AGADIR | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.33 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MARRAKECH-MEDINA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.34 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MARRAKECH-MENARA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.35 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'AIN SEBAA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.36 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'EL FIDA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.37 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE BEN MSIK | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.38 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE CASA ANFA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.39 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MOHAMMADIA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.40 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SALE | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.41 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SKHIRAT | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.42 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHEMISSET | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.43 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL FES JDID DAR DBIBAGH | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.44 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL ZOUAGHA MOULAY YAACOUB | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.45 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES EL MENZEH | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.46 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL OUJDA-ANGAD | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.47 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.48 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.49 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.50 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.51 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.52 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHICHAOUA | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.53 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE AIN CHOC - HAY HASSANI | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.54 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOUNATE | - | - | - |
| 4.2.2.0.12.55 | CENTRE HOSPITALIER PREFETORAL DE RABAT | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE*** | - | - | - |
| | ***MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION*** | | | |
| 4.2.2.0.13.01 | DIVISION DE L'ORDONNANCEMENT ET DU TRAITEMENT INFORMATIQUE | 40 000 000 | - | 40 000 000 |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2003 | Crédits d'engagement pour 2004 et suivants | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 4.2.2.0.13.03 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION | 8 500 000 | - | 8 500 000 |
| 4.2.2.0.13.04 | DIVISION DES OPERATIONS BANCAIRES | 9 000 000 | - | 9 000 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION*** | **57 500 000** | - | **57 500 000** |
| | ***MINISTERE DU TOURISME*** | | | |
| 4.2.2.0.14.01 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER | 680 000 | - | 680 000 |
| 4.2.2.0.14.02 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA | 580 000 | - | 580 000 |
| 4.2.2.0.14.03 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR | 430 000 | - | 430 000 |
| 4.2.2.0.14.04 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA | 530 000 | - | 530 000 |
| 4.2.2.0.14.05 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD | 480 000 | - | 480 000 |
| 4.2.2.0.14.06 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES | 380 000 | - | 380 000 |
| 4.2.2.0.14.07 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.0.14.08 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 380 000 | - | 380 000 |
| 4.2.2.0.14.09 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA | 380 000 | - | 380 000 |
| 4.2.2.0.14.10 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE | 430 000 | - | 430 000 |
| 4.2.2.0.14.11 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.0.14.12 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH | 380 000 | - | 380 000 |
| 4.2.2.0.14.13 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE | 530 000 | - | 530 000 |
| 4.2.2.0.14.14 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA | 450 000 | - | 450 000 |
| 4.2.2.0.14.15 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 380 000 | - | 380 000 |
| 4.2.2.0.14.16 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS | 350 000 | - | 350 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME*** | **8 160 000** | - | **8 160 000** |
| | ***MINISTERE DE LA PECHE MARITIME*** | | | |
| 4.2.2.0.15.01 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES | 4 238 000 | - | 4 238 000 |
| 4.2.2.0.15.02 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - AL HOCEIMA | 212 000 | - | 212 000 |
| 4.2.2.0.15.03 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - SAFI | 700 000 | - | 700 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2003 | Crédits d'engagement pour 2004 et suivants | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 4.2.2.0.15.04 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - AGADIR | 2 000 000 | - | 2 000 000 |
| 4.2.2.0.15.05 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHES MARITIMES - TAN TAN | 300 000 | - | 300 000 |
| 4.2.2.0.15.06 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE MARITIME - LARACHE | 700 000 | - | 700 000 |
| 4.2.2.0.15.08 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE MARITIME-LAAYOUNE | 600 000 | - | 600 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA PECHE MARITIME*** | **8 750 000** | - | **8 750 000** |
| | ***SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT*** | | | |
| 4.2.2.0.16.01 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT*** | - | - | - |
| | ***MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT*** | | | |
| 4.2.2.0.17.02 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES | 7 675 000 | - | 7 675 000 |
| 4.2.2.0.17.03 | DIVISION D'ENTRETIEN , D'EXPLOITATION ET DE SECURITE ROUTIERE | - | - | - |
| 4.2.2.0.17.04 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.17.05 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT | 900 000 | - | 900 000 |
| 4.2.2.0.17.06 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH | 300 000 | - | 300 000 |
| 4.2.2.0.17.07 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES | 90 000 | - | 90 000 |
| 4.2.2.0.17.08 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.17.09 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA | 50 000 | - | 50 000 |
| 4.2.2.0.17.10 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR | 900 000 | - | 900 000 |
| 4.2.2.0.17.11 | SERVICE DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER | - | - | - |
| 4.2.2.0.17.12 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.0.17.13 | DIRECTION DE LA SECURITE DES TRANSPORTS ROUTIERS | 16 000 000 | - | 16 000 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT*** | **27 715 000** | - | **27 715 000** |
| | ***MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL*** | | | |
| 4.2.2.0.20.01 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | - | - | - |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2003 | Crédits d'engagement pour 2004 et suivants | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 4.2.2.0.20.02 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA | - | - | - |
| 4.2.2.0.20.03 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA | - | - | - |
| 4.2.2.0.20.04 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET | - | - | - |
| 4.2.2.0.20.05 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR | - | - | - |
| 4.2.2.0.20.06 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL*** | - | - | - |
| | ***PREMIER MINISTRE - SPORTS-*** | | | |
| 4.2.2.0.21.01 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA | - | - | - |
| 4.2.2.0.21.02 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT | - | - | - |
| 4.2.2.0.21.03 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | - | - | - |
| 4.2.2.0.21.04 | SEGMA CHARGE DE LA PREPARATION DE LA CANDIDATURE DU MAROC A L'ORGANISATION DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2006 | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU PREMIER MINISTRE - SPORTS-*** | - | - | - |
| | ***MINISTERE DES HABOUS ET AFFAIRES ISLAMIQUES*** | | | |
| 4.2.2.0.23.01 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES RELATIONS ISLAMIQUES | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET AFFAIRES ISLAMIQUES*** | - | - | - |
| | ***MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE*** | | | |
| 4.2.2.0.26.01 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOCIALE*** | - | - | - |
| | ***MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES*** | | | |
| 4.2.2.0.27.01 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA | 190 000 | - | 190 000 |
| 4.2.2.0.27.02 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH | 380 000 | - | 380 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES*** | **570 000** | - | **570 000** |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2003 | Crédits d'engagement pour 2004 et suivants | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| | ***MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TELECOMMUNICATIONS*** | | | |
| 4.2.2.0.28.01 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT | 1 200 000 | - | 1 200 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TELECOMMUNICATIONS*** | **1 200 000** | - | **1 200 000** |
| | ***MINISTERE DE LA CULTURE*** | | | |
| 4.2.2.0.29.01 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA CULTURE*** | - | - | - |
| | ***MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME*** | | | |
| 4.2.2.0.30.01 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE | 1 300 000 | - | 1 300 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME*** | **1 300 000** | - | **1 300 000** |
| | ***MINISTERE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE*** | | | |
| 4.2.2.0.31.01 | SERVICE D'ACCUEIL , D'ASSISTANCE ET D'EVALUATION DES PROGRAMMES GERE DE MANIERE AUTONOME | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE*** | - | - | - |
| | ***MINISTERE CHARGE DE LA MODERNISATION DES SECTEURS PUBLICS*** | | | |
| 4.2.2.0.33.01 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE CHARGE DE LA MODERNISATION DES SECTEURS PUBLICS*** | **1 000 000** | - | **1 000 000** |
| | ***ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE*** | | | |
| 4.2.2.0.34.01 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE | 2 000 000 | - | 2 000 000 |
| 4.2.2.0.34.02 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT | - | - | - |
| 4.2.2.0.34.03 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH | - | - | - |
| 4.2.2.0.34.04 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES | - | - | - |
| 4.2.2.0.34.05 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE | - | - | - |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2003 | Crédits d'engagement pour 2004 et suivants | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 4.2.2.0.34.06 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES A L ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE*** | **2 000 000** | - | **2 000 000** |
| | ***PREMIER MINISTRE - PREVISION ECONOMIQUE ET PLAN -*** | | | |
| 4.2.2.0.42.01 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 1 800 000 | - | 1 800 000 |
| 4.2.2.0.42.02 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION | 8 970 000 | - | 8 970 000 |
| 4.2.2.0.42.03 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU PREMIER MINISTRE - PREVISION ECONOMIQUE ET PLAN -*** | **10 770 000** | - | **10 770 000** |
| | ***PREMIER MINISTRE - EAUX ET FORETS ET LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION-*** | | | |
| 4.2.2.0.45.01 | PARC ZOOLOGIQUE NATIONAL | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.0.45.02 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS | 20 000 000 | 16 000 000 | 36 000 000 |
| 4.2.2.0.45.03 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA | - | - | - |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU PREMIER MINISTRE - EAUX ET FORETS ET LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION-*** | **21 000 000** | **16 000 000** | **37 000 000** |
| | ***MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT*** | | | |
| 4.2.2.0.46.01 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME | 1 500 000 | - | 1 500 000 |
| 4.2.2.0.46.03 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE | - | - | - |
| 4.2.2.0.46.04 | DIRECTION DE L'OBSERVATION , DES ETUDES ET DE LA COORDINATION | 1 412 000 | - | 1 412 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT*** | **2 912 000** | - | **2 912 000** |
| | ***TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME*** | **145 917 000** | **16 000 000** | **161 917 000** |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

**Tableau <<1>>**
**( Article 57)**
**DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2003**
**( En Dirhams)**

| CODE | DESIGNATION DES COMPTES | Dépenses pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| | ***3.1 - COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE*** | |
| 3.1 .00.01.2 | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel | 120 000 000 |
| 3.1 .00.02.2 | Fonds de développement du crin végétal | Mémoire |
| 3.1 .00.03.2 | Fonds de soutien aux services de la réglementation et du contrôle des prix et des stocks de sécurité | 20 000 000 |
| 3.1 .00.04.2 | Fonds de la lutte contre les effets de la sécheresse | Mémoire |
| 3.1 .00.05.2 | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes | 200 000 000 |
| 3.1 .04.02.2 | Fonds pour le développement rural | Mémoire |
| 3.1 .04.03.2 | Fonds de promotion des investissements | Mémoire |
| 3.1 .06.03.2 | Fonds spécial pour l'extension et la rénovation des juridictions et des établissements pénitentiaires | 350 000 000 |
| 3.1 .08.03.2 | Fonds spécial pour la sauvegarde de la cité de Fès | Mémoire |
| 3.1 .08.04.2 | Part des collectivités locales dans le produit de la T.V.A | 7 651 629 000 |
| 3.1 .08.05.2 | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile | 184 240 000 |
| 3.1 .08.06.2 | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions | 301 350 000 |
| 3.1 .08.07.2 | Fonds de péréquation et de développement régional | Mémoire |
| 3.1 .08.08.2 | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage | 566 500 000 |
| 3.1 .09.02.2 | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel national | 262 000 000 |
| 3.1 .10.01.2 | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique | Mémoire |
| 3.1 .12.01.2 | Fonds spécial de la pharmacie centrale | 256 000 000 |
| 3.1 .13.02.2 | Fonds spécial pour la promotion hôtelière | Mémoire |
| 3.1 .13.03.2 | Fonds de remploi domanial | 587 100 000 |
| 3.1 .13.04.2 | Fonds spécial du produit des loteries | 24 000 000 |
| 3.1 .13.05.2 | Fonds des tabacs pour l'octroi de secours | 50 000 000 |
| 3.1 .13.06.2 | Fonds spécial de surveillance et de contrôle des assureurs et des sociétés d'assurances | 26 000 000 |
| 3.1 .13.07.2 | Fonds de majoration des rentes viagères servies par les compagnies d'assurances | 3 000 |
| 3.1 .13.08.2 | Masse des services financiers | 320 000 000 |
| 3.1 .13.09.2 | Fonds de la réforme agraire | 10 000 000 |
| 3.1 .13.12.2 | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères | Mémoire |
| 3.1 .13.17.2 | Fonds spécial de la zakat | Mémoire |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| CODE | DESIGNATION DES COMPTES | Dépenses pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 3.1 .13.18.2 | Fonds de solidarité des assurances | 445 000 000 |
| 3.1 .13.19.2 | Fonds de soutien à certains promoteurs | 150 000 000 |
| 3.1 .13.20.2 | *Fonds spécial pour le financement des programmes socio-économiques* | 300 000 000 |
| 3.1 .13.21.2 | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires | 1 100 000 000 |
| 3.1 .13.22.2 | Liquidation de la Caisse générale des crédits de Tétouan | Mémoire |
| 3.1 .17.01.2 | Fonds spécial routier | 1 500 000 000 |
| 3.1 .17.03.2 | Fonds de délimitation du domaine public maritime et portuaire | 18 500 000 |
| 3.1 .20.03.2 | Fonds spécial de sauvegarde et de protection du cheptel | 85 000 000 |
| 3.1 .20.05.2 | Fonds de développement agricole | 600 000 000 |
| 3.1 .21.01.2 | Fonds national du développement du sport | 430 000 000 |
| 3.1 .29.01.2 | Fonds national pour l'action culturelle | 33 000 000 |
| 3.1 .30.01.2 | Fonds national pour l'achat et l'équipement de terrains | 80 000 000 |
| 3.1 .30.02.2 | Fonds solidarité habitat | 400 000 000 |
| 3.1 .34.01.2 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix | Mémoire |
| 3.1 .45.01.2 | Fonds national forestier | 200 000 000 |
| 3.1 .45.02.2 | Fonds de la taxe de réfection des chemins forestiers | 2 000 000 |
| 3.1 .45.03.2 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale | 14 000 000 |
| 3.1 .46.01.2 | Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales | 250 000 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE*** | **16 536 322 000** |
| | ***3.4 - COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX*** | |
| 3.4 .13.01.2 | Opérations avec l'Agence internationale pour le développement | Mémoire |
| 3.4 .13.02.2 | Opérations avec le Fonds monétaire international | Mémoire |
| 3.4 .13.03.2 | Opérations avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement | 21 000 000 |
| 3.4 .13.04.2 | Opérations avec la Société financière internationale | Mémoire |
| 3.4 13.05.2 | Opérations avec la Banque africaine de développement | 14 046 000 |
| 3.4 .13.06.2 | Opérations avec le Fonds arabe pour le développement économique et social | Mémoire |
| 3.4 .13.07.2 | Opérations avec le Fonds de garantie des investissements | Mémoire |
| 3.4 .13.08.2 | Fonds Arabo-africain pour la coopération technique | Mémoire |
| 3.4 .13.09.2 | Banque islamique de développement | 13 657 000 |
| 3.4 .13.10.2 | Banque arabe de développement économique en Afrique | Mémoire |
| 3.4 .13.11.2 | Opérations avec la Société arabe d'investissement | Mémoire |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| CODE | DESIGNATION DES COMPTES | Dépenses pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 3.4 .13.12.2 | Fonds monétaire arabe | 150 000 |
| 3.4 .13.13.2 | Organisation arabe pour l'investissement et le développement agricole | Mémoire |
| 3.4 .13.14.2 | Société africaine de réassurance | Mémoire |
| 3.4 .13.15.2 | Opérations avec le Fonds international de développement agricole | 8 501 000 |
| 3.4 .13.16.2 | Opérations avec la Société Schelter Afrique | Mémoire |
| 3.4 .13.17.2 | Opérations avec le Fonds commun pour les produits de base (F.C.P.B) | Mémoire |
| 3.4 .13.18.2 | Opérations avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (B.E.R.D) | Mémoire |
| 3.4 .13.19.2 | Opérations avec la Société islamique d'assurance des crédits à l'exportation et de garantie des investissements | 19 500 000 |
| 3.4 .13.20.2 | Opérations avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) | Mémoire |
| | ***TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX*** | **76 854 000** |
| | ***3.5 - COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES*** | |
| 3.5 .13.01.2 | Différence de change sur ventes et achats de devises | Mémoire |
| 3.5 .13.03.2 | Compte des opérations d'échange de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs | 5 000 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES*** | **5 000 000** |
| | ***3.7 - COMPTES DE PRETS*** | |
| 3.7 .13.01.2 | Souscription à l'emprunt de l'Organisation des Nations Unies | Mémoire |
| 3.7 .13.02.2 | Prêts au Crédit immobilier et hôtelier | Mémoire |
| 3.7 .13.04.2 | Prêts aux coopératives agricoles | Mémoire |
| 3.7 .13.05.2 | Prêts à l'Office national de l'électricité | Mémoire |
| 3.7 .13.08.2 | Prêts à des Etats étrangers | Mémoire |
| 3.7 .13.11.2 | Prêts à la SONABA | 60 509 000 |
| 3.7 .13.12.2 | Prêts à la COMAGRI | Mémoire |
| 3.7 .13.13.2 | Prêts aux offices régionaux de mise en valeur agricole et aux centres de travaux | Mémoire |
| 3.7 .13.17.2 | Prêts aux collectivités locales et à la communauté urbaine de Casablanca | 82 100 000 |
| 3.7 .13.18.2 | Prêts à la Caisse nationale de crédit agricole | Mémoire |
| 3.7 .13.19.2 | Prêts à la Ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires | Mémoire |
| 3.7 .13.20.2 | Prêts à l'Office national de l'eau potable | Mémoire |
| 3.7 .13.23.2 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Kénitra (R.A.K) | 3 751 000 |
| 3.7 .13.24.2 | Prêts aux établissements régionaux d'aménagement et de construction (E.R.A.C) | 6 000 000 |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| CODE | DESIGNATION DES COMPTES | Dépenses pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| 3.7 .13.25.2 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Marrakech | 3 002 000 |
| 3.7 .13.26.2 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Tétouan | Mémoire |
| 3.7 .13.27.2 | Prêts à la Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de Fès | Mémoire |
| 3.7 .13.30.2 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Tanger | Mémoire |
| 3.7 .13.31.2 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Tadla | Mémoire |
| 3.7 .13.32.2 | Prêts à la Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda | Mémoire |
| 3.7 .13.33.2 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité d'El Jadida | Mémoire |
| 3.7 .13.34.2 | Prêts à la Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de Meknès | Mémoire |
| 3.7 .13.35.2 | Prêts à la Société nationale de commercialisation des semences (SONACOS) | 1 983 000 |
| 3.7 .13.36.2 | Prêts à la Centrale d'achat et de développement de la région minière du Tafilalet et de Figuig (CADETAF) | Mémoire |
| 3.7 .13.37.2 | Prêts à la Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de la Chaouia | Mémoire |
| 3.7 .13.40.2 | Prêts à la Régie autonome multi-services d'Agadir (RAMSA) | Mémoire |
| 3.7 .13.42.2 | Prêts pour le développement des industries mécaniques, métalliques et électriques | Mémoire |
| 3.7 .13.43.2 | Prêts à l'Office d'exploitation des ports | Mémoire |
| 3.7 .13.46.2 | Prêts à la Banque marocaine du commerce extérieur | Mémoire |
| 3.7 .13.49.2 | Prêts à la Société de développement agricole | Mémoire |
| 3.7 .13.50.2 | Prêts à l'Agence maghreb arabe presse | Mémoire |
| 3.7 .13.51.2 | Prêts à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Nador(R.A.D.E.E.N) | 83 000 |
| 3.7 .13.52.2 | Prêts au Centre Hospitalier Ibn Sina | Mémoire |
| 3.7 .13.54.2 | Prêts à l'ONCF | Mémoire |
| 3.7 .13.57.2 | Prêts à l'Office National des Aéroports | Mémoire |
| 3.7 .13.58.2 | Rétrocession à des entreprises du secteur privé de tout ou partie de prêts accordés au gouvernement marocain par des gouvernements étrangers ou des organismes internationnaux | Mémoire |
| 3.7 .13.59.2 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation | Mémoire |
| 3.7 .13.60.2 | Prêts aux établissements bancaires et à l'Office pour le développement industriel, destinés au financement des projets productifs | Mémoire |
| 3.7 .13.61.2 | Prêts à l'Agence nationale de lutte contre l'habitat insalubre (A.N.H.I) | Mémoire |
| 3.7 .13.62.2 | Prêts à la S.N.E.C | Mémoire |
| 3.7 .13.64.2 | Restructuration de la dette du secteur hôtelier | Mémoire |
| | *TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE PRETS* | **157 428 000** |

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

| CODE | DESIGNATION DES COMPTES | Dépenses pour l'année budgétaire 2003 |
|---|---|---|
| | ***3.8 - COMPTES D'AVANCES*** | |
| 3.8 .13.01.2 | Avances aux municipalités | Mémoire |
| 3.8 .13.04.2 | Avances à la Banque centrale populaire | Mémoire |
| 3.8 .13.05.2 | Avances à la Banque nationale pour le développement économique | Mémoire |
| 3.8 .13.06.2 | Avances à l'Office national marocain du tourisme | Mémoire |
| 3.8 .13.07.2 | Avances à l'Office de développement industriel | Mémoire |
| 3.8 .13.08.2 | Avances à l'Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses et aux coopératives agricoles | Mémoire |
| 3.8 .13.09.2 | Avances à l'Office national de l'électricité | Mémoire |
| 3.8 .13.10.2 | Avances aux sociétés "comité interprofessionnel du logement" | Mémoire |
| 3.8 .13.11.2 | Avances à l'ex-Office des anciens combattants et victimes de la guerre | Mémoire |
| 3.8 .13.13.2 | Avances à la Société des mines d'Aouli | Mémoire |
| 3.8 .13.14.2 | Avances à la Société d'exploitation des mines du Rif | Mémoire |
| 3.8 .13.15.2 | Avances à la Cimenterie de l'oriental | Mémoire |
| | ***TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AVANCES*** | **Mémoire** |
| | ***3.9 - COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS*** | |
| 3.9 .04.01.2 | Fonds spécial de développement régional | Mémoire |
| 3.9 .04.02.2 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes | Mémoire |
| 3.9 .08.01.2 | Fonds de développement des collectivités locales et de leurs groupements | 80 000 000 |
| 3.9 .13.01.2 | Fonds de l'opération engrais | Mémoire |
| 3.9 .13.02.2 | Fonds de ristournes d'intérêt au profit des travailleurs marocains à l'étranger | Mémoire |
| 3.9 .13.03.2 | Participation de l'Etat dans diverses sociétés | Mémoire |
| 3.9 .20.02.2 | Défense et restauration des sols | Mémoire |
| 3.9 .34.01.2 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales | 4 600 000 000 |
| 3.9 .34.02.2 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation | Mémoire |
| 3.9 .42.01.2 | Fonds de relations publiques | 1 000 000 |
| | ***TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS*** | **4 681 000 000** |
| | ***TOTAL GENERAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR*** | **21 456 604 000** |

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

**Décret n° 2-02-765 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002) portant délégation de pouvoir, au ministre des finances et de la privatisation, en matière d'emprunts intérieurs.**

LE PREMIER MINISTRE,

Vu l'article 64 de la Constitution ;

Vu l'article 49 de la loi de finances n° 45-02 pour l'année budgétaire 2003, promulguée par le dahir n° 1-02-362 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002) ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 2 chaabane 1423 (9 octobre 2002),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation de pouvoir est donnée au ministre des finances et de la privatisation pour déterminer les modalités des emprunts intérieurs émis pour couvrir, pendant l'année budgétaire 2003, l'ensemble des charges du Trésor.

ART. 2. – Le ministre des finances et de la privatisation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel.*

*Fait à Rabat, le 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002).*

DRISS JETTOU.

Pour contreseing :

*Le ministre des finances et de la privatisation,*

FATHALLAH OUALALOU.

**Décret n° 2-02-766 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002) portant délégation de pouvoir, au ministre des finances et de la privatisation, en matière d'emprunts extérieurs.**

LE PREMIER MINISTRE,

Vu l'article 64 de la Constitution ;

Vu l'article 48 de la loi de finances n° 45-02 pour l'année budgétaire 2003, promulguée par le dahir n° 1-02-362 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002) ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 2 chaabane 1423 (9 octobre 2002),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation de pouvoir est donnée au ministre des finances et de la privatisation ou à la personne spécialement habilitée par lui à cet effet aux fins de contracter, pendant l'année 2003, au nom du gouvernement du Royaume du Maroc, des emprunts extérieurs.

ART. 2. – Délégation de pouvoir est également donnée au ministre des finances et de la privatisation ou à la personne spécialement habilitée par lui à cet effet aux fins de signer pendant l'année budgétaire 2003, au nom du gouvernement du Royaume du Maroc les accords, conventions ou contrats de garantie à conclure avec des gouvernements étrangers ou des organismes étrangers ou internationaux.

ART. 3. – Le ministre des finances et de la privatisation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel.*

*Fait à Rabat, le 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002).*

DRISS JETTOU.

Pour contreseing :

*Le ministre des finances et de la privatisation,*

FATHALLAH OUALALOU.

**Décret n° 2-02-767 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002) portant délégation de pouvoir, au ministre des finances et de la privatisation, en vue de conclure des contrats d'emprunts pour le remboursement de la dette extérieure onéreuse et des accords de couverture de risque de taux d'intérêts et d'échange de devises.**

LE PREMIER MINISTRE,

Vu l'article 64 de la Constitution ;

Vu l'article 48 de la loi de finances n° 45-02 pour l'année budgétaire 2003, promulguée par le dahir n° 1-02-362 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002) ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 2 chaabane 1423 (9 octobre 2002),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation de pouvoir est donnée au ministre des finances et de la privatisation ou à la personne spécialement habilitée par lui à cet effet aux fins de :

– Contracter, au nom du gouvernement du Royaume du Maroc, des emprunts extérieurs afin de procéder au remboursement par anticipation des emprunts contractés à des taux plus onéreux que ceux pratiqués sur le marché ;

– Conclure au nom du gouvernement du Royaume du Maroc, des contrats d'échange de devises ou de taux d'intérêts pour stabiliser le coût du service de la dette.

ART. 2. – Le ministre des finances et de la privatisation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel.*

*Fait à Rabat, le 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002).*

DRISS JETTOU.

Pour contreseing :

*Le ministre des finances et de la privatisation,*

FATHALLAH OUALALOU.

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.